

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE DE LA GRAMEEN BANK,
LE MICROCRÉDIT AU BANGLADESH COMME MOYEN D'*EMPOWERMENT*

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
VALÉRIE GILBERT

AOÛT 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord remercier ma directrice, professeure titulaire de la Chaire de recherche C-A Poissant en aide au développement et gouvernance du département de science politique, Bonnie Campbell. Elle a accepté de me diriger même si elle est très occupée. Son soutien, sa générosité et ses judicieux conseils ont été d'or pour moi.

Ma famille, en particulier ma mère. Ils ont toujours été là pour m'encourager à continuer mes études et à faire mon stage au Bangladesh. Sans oublier, tous les gens qui m'entourent et qui m'écoutent... mes amis! Entre autres Marie-Eve qui m'a plus ou moins poussée à prendre cette tangente pour mon mémoire. Merci tout particulièrement à Catherine Voyer-Léger, François Léveillé et Danny Roy, qui ont accepté de relire certains de mes chapitres.

Au Bangladesh, j'ai beaucoup de gens à remercier. D'abord, mon ami Mesbah Uddin qui m'a mise en contact avec différentes personnes là-bas, dont sa petite sœur Nitu qui est devenue une bonne amie. Elle m'a épaulée et aidée énormément. Je dois beaucoup à toute la famille Uddin qui m'a hébergée durant mon séjour et qui m'a traitée comme une des leurs. Ashir Ahmed, un ami de Mesbah qui travaille pour Grameen Global Communication, ainsi que sa famille, particulièrement sa sœur Parin pour leur aide et leur gentillesse. Fidia Farah Quazi, une bangladaise avec qui j'ai fait mon stage et qui a eu la bonté de traduire toutes mes entrevues et qui m'a écoutée et éclairée durant nos séjours dans les villages. Les gens de la Grameen Bank (et spécialement mon coordonnateur Shamimur Rahman) qui m'ont accueillie dans leur institution, qui m'en ont appris davantage sur le fonctionnement de la banque et m'ont laissée interviewer des emprunteuses. Finalement, toutes les femmes qui ont accepté de répondre à mes questions et qui m'ont aidée durant ma recherche.

Enfin, je dois un grand merci à Nasreen Sultana et sa fille, qui, à mon retour à Montréal ont retranscrit et vérifié les traductions de mes entrevues.

MERCI ÉNORMÉMENT!

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
1-Problématique.....	1
2-Cadre théorique	5
2.1 Paradigme de l' <i>empowerment</i> des femmes selon Mayoux	6
2.2 L' <i>empowerment</i> selon Kabeer	7
2.3 L'application des cadres d'analyse de Mayoux et Kabeer dans nos entrevues	7
3- Méthodologie.....	8
4- Limitations.....	10
5- Hypothèse	11
CHAPITRE I.....	12
REVUE DE LA LITTÉRATURE SUR LE MICROCRÉDIT ET L' <i>EMPOWERMENT</i>	12
1.1 Genre et pauvreté	13
1.2 L' <i>empowerment</i>	16
1.2.1 Paradigme de la viabilité financière.....	20
1.2.2 Paradigme de la réduction de la pauvreté	21
1.2.3 Paradigme de l' <i>empowerment</i> féministe.....	21
1.2.4 Impacts des paradigmes sur les femmes et les institutions.....	22
1.3 La microfinance, le microcrédit, la microentreprise et certaines critiques générales	24
1.4 Études sur le microcrédit au Bangladesh et sur la Grameen Bank	29

CHAPITRE II	35
PRÉSENTATION DU BANGLADESH.....	35
2.1 Le contexte socioéconomique.....	36
2.2 Le contexte socioculturel	39
2.2.1 Histoire.....	39
2.2.2 Religion.....	41
2.2.3 La place des femmes au Bangladesh	42
CHAPITRE III.....	51
LA RÉUSSITE DE LA GRAMEEN BANK.....	51
3.1 La philosophie de la Grameen Bank.....	51
3.2 L'historique du microcrédit au Bangladesh.....	53
3.2.1 La fondation de la Grameen Bank	53
3.2.2 L'évolution de la Grameen Bank.....	56
3.2.3 La Grameen II.....	58
3.3 Le Grameencredit	59
3.3.1 Comment fonctionne le Grameencredit?	59
3.3.2 Qui profite du Grameencredit?	62
3.4 L'aide extérieure dont la Grameen Bank a eu besoin pour démarrer et comment elle a réussi à s'autofinancer	65
3.4.1 Aide extérieure.....	66
3.4.2 Autofinancement.....	67
3.4.3 Survol historique de l'aide extérieure	69
3.5 Comment elle est structurée et autogérée	71
CHAPITRE IV.....	75
ENJEUX DE L'EMPOWERMENT À TRAVERS LE MICROCRÉDIT.....	75
4.1 Bangladaises, microcrédit et <i>empowerment</i>	76
4.2 Rajshahi	78
4.2.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions	81
4.2.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts	83

4.2.3 Rêves et réalisations.....	83
4.2.4 Acquis (terrain, habitat, compte épargne-retraite).....	85
4.3 Chittagong.....	85
4.3.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions.....	87
4.3.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts.....	88
4.3.3 Rêves et réalisations.....	91
4.3.4 Liberté de mouvement.....	94
4.3 Netrokona.....	95
4.3.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions.....	97
4.3.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts.....	98
4.3.3 Rêves et réalisations.....	99
4.3.4 Liberté de mouvement.....	100
4.3.5 Acquis (terrain, habitat, compte épargne-retraite).....	101
4.5 Conclusion et interprétation.....	101
CONCLUSION.....	105
APPENDICES.....	110
APPENDICE A.....	111
Les «seize résolutions».....	111
APPENDICE B.....	112
La préface de l'auteur : <i>Vers un monde sans pauvreté</i>	112
APPENDICE C.....	113
Method of action.....	113
APPENDICE D.....	114
Questions d'entrevues.....	114
APPENDICE E.....	115
Tableau présentant les trois paradigmes principaux en MF selon Mayoux.....	115
LEXIQUE.....	117
BIBLIOGRAPHIE.....	119

LISTE DES FIGURES

Figures		Page
2.1	Carte géographique présentant le Bangladesh actuel Après la guerre de libération de 1971	35
2.2	Carte du Bangladesh présentant tous les districts	35
2.3	Facteurs responsables du rabaissment des femmes villageoises au Bangladesh	43
4.1	Carte géographique du district de Rajshahi	79
4.2	Carte géographique du district de Chittagong	92
4.3	Carte géographique du district de Netrokona	102

LISTE DES TABLEAUX

Tableaux		Page
3.1	L'évolution de la Grameen Bank	57
App.E	Tableau présentant les trois paradigmes principaux en MF selon Mayoux	App.E

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
BID	Banque Interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
BRAC	Bangladesh Rural Advancement Committee
CGAP	Consultative Group to Assist the Poor
ERG	Épargne retraite Grameen
GAD	Gender and Development
GB	Grameen Bank
GED	Genre et développement
GEI	Groupe d'Évaluation Indépendante
GOB	Government of Bangladesh
IFAD	International Fund for Agriculture Development
IFD	Intégration de la femme dans le développement
MC	Microcrédit
MF	Microfinance
NORAD	Norwegian Agency for International Development
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RD-12	Rural Development Project-12
SIDA	Swedish International Development Agency
USAID	United States Agency for International Development
WID	Women in Development

RÉSUMÉ

Le microcrédit est aujourd'hui un terme qui revient souvent quand on entend parler de développement. Les bailleurs de fond se dirigent de plus en plus vers cette «nouvelle» forme de financement du développement qui semble prometteuse à bien des égards. Cet outil peut, selon certains, avoir des effets positifs à plusieurs niveaux : économique, social et politique. Ce mémoire tente d'explorer ces aspects en portant une attention particulière à l'*empowerment* des femmes au Bangladesh. Il est question d'étudier la Grameen Bank, première banque spécialisée pour les pauvres qui émet des microcrédits à des femmes (97%) pour que celles-ci l'investissent dans une activité rémunératrice et qu'elles se hissent au-dessus du seuil de la pauvreté.

Cette recherche dresse un portrait socio-économique et culturel du Bangladesh; présente l'institution étudiée, la Grameen Bank; et aborde les enjeux reliés à l'*empowerment* des femmes et à l'élimination de la pauvreté à travers des entrevues effectuées durant le printemps 2007, dans trois régions du pays : Rajshahi, Chittagong et Netrokona. Ce mémoire s'appuie aussi sur diverses études et recherches traitant de la question. L'hypothèse de départ est que grâce à ces prêts, les femmes acquièrent un pouvoir économique qui leur permet de sortir leur famille de la pauvreté et les mène sur le chemin de l'*empowerment*.

Les principaux résultats obtenus suite aux entretiens semblent indiquer que les femmes ont encore un chemin à parcourir avant d'atteindre ce qui pourrait ressembler à l'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, des transformations ont déjà pris formes et ces dernières ont vu leur position au sein du foyer s'élever. Elles ont gagné beaucoup en respect et en confiance, sans compter que plusieurs ont vu leur liberté de mouvement grandir et souhaitent une meilleure éducation pour leurs enfants. Par conséquent, cette étude semble montrer que lorsque les prêts sont bien investis, les femmes réussissent à augmenter leur niveau de vie et les changements au niveau social apparaissent peu à peu.

INTRODUCTION

1-Problématique

Le microcrédit et la microfinance ont pris beaucoup d'ampleur et de notoriété depuis les années 1990. On parle de plus en plus du microcrédit comme d'un outil pour éradiquer la pauvreté et encourager un nombre important de personnes – surtout les femmes - à utiliser leur potentiel et leurs habiletés pour se créer une microentreprise et ainsi se sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Le microcrédit au Bangladesh semble une réussite à cet égard. Il est déjà bien établi depuis quelques dizaines d'années, et cette nouvelle forme de développement croît rapidement. «GB [Grameen Bank] has earned respectable status for Bangladesh in the international arena because of its poverty alleviation strategies through which poor rural women are moving in the path of empowerment and development.» (Naz, 2006, p.12). L'organisation des Nations unies (ONU) a décidé de miser sur l'exemple du Bangladesh pour encourager et reproduire cette forme de coopération dans d'autres pays dits en développement. L'année 2005 a été déclarée «l'année du microcrédit» par l'ONU, ce qui montre bien toute l'importance accordée à ce phénomène.

Le microcrédit est un petit montant d'argent prêté à un groupe restreint de personnes – généralement à des gens qui sont des travailleurs autonomes ou qui veulent démarrer une microentreprise¹. Les emprunteuses² investissent généralement ces sommes dans de petites affaires comme la fabrication d'objets de bambou, l'achat d'animaux (élevage ou animaux pour travailler la terre et faciliter leurs tâches), investissement en agriculture, etc. Il y a plusieurs manières de voir ou de définir le microcrédit et les personnes ciblées,

¹ Une microentreprise, nous le verrons plus loin, est une entreprise de petite taille, employant d'une à cinq personnes.

² Le féminin sera utilisé dans cette étude lorsque nous parlerons des membres de la Grameen Bank puisque 97% des adhérentes sont des femmes.

dépendamment du type d'institution prêteuse. «In Bangladesh the typical definition is a borrower who owns less than 0.5 acres of land and relies on wages for all income» (Meade, 2001). Nous examinerons plus particulièrement le «grameencredit»³ de la Grameen Bank (GB).

Sachant que la majorité des impécunieux sont des femmes, on peut croire que leur double discrimination (le fait d'être femme et d'être pauvre) rend beaucoup plus difficile leur accès aux diverses ressources financières dans plusieurs des pays. Le microcrédit a donc été créé dans le dessein de concevoir un projet de transformation des relations sociales permettant à toutes et à tous de pouvoir se sortir de cette misère. «L'idéal moral de la microfinance [et du microcrédit] vise à "inclure les exclus"» (Roy, 2005, p. 24). Les programmes de développement des années 1950 et 1960 n'ont pas profité aux femmes, au contraire, celles-ci se sont appauvries durant ces années et les inégalités de genre se sont accentuées (Jahan, 1995). Suite à cette constatation, l'ONU a déclaré la décennie 1975-1985, la décennie pour la femme. Un des sujets à l'ordre du jour lors de la première conférence à l'intention des femmes - Mexico, 1975 - fut l'accès au crédit (Antrobus, 2007, p.76).

La décennie pour la femme entraîna de nouvelles manières de voir et de penser le développement. Les donateurs internationaux ainsi que les pays bénéficiaires se sont rapidement tournés vers le nouveau paradigme de l'intégration de la femme dans le développement (IFD)⁴ qui se transforma quelques années plus tard en genre et développement (GED)⁵. On se préoccupe alors des différences liées au genre, pour que tous puissent bénéficier dudit développement. Depuis l'indépendance du Bangladesh, le pays a pris

[...] «several initiatives; undertaken and implemented several policies regarding women, but altogether those have not been very promising and successful. [...] The reality in developing countries like Bangladesh is that due to pressure from donors,

³ Le «grameencredit» est l'appellation donnée par la Grameen Bank, notre étude de cas, pour spécifier le type de microcrédit qu'ils offrent à leurs emprunteuses.

⁴ On rencontre le terme anglais plus fréquemment, soit : «Women in Development» (WID). La traduction française nous vient de l'ouvrage de Antrobus, 2007.

⁵ «Gender and Development» (GAD), traduction libre.

development agencies and international bodies, women's issues at least exist in papers and in policies. But it is a matter of regret that in spite of all these initiatives, the majority of women (especially the poorest) in Bangladesh have not yet been empowered to participate actively in the social, cultural, economic and political life of the country» (Naz, 2006, p.14-15).

Aujourd'hui encore, ces préoccupations concernant les femmes et le développement sont présentes. En 2000, au Sommet du Millénaire des Nations unies, les pays membres de l'ONU ont adhéré aux objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) (Kabeer, 2005, p.7). De ces huit objectifs, le troisième, «promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes» (Annan, 2005), est en lien direct avec ce souci d'*empowerment*⁶ et d'élimination de la pauvreté. Pour arriver à cette fin, «microcredit now has become a central part of many women-focused development projects and numerous strategies have been developed to provide women with access to the missing piece of development, that is, credit» (Rahman, 1999, p.16).

La GB au Bangladesh, fondée par Muhammad Yunus, récipiendaire du Prix Nobel de la Paix en 2006, est la première institution à mettre en place un système de prêts bancaires pour les pauvres. Les premières opérations débutèrent en 1976 dans un village nommé Jobra. Avant la mise en place du microcrédit, le crédit était disponible seulement pour les grands propriétaires terriens et/ou les familles riches. Dans les zones rurales du Bangladesh comme dans la plupart des pays en voie de développement, les pauvres n'avaient pas accès au crédit dans les banques régulières. La seule voie possible pour ces derniers était de recourir à un prêteur indépendant (*paikar* en bangladais). Et les taux étaient et demeurent effroyablement élevés.

Nous savons aujourd'hui que la croissance économique d'un pays ne suffit pas pour réduire ou éliminer la pauvreté et les inégalités. Les institutions de microcrédit ont été mises en place pour aider les personnes les plus défavorisées à se sortir de la pauvreté, en leur accordant des prêts qu'ils n'auraient pas pu obtenir via une banque régulière. La GB œuvre dans le dessein de changer le système conventionnel des banques pour rendre le crédit

⁶ Le concept d'*empowerment* est défini au chap.I, p.16.

accessible à tous. «Poor people remain poor not because of any fault of their own, but because we have designed institutions and policies that keep them poor» (Yunus, 2006b, p.1). Ces prêts sont généralement destinés aux femmes dans le but qu'elles entreprennent une activité rémunératrice et ainsi, qu'elles deviennent plus autonomes et qu'une forme d'*empowerment*⁷ se crée.

Nous avons choisi de faire notre étude sur le Bangladesh d'abord parce que c'est l'un des pays les plus pauvres du monde, mais aussi et surtout, car ce pays fut le premier à instaurer un système de prêt pour les pauvres. De plus, «Bangladesh is a leader among low-income countries offering microcredit» (Khandker, 1998, p.3). Dans un tel contexte, il nous semble très intéressant d'y analyser l'évolution et les impacts du microcrédit sur le développement du pays et des femmes. La GB, pionnière du microcrédit, a procédé à une série de changements majeurs à partir des années 2000. Cela nous intéresse puisque nous pouvons croire que l'institution n'est pas statique et qu'elle est toujours prête à innover et à améliorer ses services et ses produits.

Deux volets du microcrédit nous intéressent. Nous tenterons de répondre à ces deux questions qui sont, à notre avis, centrales. D'une part, la réussite de la GB serait due à une série de facteurs, dont l'autofinancement, l'autogestion, le fait que les emprunteuses soient maintenant propriétaires de la banque, que les programmes soient réservés plus particulièrement aux femmes, et que, depuis quelques années, ils soient aussi destinés aux plus pauvres des pauvres. Il nous semble donc très intéressant d'étudier le cas de cette banque spécialisée et de voir comment, grâce au microcrédit, les organisations non gouvernementales (ONG) ou institutions spécialisées, après avoir reçu une aide extérieure, peuvent s'autogérer, devenir rentable et ce, tout en augmentant le niveau de vie de la population.

⁷ Nous avons préféré conserver le terme anglais d'*empowerment* plutôt que la traduction française pour deux raisons majeures. D'abord, parce qu'il n'y a pas d'unanimité sur la traduction, certains auteurs le traduisent comme «autonomisation», tandis que d'autres utilisent des termes tel que «renforcement du pouvoir d'action». Enfin, le terme même d'*empowerment* (en anglais) n'a pas non plus de définition claire et unanime. Les auteurs traitant de la question ne font pas consensus sur sa définition. Pour éviter la confusion que les termes peuvent semer, nous avons gardé l'expression anglaise.

D'autre part, ce mémoire tentera de montrer comment, et dans quelle mesure, le microcrédit aide au développement et à l'*empowerment* des femmes et de leurs familles, ainsi que des villages où les gens y ont accès, avec l'aide des diverses études sur le sujet, d'observations directes et d'entrevues. Nous tenterons aussi de voir s'il y a une certaine prise de contrôle de la part des femmes sur leur prêt et sur les décisions concernant la famille et la finance. Nous souhaitons donc savoir si le microcrédit encourage l'*empowerment* chez les femmes bangladaises qui empruntent à la GB.

Notre mémoire comportera quatre chapitres et une conclusion. Le premier chapitre portera sur la revue de littérature du microcrédit et de l'*empowerment* des femmes. Nous y présenterons les différents concepts et les grands courants de réflexion. Notre deuxième section fera le portrait du Bangladesh : la culture, le profil socioéconomique et culturel et les enjeux d'*empowerment* dans le contexte bangladais. Le troisième volet portera sur l'institution, sa structure, sa philosophie et sa réussite. Enfin, la dernière partie portera sur les enjeux face à l'*empowerment* tout en faisant état de nos résultats d'entrevues. Nous conclurons avec un retour sur les enjeux de la recherche, en ouvrant sur les reproductions de la GB à l'étranger et les autres approches en microfinance. Mais tout d'abord, voyons dans les pages qui suivent, le cadre théorique sur lequel notre recherche sera basée, la méthodologie appliquée, ainsi que notre hypothèse de départ.

2-Cadre théorique

Selon Linda Mayoux, il y a trois paradigmes en microfinance⁸ (MF) qui donnent des définitions distinctes à l'*empowerment*. Soit les paradigmes de la viabilité financière; de la réduction de la pauvreté et de l'*empowerment* des femmes (Mayoux, 1998; UNIFEM 2002; Mayoux 2006). L'auteure a «élaboré une analyse critique des deux pôles dominants en MF et la proposition d'un troisième, l'approche de l'*empowerment* féministe»⁹ (Roy, 2005, p.14).

⁸ Ces paradigmes seront expliqués plus en détail au chap.1, p.20 ainsi que dans l'appendice E.

⁹ C'est l'auteur qui souligne.

Le concept d'*empowerment*, comme nous l'avons déjà spécifié, n'a pas de définition claire ni unanime. Nous nous appuierons d'une part, sur la grille de Mayoux comme cadre d'analyse et nous concentrerons sur le dernier des trois paradigmes, i.e. de l'*empowerment* des femmes comme modèle pour notre recherche. D'autre part, nous prendrons aussi certains éléments que nous propose Naila Kabeer dans son cadre d'analyse et qui nous semble complémentaire pour enrichir nos propos.

2.1 Paradigme de l'*empowerment* des femmes selon Mayoux

Nous avons choisi d'utiliser le paradigme de l'*empowerment* féministe comme cadre d'analyse puisqu'il nous semble le plus global. Il incorpore autant l'*empowerment* économique, social et politique que l'*empowerment* individuel (prise de décisions dans le foyer, autonomie, confiance en soi, etc.). Sans compter qu'il est en lien direct avec notre sujet d'analyse. L'*empowerment* féministe est :

[...] vu comme un processus de changement individuel interne (le pouvoir en), d'augmentation des capacités (le pouvoir de) et la mobilisation collective des femmes, et des hommes quand c'est possible (le pouvoir avec), dans le but de remettre en cause et de changer la subordination liée au genre (le pouvoir sur). (Mayoux, 1998, p.4)

Cette grille d'analyse nous paraît inclusive car les différents types de pouvoirs sont pris en compte. Ce faisant, si une femme acquiert ou prend en charge tous ces pouvoirs, les relations de genre en seront forcément transformées et la femme sera, par conséquent, plus autonome.

2.2 L'empowerment selon Kabeer

Bien que la vision de l'*empowerment* de Mayoux soit assez complète, la vision de Kabeer nous semble complémentaire et c'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser les deux modèles. Toutes deux s'entendent pour dire que l'*empowerment* doit mener vers des transformations qui permettront aux femmes de sortir ou du moins d'être conscientes de ce qui les entoure et de critiquer les structures patriarcales qui les contraignent. Nous avons vu avec Mayoux quatre formes de pouvoir qui permettent aux femmes de prendre position. Kabeer propose quant à elle trois concepts qui doivent être pris en compte lorsque l'on parle d'*empowerment*. Soit les capacités réelles d'action (que l'on pourrait nommer le «pouvoir de choisir»); les ressources (que l'on pourrait appeler le «pouvoir d'avoir») et les réalisations (qui pourrait ressembler au «pouvoir sur» ou au «pouvoir en» de Mayoux) (Kabeer, 2005).

2.3 L'application des cadres d'analyse de Mayoux et Kabeer dans nos entretiens

Lors de nos entretiens¹⁰, nous avons essayé de poser des questions qui toucheraient toutes les sphères de pouvoir afin de nous permettre d'avoir une bonne idée d'ensemble de la position des femmes bangladaises qui empruntent à la GB. Nous avons porté une attention particulière sur la motivation des femmes à joindre la banque, ainsi que sur les prises de décisions, ce que l'on pourrait classer comme le «pouvoir de» puisque cela les mène vers une augmentation de leurs capacités. L'accès au travail et le contrôle des prêts étaient aussi une dimension importante pour nous. Nous les classons sous les ressources ou le «pouvoir sur». L'obtention d'un prêt (ressource) et d'un investissement dans sa propre microentreprise peuvent être compris comme une remise en cause de ce qui est socialement accepté. Les questions touchant les rêves et réalisations des emprunteuses pourraient être étiquetées sous les réalisations ou le «pouvoir en» car ces rêves représentent le côté individuel. Toutefois, on pourrait aussi croire que c'est le «pouvoir sur» (remise en cause et transformation de la

¹⁰ Voir l'appendice D pour les grandes lignes de notre questionnaire.

subordination liée au genre) qui permet ces réalisations. Quant à la liberté de mouvement, c'est le «pouvoir de», soit l'augmentation des capacités qui entre en ligne de compte. Les acquis des femmes comme un compte d'épargne à leur nom ou un terrain à leur nom, nous semblent à cheval sur le «pouvoir avec» et le «pouvoir sur». Ces acquis se trouvent bien sûr dans les réalisations si l'on se tourne vers le cadre de Kabeer.

3- Méthodologie

Nos sources proviennent, comme nous l'avons déjà mentionné, de divers endroits. Tout d'abord, du côté de la littérature, nous nous sommes concentré surtout sur les articles et documents qui sont assez récents, i.e. post-2000. Toutefois, nous avons dû aussi utiliser certains textes incontournables de la littérature du microcrédit (MC) et de l'*empowerment* des femmes écrits durant les années 1990 et étudiant la GB. Ces recherches effectuées antérieurement nous ont permis de bien ancrer notre sujet. Nous avons essayé de répertorier des articles et recherches récentes pour avoir une bonne idée de la situation actuelle. Nous avons utilisé autant les documents officiels de la GB que les recherches indépendantes qui étudient la GB. Certains documents nous proviennent aussi d'institutions ou d'organisations tels que la Banque mondiale ou le Sommet du microcrédit.

Une autre source importante de renseignements provient des diverses entrevues¹¹ que nous avons effectuées durant notre stage de recherche à la GB au Bangladesh. Ce stage nous a permis de valider notre cadre d'analyse ainsi que notre démarche grâce à nos observations et entretiens. Nous avons eu l'occasion de faire des entrevues de type qualitatives avec des questions ouvertes, ce qui a permis aux femmes de s'exprimer librement et de nous dire ce qu'elles ressentaient. Nous avons interviewé une vingtaine de femmes dans trois régions

¹¹ Nous avons obtenu l'autorisation du sous-comité d'évaluation suite à notre demande d'approbation éthique de notre projet de recherche.

différentes du pays¹². Cela nous a permis d'éviter un biais, soit de ne voir qu'un seul village, sans savoir s'il y a des divergences entre les participantes. Puisque 68,8% des femmes au Bangladesh sont analphabètes (État du monde 2006, p.262), et que l'idée de faire remplir un formulaire de consentement est un concept des pays de l'Ouest (Naz, 2006, p.27), nous n'avons rien fait signer à nos participantes. Nous avons plutôt effectué le consentement oralement¹³.

Lors de notre séjour, nous avons fait de l'observation directe dans les rencontres hebdomadaires des membres de la GB et nous avons aussi porté une attention particulière aux habitants des villages que nous avons visités pour bien comprendre la dynamique autant des participantes que des non-participantes.

Bien que les réalités ne soient pas les mêmes d'un district à l'autre, nous avons posé les mêmes questions à toutes les femmes¹⁴. Nous avons aussi agi de la même manière partout où nous sommes allée. Nous avons suivi les us et coutumes du pays lors de nos séjours dans les villages par respect, mais aussi pour gagner la confiance des femmes. Étant étrangère, nous devions nous assurer que les femmes se sentent à l'aise devant notre présence et qu'elles nous fassent part de leur expérience avec la GB. Nous nous sommes vêtue de la même manière que les femmes du pays. De plus, nous nous déplaçons toujours d'un endroit à l'autre avec une autre femme¹⁵ et le plus souvent, nous étions aussi accompagnée d'un employé de la banque. Cette manière d'agir nous a été profitable, puisque dans tous les villages, les gens nous disaient qu'ils étaient très heureux de voir que nous étions comme eux et que ce n'était pas l'image qu'ils se faisaient des étrangers.

¹² Nous avons fait des séjours d'une semaine dans trois régions du pays, Rajshahi, Chittagong et Netrokona. Toutefois, nous avons aussi visité deux villages à proximité de Dhaka, (où se trouve le bureau chef). Dans ces deux villages près de la capitale, nous ne sommes resté que quelques heures.

¹³ Étant donné que les femmes que nous avons interviewées étaient analphabètes, nous avons enregistré leur consentement.

¹⁴ Nous verrons au chapitre IV qu'à Rajshahi il nous a été un peu plus difficile de poser toutes les questions.

¹⁵ Nous étions toujours en compagnie de Fidia Farah Quazi, une stagiaire Bangladaise.

Dans notre chapitre sur les enjeux de l'*empowerment* et l'éradication de la pauvreté à travers le microcrédit, nous procéderons par triangulation. La triangulation signifie que diverses méthodes seront appliquées dans l'étude de notre phénomène. (Naz, 2007, p.24). Cette méthode sert à confirmer les résultats et à réduire les risques de biais. Nous l'utiliserons pour enrichir les propos de nos répondantes. Pour bien cerner notre problème, nous avons utilisé des documents écrits, l'observation et les entrevues de types qualitatives avec questions ouvertes, ce qui nous a permis de valider notre hypothèse de recherche.

4- Limitations

La langue. La langue première au Bangladesh, pour la majorité de la population, est le bangladais. Notre connaissance très sommaire du bangladais nous a obligé à recourir à une interprète lors de toutes nos entrevues avec les emprunteuses. Toutefois, cette personne n'était pas une employée de la GB. Elle faisait un stage, tout comme nous, à la GB. Cette dernière était bangladaise d'origine et étudiante à la North-South University de Dhaka au Bangladesh, une université anglophone. Nous avons toujours fait nos entrevues en sa compagnie, et toutes les entrevues ont été enregistrées. Cela nous a permis de demander à notre retour à une tierce personne d'écouter les conversations, de transcrire tout ce qui avait été dit pour ensuite traduire les conversations entières. Ce qui nous a confirmé que notre interprète avait bien traduit et nous a aussi ajouté quelques détails qu'elle avait omis.

La culture. Provenir d'une culture différente peut aussi être vu comme une limitation car on peut faire des erreurs sans s'en rendre compte, et cela pourrait avoir un impact sur les réponses des répondantes. De plus, cela rend plus difficile la compréhension, au sens où l'on ne peut pas tout saisir du premier coup d'œil. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous avons fait attention pour nous vêtir de la même façon que les femmes locales. Nous avons aussi étudié les us et coutumes avant notre départ et nous nous étions bien préparée pour agir de la même façon, lorsque possible, que les femmes de la région.

Enfin, pour ce qui est des entrevues, nous n'avons rencontré les femmes qu'une seule fois. Nous nous sommes donc limitée à des questions plus générales, sans trop entrer dans les détails personnels pour ne pas offenser les répondantes et pour éviter qu'elles nous racontent des histoires. La majorité des entrevues ont eu lieu chez les répondantes et nous étions seule avec ces dernières. Toutefois, certains entretiens ont eu lieu au centre où les femmes tiennent leurs rencontres hebdomadaires et les employés de la banque étaient tout près. Quelques entrevues ont aussi été effectuées en compagnie d'un employé de la banque. Ces entrevues étaient extrêmement différentes des autres, dans la mesure où les emprunteuses étaient beaucoup plus réservées dans leurs réponses. À l'occasion, elles ne répondaient pas à toutes les questions. Nous les présenterons tout de même, ce qui nous permettra d'analyser les divergences entre les entrevues en huis clos et celles en présence d'un employé.

5- Hypothèse

Notre hypothèse, suite à nos lectures et à nos entretiens avec les emprunteuses, est que, grâce à l'accès au microcrédit, une certaine amélioration au niveau de l'*empowerment* chez les femmes s'est produite, mais qu'il y a encore du chemin à faire avant que soit réalisé ce qui se rapprocherait de l'égalité sociale et politique entre les femmes et les hommes. Dans un contexte comme celui du Bangladesh, où le patriarcat, ainsi que les normes sociales et religieuses sont très fortes, des conditions préalables à l'*empowerment* pourraient être mises en place par différents organismes, telles les institutions de microfinances, ce qui pourrait contribuer à tendre vers une telle égalité. Nous verrons dans les prochains chapitres et notamment dans le premier, que les études plus récentes se concentrant sur l'*empowerment* semblent montrer qu'une évolution est en train de prendre place dans la société bangladaise face aux droits des femmes, à leur autonomie et à la prise de pouvoir de celles-ci.

CHAPITRE I

REVUE DE LA LITTÉRATURE SUR LE MICROCRÉDIT ET L'EMPOWERMENT

On retrouve à l'heure actuelle des banques spécialisées et des ONG œuvrant dans la MF sur tous les continents. En février 1997, le premier sommet du MC a eu lieu à Washington. «This summit [...] has now become an important focal point for all current discussions on poverty and finance in different parts of the world» (Wood et Sharif, 2001, p.27). Toutefois, ce sujet n'est pas sans soulever controverses et débats. Certains chercheurs critiquent différents aspects de cette stratégie. Notre but n'est pas de faire le tour de tous ces débats, mais de présenter le cas de la GB au Bangladesh en portant une attention particulière à l'*empowerment* des femmes.

Dans ce chapitre, nous ferons un survol de la littérature sur le microcrédit. Puisque notre sujet est fortement lié au genre, à la pauvreté et à l'*empowerment*¹⁵, nous avons sélectionné certains ouvrages et documents qui traitent de ces questions dans une optique féminine¹⁶. De plus, nous avons choisi un bon nombre de textes, d'études et d'articles qui sont spécifiquement reliés à notre sujet d'étude, soit le MC au Bangladesh.

Nous présenterons dans un premier temps différents auteurs qui traitent du genre et de la pauvreté. Dans un deuxième temps, nous nous concentrerons sur l'*empowerment*, principalement sur la théorie de Naila Kabeer. Dans cette même section, nous porterons

¹⁵ Dans les pages suivantes, nous définirons en détails ce que nous entendons par genre, pauvreté et *empowerment*.

¹⁶ Nous avons choisi le terme «féminin» puisque les différents auteurs n'étudient pas tous la question sous un angle féministe.

aussi une attention particulière aux trois paradigmes de la MF de Linda Mayoux, spécialiste des enjeux reliés à l'*empowerment* des femmes en MF. Avant de faire l'ébauche de quelques critiques qui sont souvent énoncées lorsque l'on parle de MF, nous définirons un peu mieux les concepts de MF, du MC et de la microentreprise dans la section trois. Nous terminerons ce chapitre avec des ouvrages qui traitent du MC au Bangladesh et plus spécifiquement de la GB.

1.1 Genre et pauvreté

De prime abord, il semble essentiel de donner une définition claire de ce qu'est le genre pour bien comprendre toute la problématique entourant notre sujet. D'Aoust apporte des clarifications utiles à la notion de genre dans son texte «Les approches féministes» :

Souvent utilisé à tort comme synonyme de «femme» ou «sexe», il correspond en fait à beaucoup plus qu'une catégorie *empirique* qui renvoie à des corps sexués masculins et féminins et à leurs activités matérielles. Le genre est également une catégorie *analytique* systémique qui renvoie aux constructions (privilégiées) de la masculinité et de la féminité (dévalorisée), ainsi qu'à leurs effets idéologiques¹⁷ (D'Aoust *in* Macleod et O'Meara, 2007, p.304).

Cette définition nous fait prendre conscience des «constructions» culturelles ou idéologiques liées au genre. Naila Kabeer abonde dans le même sens dans son ouvrage *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et les Objectifs du millénaire pour le développement* (2005). Son chapitre «Genre, pauvreté et politique de développement» fait un retour sur les politiques de développement depuis les années 1950, jusqu'aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en portant une attention spéciale sur la problématique du genre, de l'égalité et des inégalités de genre :

¹⁷ C'est l'auteure qui souligne.

Le «genre» d'une personne est défini par des règles, normes, coutumes et pratiques qui expriment les différences *biologiques* entre les deux sexes sous la forme de différences *socialement construites* entre hommes et femmes (et entre garçons et filles). Les deux genres ainsi définis ne sont pas valorisés de la même façon et ne bénéficient pas de possibilités égales d'évolution et d'action¹⁸ (Kabeer, 2005, p.2).

L'auteure avance l'idée que la pauvreté comporte des dimensions sexospécifiques, c'est-à-dire que les femmes et les hommes ne subissent pas la pauvreté de la même manière. Cet élément nous semble important dans la mesure où le MC de la GB a pour mission d'atteindre les couches les plus pauvres de la société et que 97% de ses emprunteurs sont des femmes.

Linda Mayoux mentionne dans son article «Women Empowerment Through Sustainable Micro-Finance : Rethinking 'Best Practice'» (2006), que le microcrédit doit être accessible aux femmes comme un droit humain et doit faire partie intégrante des règlements de base des institutions. Il est également important de séparer les concepts d'*empowerment* des femmes et de la pauvreté, tout en ayant des stratégies et de ressources qui visent à éliminer les inégalités de genre. «The underlying vision for gender policy needs to go much further than either access or household-level poverty alleviation and focus on strategies which positively empower women and transform gender relations for equitable development processes and outcomes» (Mayoux, 2006, p.14). Les hommes doivent également avoir un rôle à jouer afin que les inégalités cessent. Dans cette optique, des stratégies doivent être mises en place pour que des changements effectifs aient lieu¹⁹.

Un ouvrage distinct écrit par Rounaq Jahan, une politologue bangladaise étudiant les différents programmes de développement, mentionne qu'après les décennies de 1950 et 1960, on s'est aperçu que les femmes n'ont pas profité du développement. Au contraire, elles se sont appauvries. On se préoccupe alors des différences liées au genre, puisque les femmes n'ont pas bénéficié du développement autant que les hommes. Cet ouvrage, *The Elusive Agenda, Mainstreaming Women in Development* (1995), fait une étude de cas de deux pays, soit la Tanzanie et le Bangladesh. L'évolution des lois et des normes en matière de genre au

¹⁸ C'est l'auteure qui souligne.

¹⁹ C'est-à-dire des changements autant dans la façon de s'exprimer et de penser que dans sa manière d'agir.

Bangladesh y est relatée, ce qui nous permet de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrit le microcrédit dans ce pays. L'auteur mentionne que les normes ont changé au fil du temps, mais que plusieurs barrières et obstacles demeurent pour les femmes, surtout en ce qui a trait à la participation de celles-ci dans les activités rémunératrices.

«The norms have changed more in order to accommodate women's enhanced economic responsibilities than to support moral equal gender relations. For example, in Bangladesh, the norm of *purdah* (female seclusion) has been gradually eroded in the last two decades because poverty has pushed a growing number of women to find employment and income outside the home. But the changing norm of *purdah* has not necessarily changed gender roles in unpaid reproductive labor or in gender relations.» (Jahan, 1995, p.97-98).

Dans le même ordre d'idée, Signe-Mary McKerman, Mark Pitt et David Moskowitz (2005) mentionnent, dans une recherche commandée par la Banque mondiale, l'importance qu'occupent la religion et ses normes au Bangladesh : «Gender differences are particularly important in the Bangladeshi context where men and women live within separate spheres. Bangladesh is a traditional Muslim society where men yield disproportionate power, in part as a result of *purdah*.» (Signe-Mary McKerman, Mark Pitt et David Moskowitz, 2005, p.12). Ces auteurs expliquent aussi tout ce qui entoure la norme du *purdah*, le cloisonnement des femmes.

«*Purdah* and women's inability to bring income to the family means that women have little power within the household, making Bangladeshi women especially good candidates for empowerment. We know from the description from *purdah*'s practice in Bangladesh that women have little social power.» (Signe-Mary McKerman, Mark Pitt et David Moskowitz, 2005, p.12).

Un ouvrage de Habiba Zaman, traite, entre autres, de la culture et des normes socioculturelles dans les villages bangladais. L'auteure fait mention de tout ce qui entoure la notion du *purdah*, mais aussi de la ségrégation des femmes, de la sphère privé-public et du patriarcat. (Zaman, 1996)

Pour faire le lien entre ces trois concepts, soit le genre, la pauvreté et l'*empowerment*, nous nous sommes arrêtées sur un texte d'Elizabeth Hofmann et de K.Marius-Gnanous, «L'approche "genre" dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple de la microfinance» (2003). Dans un premier temps, cet article traite de l'évolution des concepts de pauvreté et des femmes dans le développement. Les auteures nous donnent les définitions des différents termes ainsi que du concept d'*empowerment*. «L'*empowerment* correspond à l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale» (Jacquet In Hofmann et Marius-Gnanous, 2003, p.5). Cette courte définition est assez large et englobante. Cependant, nous verrons plus loin qu'elle peut prendre différentes formes lorsque l'on parle du MC. L'article fait aussi le tour des impacts de la MF. Les auteures s'aperçoivent que même si l'*empowerment* des femmes n'est pas toujours très fort, il n'est pas inexistant et tout porte à croire que les enfants de ces femmes auront plus de facilité puisqu'ils seront plus éduqués (Hofmann et Marius-Gnanous, 2003, p.10). Dans le même ordre d'idées, Linda Mayoux mentionne qu'il y a «evidence of significant potential for micro-finance to enable women to challenge and change gender inequalities at all levels if there is a strategic gender focus» (Mayoux, 2006, p.2). Ainsi, elle nous rappelle qu'il est possible de marier ces concepts avec la MF pour avoir des résultats qui dépassent le simple côté financier.

1.2 L'*empowerment*

Ces textes nous mènent ensuite vers les écrits sur l'*empowerment* des femmes à travers la MF. Le concept d'*empowerment* est de plus en plus souvent vanté sur la scène internationale lorsque l'on parle de genre. Ces dernières années, plusieurs associations portant leurs activités sur le MC et l'*empowerment* des femmes ont été constituées. Le terme *empowerment* étant très large, chaque auteur le définit à sa manière tout en essayant de le mettre en contexte. Il peut être considéré comme l'acquisition du droit de parole et de la reconnaissance sociale; il peut aussi faire référence aux structures décisionnelles et il doit en tout temps décrire un processus égalitariste entre genres. (Hofmann et Marius-Gnanou, 2005, p.196).

Ce concept peut prendre différentes formes. Pour Guérin et Palier (2005), deux principales tendances peuvent être repérées :

Celles qui plaident pour une conception neutre du processus d'*empowerment*, et celles au contraire qui en font un processus intrinsèquement politique et conflictuel. Pour les premières, il s'agit de permettre à tous de prendre conscience de ses droits et de les exercer mais aussi d'être capable de formuler et de concrétiser ses propres choix grâce à un cadre institutionnel adapté. Pour les secondes, le processus d'*empowerment* est nécessairement conflictuel dans la mesure où il implique une contestation et une modification des rapports de pouvoir existant dans une société²⁰. (Guérin et Palier, 2005, p.175-176)

Suivant cette explication, on peut voir que le concept peut être porteur de changements sociaux où l'intérêt est de voir les rapports de pouvoir se transformer pour revenir entre les mains des plus démunies (ce que les auteures nomment conflictuel). On peut aussi l'observer comme un processus individuel où les femmes travaillent sur elles-mêmes pour acquérir du pouvoir. « Cette dernière position est celle prédominant dans les discours des organisations internationales, en particulier celui de la Banque mondiale. » (Guérin et Palier, 2005, p.188).

La notion de pouvoir est souvent, sinon toujours au centre du concept d'*empowerment*. Pour Kabeer (2005), cela se traduit en capacités réelles d'action, ressources et réalisations. Cette dernière fait un lien entre la pauvreté et l'*empowerment*. Pour elle, l'*empowerment* est le pouvoir de choisir. Ce sont les gens qui ont jadis été placés dans une situation de dépendance qui pourront faire preuve d'*empowerment*.

La pauvreté se manifeste par un dénuement matériel, mais ses causes s'enracinent dans les relations de pouvoir qui déterminent la répartition des ressources matérielles et symboliques les plus valorisées dans la société. Ces relations placent les hommes, les femmes et les enfants pauvres en position de subordination et de dépendance par rapport à ceux et celles qui possèdent un accès privilégié à ces ressources. En plus de subir un dénuement matériel, les pauvres sont aussi donc dépourvus de pouvoir (Kabeer, 2005, p.211-212)

²⁰ Ce sont les auteures qui soulignent.

Ce lien est aussi très important pour nous, car il nous permet de bien délimiter les contours du concept que nous utiliserons ici. Encore une fois, il est important de porter une attention spéciale aux femmes pauvres. Puisque ce sont elles qui sont les plus vulnérables, d'une part dû à leur statut économique et d'autre part dû à leur sexe.

La pauvreté et le manque d'autonomie vont par conséquent de pair. En effet, l'incapacité de combler ses propres besoins fondamentaux entraîne la subordination par rapport à des personnes possédant le pouvoir de satisfaire. Elle élimine donc la possibilité d'un véritable choix. (Kabeer, 2005, p.213)

Et bien sûr, hommes et femmes ne sont pas touchés de la même façon, ce qui accentue les inégalités.

Selon Naila Kabeer, l'*empowerment* se définirait en trois termes distincts, mais inter-reliés. D'abord, il y a la capacité de choisir. «L'autonomisation désigne les processus qui confèrent la capacité de choisir à des personnes qui en étaient privées jusque-là. Autrement dit, *l'autonomisation suppose une évolution, un changement.*²¹» (Kabeer, 2005, p.213) Cela veut dire que l'on doit d'abord avoir des choix et que l'on doit ensuite être en position de prendre une décision sans contrainte. D'ailleurs, plus on a de choix, plus on est en position de pouvoir. Mais il faut avoir conscience de ces choix et de ces possibilités.

Un certain nombre d'obstacles peuvent surgir, telles les normes culturelles ou idéologiques qui «peuvent nier l'existence des inégalités de pouvoir ou nier qu'elles sont injustes.» (Kabeer, 2005, p.215). En effet, la personne peut avoir des choix, mais les normes culturelles et la société peuvent restreindre sa capacité d'action et faire en sorte que les femmes «choisissent» le *statu quo* par peur de représailles ou autre. «Comme les croyances, les convictions et les valeurs jouent un rôle central dans la légitimation de l'inégalité, le processus d'autonomisation est généralement centrifuge : il part de l'intérieur de l'individu pour gagner graduellement son environnement.» (Kabeer, 2005, p.215) Ceci nous explique en quoi consiste la capacité réelle d'action.

²¹ C'est l'auteure qui souligne.

Pour pouvoir mettre en pratique les capacités réelles d'action, les ressources doivent être présentes. Toutefois, la redistribution des ressources est souvent inégale et dépend de l'influence ou de la position de la personne. Par exemple, un riche entrepreneur et une femme pauvre n'auront pas la même autorité ni la même légitimité.

Si la femme travaille, sa position au sein de la famille peut changer et par conséquent, cette dernière pourra améliorer son potentiel.

Si l'accès au travail rémunéré peut accroître les capacités d'action des femmes dans la sphère familiale, c'est parce qu'il leur assure une source indépendante de revenus et donc, qu'il leur procure une position de repli stratégique plus favorable lors des négociations. (Kabeer, 2005, p.216)

Par ailleurs, le type d'emploi rémunéré peut avoir un impact plus ou moins important dans les prises de décision. Si l'emploi de la femme est très payant, il y a de fortes chances que celle-ci puisse jouir d'une plus grande autorité.

Enfin, les capacités réelles d'action et les ressources peuvent mener vers des réalisations. «Les réalisations doivent être examinées à l'aune des capacités d'action mises en œuvre mais aussi des conséquences de ces actions.» (Kabeer, 2005, p.217). Pour Kabeer, cela peut se concrétiser en un emploi salarié, si et seulement si le désir d'avoir un emploi vient de la femme elle-même. Si elle est contrainte à travailler dû à une trop grande pauvreté, ce n'est plus de l'*empowerment*. «L'emploi salarié contribue à l'autonomisation des femmes s'il leur permet d'atténuer ou d'éliminer les liens de subordination qui les assujettissent à leur entourage, pas s'il leur fournit simplement les moyens de survivre au jour le jour.» (Kabeer, 2005, p.217). Il est important de retenir qu'il y a une grande différence entre une capacité d'action «passive», où l'on fait quelque chose parce qu'on a pas vraiment le choix et une capacité d'action «active» où on a délibérément choisi de faire l'action dans un but concret. «Les trois dimensions qui structurent le concept d'autonomisation sont en quelque sorte des voies qui rendent possible l'avènement des processus d'autonomisation. Toute évolution dans l'une de ces dimensions peut induire des changements dans les deux autres.» (Kabeer, 2005, p.219). Donc, comme nous l'avons mentionné précédemment, ces trois «voies» sont

inter-reliées. Les transformations qui en résultent vont accroître «la capacité des femmes pauvres à analyser, à contester et contrecarrer les structures patriarcales qui contraignent leur existence.» (Kabeer, 2005, p.218).

Pour bien compléter notre définition de l'*empowerment*, voyons maintenant les trois paradigmes exposés par Mayoux, soit le «paradigme de l'*empowerment* des femmes»; le «paradigme de la réduction de la pauvreté»; et le «paradigme de la viabilité financière»²². Ces trois dimensions du microcrédit et son utilité incorporent toutes, à leur manière, une vision différente de l'*empowerment*. Nous verrons que Mayoux croit qu'une seule de ces approches peut vraiment avoir un effet sur la prise de pouvoir et l'autonomisation des femmes.

1.2.1 Paradigme de la viabilité financière

Le premier paradigme, lié à l'autonomie financière vise les petits entrepreneurs, «the bankable poor» (Mayoux, 2006, p.7), à qui les banques conventionnelles ne prêtent pas. Ce paradigme est encouragé par plusieurs agences de financement dont la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la United States Agency for International Development (USAID). Ici, on prête d'abord aux femmes parce que leur taux de remboursement est supérieur à celui des hommes et parce qu'en prêtant à celles-ci, on contribue à la croissance économique des femmes. Une corrélation peut être faite entre ce paradigme et la théorie néo-libérale (Mayoux, 2006, p.4). L'*empowerment* est plutôt défini en termes économiques et comme un choix individuel. Tout comme dans le paradigme de réduction de la pauvreté, étant donné que les femmes ont accès au crédit, les partisans de ce paradigme assument que cela mènera automatiquement à un *empowerment* économique et ensuite à plus grande échelle, soit au niveau social et politique. Donc on mise d'abord sur l'accès au crédit. On croit qu'en prêtant aux femmes, celles-ci pourront contrôler leurs

²² Voir aussi l'appendice E où un tableau (Mayoux, 2006, p.4) montrant très bien les particularités de chacun des paradigmes est présenté.

revenus ainsi que leur production. De plus, leur participation égale au bien-être économique du foyer fera en sorte que ces femmes auront une influence égale sur les décisions familiales et sur les ressources économiques (voir l'appendice E).

1.2.2 Paradigme de la réduction de la pauvreté

Dans le deuxième paradigme, réduction de la pauvreté, le microcrédit est surtout dirigé vers les familles les plus pauvres afin de les sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Ici, on prête aux femmes d'abord, car ce sont elles qui font partie de la population la plus pauvre, mais aussi, parce qu'elles sont généralement responsables du bien-être de la famille. On travaille pour que les femmes apprennent à lire et à écrire. On veut aussi les former pour qu'elles puissent être en mesure de s'occuper de leur santé ainsi que de celle de leur famille. Les tenants de ce paradigme croient que le microcrédit va engendrer automatiquement l'*empowerment* dû au fait que les femmes augmenteront leur bien-être et celui de leur famille, ce qui conduira à de plus grands changements quant aux inégalités de genre. Ici on mise sur la participation des femmes. De plus, puisque l'on accorde les prêts à ces dernières, plusieurs croient que cela va d'instinct aider les femmes à prendre leur place dans le foyer et à prendre des décisions d'elles-mêmes (voir l'appendice E).

1.2.3 Paradigme de l'*empowerment* féministe

Le dernier paradigme, celui de l'*empowerment* féministe, considère la MF comme un point d'entrée pour un *empowerment* économique, social et politique. Il vise surtout les femmes pauvres et ce, dans une optique d'égalité des genres et de droits humains. Il «implique la capacité de changer et de remettre en cause la soumission des femmes : l'*empowerment* des femmes dépasse alors le domaine économique, et il représente plus que l'amélioration du bien-être.» (Hofmann et Marius-Gnanou, 2003, p.18). Le but est vraiment de transformer les

relations de pouvoir dans la société, autant au niveau macro (communauté et société) qu'au niveau micro (individu). Ce qui veut dire que l'on travaille pour que les femmes aient un sens de l'autonomie et qu'elles prennent conscience des discriminations culturelles et politiques à leur égard. L'idée est qu'elles puissent bouger librement, qu'elles aient de plus amples connaissances sur la culture, les lois et la politique tout en se créant un réseau (voir l'appendice E).

1.2.4 Impacts des paradigmes sur les femmes et les institutions

Il n'est pas toujours possible de classer une institution de MC dans une seule de ces catégories de paradigme, car une même institution peut se retrouver sur différents paliers en ce qui concerne les accents qui sont mis sur la pauvreté et les relations de genre. En ce sens, il nous semble difficile d'essayer de catégoriser la GB dans un seul des paradigmes qui viennent d'être exposés.

En examinant ces trois paradigmes, un lien peut être fait avec la double signification du concept d'*empowerment* comme nous l'ont fait remarquer Guérin et Palier (2005). Les deux premiers paradigmes (viabilité financière et réduction de la pauvreté) que nous avons traités ici peuvent très bien s'insérer du côté neutre et individuel du pouvoir, où les femmes ne menacent pas de changer le *statu quo*. Tandis que le dernier, celui de l'*empowerment* féministe se place plutôt du côté conflictuel, de la transformation ou de la modification du pouvoir, voire même des structures de pouvoir.

Les paradigmes de la réduction de la pauvreté et de l'autonomie financière n'insèrent pas automatiquement de mesures visant l'*empowerment* des femmes, ils assument «that providing access to microfinance services will lead to sufficient empowerment impact and that actively adopting specific empowerment strategies is therefore unnecessary.» (Mayoux, 2002, p.6). Cependant, l'auteure nous indique que dans certains cas, les leaders des institutions de microfinance devraient considérer ces approches, car la microfinance n'est pas toujours un

moyen d'*empowerment* pour les femmes. Les femmes font encore face à des barrières lorsqu'elles veulent se voir octroyer un prêt. Par exemple, si le montant du prêt approuvé à une femme est inférieur à celui d'un homme se trouvant dans une même situation ou si la femme emprunte et donne l'argent automatiquement à son mari (ou à un autre homme) et qu'elle en perd le contrôle, on ne peut plus parler d'*empowerment*. Donc, avoir un nombre élevé d'emprunteuses et un haut taux de remboursement ne signifie pas que l'institution adopte une approche d'*empowerment*.

Selon Mayoux, les institutions de microfinance auraient tout intérêt à inclure des approches qui favorisent l'autonomie et la prise de pouvoir des femmes. Pour que les inégalités liées au genre disparaissent, les agences de développement et la communauté doivent s'assurer que des supports sont disponibles pour les femmes :

«Making women's concerns and experiences integral to the design, implementation, monitoring and evaluation of policies and programmes in all political, economic and social spheres. Its goals are gender equity through empowerment of women as well as men» (Mayoux, 2005, p.3).

Ces méthodes peuvent facilement être instaurées et peuvent faire en sorte que les femmes choisissent les activités qui leur conviennent; qu'elles aient le contrôle sur leur prêt; qu'elles soient plus aptes à négocier sur les différents aspects du bien-être de la maison; et même, de se créer des réseaux où elles pourront échanger via les centres ou autres organismes locaux qui appuient l'égalité de genre (Mayoux, 2002, p.12). De plus, adopter de telles pratiques peut aussi être compatible avec les autres paradigmes, par exemple, avoir comme politique d'engager du personnel qui soit ouvert à l'égalité dans les relations de genre et revoir les normes et les règles de l'institution pour qu'elles soient compatibles avec une approche d'*empowerment*.

1.3 La microfinance, le microcrédit, la microentreprise et certaines critiques générales

Après avoir survolé les concepts de genre et de pauvreté, les trois paradigmes d'*empowerment* dans la microfinance et avoir brièvement vu pourquoi ces approches semblent essentielles, nous verrons maintenant plus en détail ce que sont la MF et le MC. Le MC a été élaboré il y a trente ans comme «une nouvelle stratégie pour combattre la pauvreté dans le monde, en offrant des prêts non garantis à des personnes vivant dans l'extrême pauvreté» (Daley-Harris, 2006, p.1). L'idée derrière ce concept est d'éliminer la pauvreté et d'instaurer un monde plus juste, où tous auront accès au crédit. Ce crédit est destiné aux pauvres dans le dessein que ceux-ci l'investissent dans une activité productive pour qu'ensuite soient générés revenus et épargnes afin qu'ils puissent investir davantage et faire croître ces revenus.

Tandis que le MC se limite à une seule activité de la finance, la MF englobe quant à elle tous les services financiers, autant les prêts, les dépôts, les assurances, les pensions que les transferts de fonds. Tous ces services sont offerts au niveau micro, pour les plus défavorisés qui n'ont pas accès aux banques traditionnelles. Selon le *Consultative Group to Assist the Poor* (CGAP), «la microfinance semble un outil d'assistance aux pauvres particulièrement efficace, dans la mesure où on considère généralement qu'elle permet d'améliorer leurs moyens d'existence, de réduire leur vulnérabilité et de stimuler l'autonomie sociale aussi bien qu'économique.» (Parker, 2001). Lorsqu'un micro-prêt est accordé, les gens l'investissent la plupart du temps dans une microentreprise. Ces entreprises emploient généralement entre une et cinq personnes. Elles peuvent être basées autant à la maison qu'à l'extérieur.

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, il y a plusieurs types de MC. Il est donc important de bien définir le concept pour que nous sachions ce dont il est question ici. Dans cette recherche, lorsque nous utilisons le terme MC, nous référons au MC de la GB, ou au Grameencredit. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que le mot *grameen* en bengali signifie «rural ou village».

La définition suivante, donnée par Dr. Yunus, le fondateur de la GB, est une définition exhaustive, elle comporte toutes les caractéristiques du Grameencredit. Évidemment, certains programmes ne comportent pas toutes ces caractéristiques (par exemple, le «Struggling members programme» dont nous parlerons un peu plus loin au chapitre III, p.64) et sont par conséquent, plus forts ou plus axés sur certains points que sur d'autres. Cependant, les bases et les fondements sont les mêmes pour tous les types de programmes (GB, 2007). La liste des généralités du Grameencredit peut se lire comme suit :

- «a) It promotes credit as a human right.
- b) Its mission is to help the poor families to help themselves to overcome poverty. It is targeted to the poor, particularly poor women.
- c) Most distinctive feature of Grameencredit is that it is not based on any collateral, or legally enforceable contracts. It is based on "trust", not on legal procedures and system.
- d) It is offered for creating self-employment for income-generating activities and housing for the poor, as opposed to consumption.
- e) It was initiated as a challenge to the conventional banking which rejected the poor by classifying them to be "not creditworthy". As a result it rejected the basic methodology of the conventional banking and created its own methodology.
- f) It provides service at the doorstep of the poor based on the principle that the people should not go to the bank, bank should go to the people.
- g) In order to obtain loans a borrower must join a group of borrowers.
- h) Loans can be received in a continuous sequence. New loan becomes available to a borrower if her previous loan is repaid.
- i) All loans are to be paid back in installments (weekly, or bi-weekly).
- j) Simultaneously more than one loan can be received by a borrower.
- k) It comes with both obligatory and voluntary savings programmes for the borrowers.
- l) Generally these loans are given through non-profit organizations or through institutions owned primarily by the borrowers. If it is done through for-profit institutions not owned by the borrowers, efforts are made to keep the interest rate at a

level which is close to a level commensurate with sustainability of the programme rather than bringing attractive return for the investors. Grameencredit's thumb-rule is to keep the interest rate as close to the market rate, prevailing in the commercial banking sector, as possible, without sacrificing sustain-ability. In fixing the interest rate market interest rate is taken as the reference rate, rather than the moneylenders' rate. Reaching the poor is its non-negotiable mission. Reaching sustainability is a directional goal. It must reach sustainability as soon as possible, so that it can expand its outreach without fund constraints

m) Grameencredit gives high priority on building social capital. It is promoted through formation of groups and centers, developing leadership quality through annual election of group and centre leaders, electing board members when the institution is owned by the borrowers. To develop a social agenda owned by the borrowers, something similar to the "sixteen decisions"²³, it undertakes a process of intensive discussion among the borrowers, and encourage them to take these decisions seriously and implement them. It gives special emphasis on the formation of human capital and concern for protecting environment. It monitors children's education, provides scholarships and student loans for higher education. For formation of human capital it makes efforts to bring technology, like mobile phones, solar power, and promote mechanical power to replace manual power.» (GB, 2007).

Cette définition bien détaillée de ce qu'est le MC de type «Grameen» nous sera très utile pour bien saisir toutes les particularités et distinctions du Grameencredit.

Maintenant, nous porterons un regard rapide sur les différentes controverses et critiques généralement énoncées. On peut repérer quatre types de critiques ou problèmes qui sont le plus fréquemment évoquées concernant le microcrédit. Meade les décrits comme suit :

«One is the problem of using the loans effectively. A second problem is that microcredit loans don't reach the poorest of the poor. Instead they tend to reach the moderately poor members of society. A third problem is the danger of borrowers becoming dependent on microcredit, rather than using it as a means to escape poverty. Fourth, successes in poverty reduction may not hold up over time» (Meade, 2001).

Selon Jason Meade, la première critique que l'on peut faire au MC est le fait qu'il peut être difficile de faire du profit avec un prêt, car lorsque l'on emprunte, on doit évidemment

²³ Voir l'appendice A.

rembourser, et avec les intérêts, donc ce n'est pas profitable dans tous les cas. Et si, par exemple, un client ne réussit pas à faire de profits, «in this event the money to repay the loan must come from reduced consumption or borrowing from some other source, usually on worse terms» (Meade, 2001, [en ligne]). Dans ces termes, le prêt devient plus un handicap qu'une aide réelle aux emprunteurs. Les prêts semblent bénéficier seulement à ceux et celles qui sont capables de l'utiliser de façon productive (Khandker, 1998, p.11). De plus, Meade mentionne que dans les sociétés patriarcales traditionnelles, il est plus difficile pour une femme d'aller travailler à l'extérieur et d'être sous une autorité masculine (celui qui accorde le prêt) qui n'est pas un membre de la famille.

Les prêts sont accordés en grande majorité aux femmes, pour faire du travail qui leur est réservé et ceci «leads women to rely on their female children for supplemental labor, and thus female children are under increased pressure to stay out of school so that they can help contribute to the family income.» (Meade, 2001, [en ligne]). Alors, encore une fois, ce sont les filles qui doivent quitter l'école plus tôt, donc le microcrédit n'est peut-être pas si bénéfique que cela pour elles. De plus, il est dit aussi que les entreprises menées par des femmes restent toujours assez petites, elles ne prennent pas beaucoup d'expansion (Meade, 2001). D'autres «affirment que les institutions offrant des services en priorité aux femmes ont aussi tendance à accorder plus d'importance à des objectifs sociaux plutôt qu'à des objectifs d'efficacité, conduisant ainsi à des performances financières plus faibles.» (Cheston et Kuhn, 2002, p.6).

La deuxième critique mentionnée plus haut est que le microcrédit n'atteint pas les plus pauvres de la société. Une étude effectuée par la Banque interaméricaine de développement (BID) démontre que ce ne sont pas tous les microentrepreneurs qui sont pauvres : «The percentage of poor microentrepreneurs varies by country, and is highest in the poorest countries» (Gulli, 1998, p.ix). Au Bangladesh, Khandker a noté que les gens dans l'extrême pauvreté ne semblent pas se diriger vers les programmes de microcrédit (Khandker, 1998, p.11). Meade soutient que puisque les pauvres ont souvent plus de contraintes, ils sont plus souvent malades ou ils ont très peu d'éducation, ces facteurs «prevent them from investing the loan in high-return activity» (Meade, 2001). L'ONU, mentionne que dans de telles

situations, quand il y a beaucoup de maladies sévères par exemple, le microcrédit n'est pas approprié car les clients pourraient ne pas être en mesure de rembourser leur prêt. Dans un cas comme celui-là, il y a d'autres moyens plus efficaces pour enrayer la pauvreté et pour aider ces populations (comme l'éducation ou une amélioration des infrastructures) (ONU, 2005). Toutefois, nous verrons au chapitre III que la GB a mis en place un nouveau programme visant cette clientèle plus démunie.

Meade explique que les plus pauvres ont simplement besoin de très petits prêts, et ces prêts ne sont même pas rentables pour les institutions de microcrédit. Dans la plupart des cas, les institutions de microcrédit dépendent d'une aide extérieure. Sans cette aide, elles ne pourraient pas survivre dû aux hauts coûts de transactions, car les programmes d'entraînement sont trop dispendieux et font augmenter les coûts d'un prêt. De plus, la plupart des institutions prêteuses ne sont toujours pas rentables, même après plusieurs années (Rahman, 1999, p.7). Et comme le but des banques de MC est de s'autofinancer, ce n'est pas à leur avantage de prêter à ce type de clientèle.

La troisième critique est liée à la dépendance des personnes pauvres envers le microcrédit. En effet, plusieurs emprunteurs n'ont aucun autre recours pour avoir accès à du crédit et, «consequently can not afford to default. Neither can they afford to stop borrowing or drop-out of the programs» (Rahman, 1999, p.7). Selon Meade, si les emprunteurs ne peuvent rembourser leurs dettes selon les termes convenus, ils doivent souvent se retourner vers d'autres sources d'emprunt, comme des prêts usuraires, pour ne pas être en mauvais termes avec la banque de MC.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que ceci reste du crédit et qu'en utilisant le microcrédit, les gens peuvent en devenir les esclaves et avoir des dettes toute leur vie, car ils doivent réemprunter constamment et par conséquent, risquent d'en devenir dépendants, suite à quoi ils ne pourront plus se sortir de ce cycle.

La quatrième critique concerne la durabilité. Cette dimension relève du fait que les prêts peuvent être utilisés pour une consommation immédiate, ce qui aurait pour effet

d'augmenter leur niveau de vie dans l'immédiat, mais lorsqu'il sera temps de rembourser, ils devront couper quelque part ou devoir emprunter de nouveau, à moins d'avoir réussi à faire des profits substantiels.

1.4 Études sur le microcrédit au Bangladesh et sur la Grameen Bank

Les écrits sur le microcrédit au Bangladesh sont multiples, que ce soit des études indépendantes ou des documents officiels. Ils traitent aussi bien des impacts, de l'économie ou de tout autre aspect concernant la MF. Nous avons fait une sélection d'un certain nombre d'ouvrages, d'études et de documents, qui touchent plus particulièrement notre enjeu, soit *l'empowerment*.

Dans un premier temps, il nous semblait approprié de débiter avec l'ouvrage de Muhammad Yunus, le fondateur du microcrédit et de la GB. Son livre *Vers un monde sans pauvreté* est important et intéressant, dans la mesure où il s'agit du discours officiel de la banque. Cependant, pour les mêmes raisons, nous croyons que ce livre comporte aussi un biais, car il est certain que l'institution ne nous montre que les aspects positifs et nous donne seulement des exemples de réussite. Le livre trace très bien le contexte dans lequel a été instauré le projet. «Ces gens [...] étaient pauvres parce que les structures financières de notre pays n'avaient pas pour vocation de les aider à améliorer leur sort. C'était un problème structurel, et non un problème de personnes» (Yunus, 2006a, p.28). Les obstacles que l'institution a dû traverser pour mettre son projet en place tels que les problèmes de financement et les barrières d'ordre culturel comme le *purdah* y sont aussi exposés. Le fondateur de la GB mentionne dans cet ouvrage toute l'importance que la banque accorde à prêter aux femmes plutôt qu'aux hommes. Lorsque l'on prête à une femme, les retombées et les impacts sur la famille sont plus grands. En outre, les femmes sont les plus défavorisées et les plus pauvres de la société bangladaise. «Il ne s'agit pas seulement de donner aux femmes la place qui leur revient, mais bien davantage de les considérer comme des acteurs privilégiés du

développement.» (Yunus, 2006a, p.114). Cet ouvrage présente aussi les règles de base de la GB, les particularités de celle-ci, ainsi que la façon dont on recrute le personnel et leur travail sur le terrain.

Dans un deuxième temps, examinons les études produites par des chercheurs indépendants durant les années 1990. Tout d'abord, l'article d'Anne Marie Goetz et de Rina Sen Gupta, «Who Takes Credit? Gender, Power, and Control Over Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh» (1996), présente une analyse féministe du microcrédit au Bangladesh à travers trois institutions différentes, soit, la Grameen Bank, BRAC²⁴ et RD-12²⁵. La question qui est analysée ici est celle de l'*empowerment* et on y voit l'importance du genre. Les auteures portent une attention sur le contrôle du prêt une fois que l'institution l'a émis. Leurs observations et entrevues montrent que la GB est l'institution où les femmes ont le plus de contrôle sur leur prêt. Cependant, les auteures nous préviennent qu'une des raisons pourrait être que les prêts de la GB sont, dans la plupart des cas, plus petits que dans les autres institutions. De ce fait, on pourrait en conclure que ceci n'aide pas réellement à changer les rôles de genre puisque les femmes restent encore marginalisées. La société bangladaise est une société où les femmes restent à la maison (sphère privée), dû aux normes culturelles et au *purdah* (cloisonnement des femmes) et les hommes font partie de la vie sociale (sphère publique). Les femmes peuvent difficilement aller travailler à l'extérieur dans un tel contexte et leur rôle reste ainsi très traditionnel. Cet article est intéressant et nous apporte des données statistiques sur le contrôle des prêts. Toutefois, leur analyse ne porte que sur ce point. Les auteures considèrent l'*empowerment* uniquement sur le contrôle des prêts, ce que nous trouvons un peu limité compte tenu de l'ampleur du concept.

Aminur Rahman, un anthropologue qui s'intéresse à la question des femmes et du MC au Bangladesh a poursuivi une recherche terrain dont il nous fait part dans *Women and Microcredit in Rural Bangladesh, Anthropological Study of the Rhetoric and Realities of Grameen Bank Lending* (1999). Dans son ouvrage, Rahman base son cadre théorique sur trois auteurs : Scott (1990) pour son «public and hidden transcripts», Bourdieu (1977) avec la

²⁴ BRAC, le Bangladesh Rural Advancement Committee est une très grande organisation non-gouvernementale du pays.

²⁵ RD-12, fait partie du Rural Poor Programme et est une organisation gouvernementale.

«théorie de la pratique» et Gramsci (1971), «concept d'hégémonie». L'auteur utilise la théorie de Scott pour illustrer l'idéologie de domination et d'hégémonie qu'il a observée dans les opérations de la GB. Il remarque un double discours. D'une part, le discours public officiel de la GB. Par exemple, on prête aux femmes pour que celles-ci investissent dans une activité rémunératrice et pour qu'un *empowerment* se crée et, d'autre part, le discours non-officiel. Celui-ci vient des employés et des emprunteuses. Pour poursuivre sur le même exemple, il est plus de l'ordre de : on prête aux femmes car elles sont plus dociles et, que pour sauver l'honneur de la famille elles doivent payer tous leurs prêts dans les termes convenus.

Rahman remarque aussi qu'il y a peu de femmes qui travaillent pour la GB tandis que c'est une forte majorité de femmes qui utilisent les services de la banque²⁶. De plus, «there is a common belief among male bank workers that female workers are not competent for the Grameen Bank work.» (Rahman, 1999, p.84). Il semble alors que les travailleurs de sexe masculin n'ont toujours pas intégré les règles de base en ce qui concerne les relations de genre, car ils reproduisent les préjugés et les inégalités préconçus au sein de leur travail.

Ces deux études, celle de Goetz et Sen Gupta, ainsi que celle de Rahman, sont un peu vétustes dans la mesure où elles ont été produites avant les changements majeurs que la GB a entrepris au début des années 2000²⁷. Cependant, il nous semblait important d'en faire mention, car elles sont toutes deux essentielles dans le domaine du microcrédit et de l'*empowerment* et ce, encore aujourd'hui. Les recherches récentes qui ciblent l'*empowerment* des emprunteuses de la GB sont plus rares. De plus, un bon nombre d'articles et d'ouvrages parus dans les premières années du XXI^e siècle ont été produites à la fin 1990. Nous avons donc fait une sélection dans la partie qui suit des études qui traitent de la MF et de l'*empowerment* au Bangladesh, en choisissant des recherches qui ont été effectuées après les années 2000.

²⁶ Nous reviendrons sur ce point au chapitre III.

²⁷ Les changements concernant la GB dans les années 2000 sont expliqués à la page 58 du chapitre III.

Ainsi, nous porterons un regard sur les documents plus actuels et les études post changement. Stuart Rutherford et son équipe de chercheurs sont allés sur le terrain pour évaluer les transformations de la GB. En dépit du fait que leur document, «Grameen II : the first five years 2001-2005» (2006), ne concerne pas l'*empowerment* directement, il est pertinent pour nous car il fait état de l'évolution dans les produits et les règlements. Les chercheurs conviennent que les transformations effectuées sont positives, car l'institution est beaucoup plus flexible et répond donc mieux aux besoins des pauvres. Dans le même ordre d'idées, ces ajustements répondent à plusieurs critiques qui avaient été formulées par certains chercheurs, tel que Rahman, à propos de la rigidité des prêts (Rahman, 1999). Toutefois, Rutherford et son équipe semblent aussi noter que l'adaptation n'est pas toujours facile pour les travailleurs et que ces derniers n'ont pas entièrement changé leur façon de procéder avec les emprunteurs (Nous verrons d'ailleurs un exemple de ceci au chapitre IV, concernant les dépôts des particuliers). Ils remarquent aussi que les femmes empruntent souvent à plus d'un endroit à la fois, voire même trois ou quatre, et qu'il devient alors très difficile d'évaluer les impacts d'une institution en particulier.

Govind Kelkar, DevNathan et Rownok Jahan, ont écrit un article, «Redefining Women's 'Samman', Microcredit and Gender Relations in Rural Bangladesh», en 2003. L'article concentre son analyse sur les «Saving and credit groups» de l'Agriculture Development and Intensification Project au Bangladesh. Cependant, comme les femmes au Bangladesh empruntent de plus en plus dans plus d'une institution de MF, nous croyons pertinent d'examiner les résultats des travaux de ces chercheurs. Sans compter que leur recherche terrain a été produite en mars 2003; elle est donc beaucoup plus récente que les autres études sur le sujet et sur la notion de genre.

Les auteurs croient important de porter une attention spéciale à la façon dont les femmes elles-mêmes vivent les changements. Ils affirment que même lorsque la femme donne le prêt à son mari ou à un autre homme, celle-ci acquiert plus de poids dans les décisions familiales. Certaines femmes de leur échantillon ont même mentionné que le MC les avait aidées, car elles étaient maintenant moins victimes de violence conjugale. Selon leurs observations, des améliorations sont notables dans la façon dont les femmes se perçoivent elles-mêmes. «They

see themselves as less dependent on men and able to undertake business ventures» (Kelkar, DevNathan et Jahan, 2004, p.14). L'étude montre aussi qu'il n'y a pas que les femmes pauvres qui brisent la norme culturelle du *purdah*, que les femmes ont de plus en plus l'occasion de sortir de la maison, soit avec un groupe de femmes ou avec leur mari. Les auteurs mentionnent que pour comprendre les relations de genre au Bangladesh, on doit les observer sous l'institution du *purdah*.

«Purdah, thus, not only means or up holds the seclusion of women, but also has as its other side, the responsibility of men as providers and the status of women as dependants. To understand the change in relations, we need to look at both sides of this relation. [...] The hegemonic role of the concept of purdah/seclusion/exclusion/dependance as the norm of gender relations, means that it is accepted as a norm by women as well as men». (Kelkar, DevNathan et Jahan, 2004, p.22)

Selon ces auteurs, les femmes deviennent de moins en moins dépendantes de leur époux et le fait qu'elles puissent emprunter et investir dans une activité rémunératrice est aujourd'hui vu comme nécessaire pour rencontrer les besoins financiers de la famille. «These new practices also have their counterpart in new norms of status of women and thus the creation of a new culture. [...] Women have begun to think of new norms» (Kelkar, DevNathan et Jahan, 2004, p.24).

La thèse de Farzana Naz, *Pathways to Women's Empowerment in Bangladesh* arrive à des conclusions semblables à celles de Kelkar, DevNathan et Jahan. Pour Naz, il est clair que la situation des femmes au Bangladesh s'est grandement améliorée. Toutefois, elle est consciente que même si ces emprunteuses sont en route vers l'*empowerment*, il reste du chemin à faire.

«It may be argued or objected that there has not been complete fulfillment in all aspects of empowerment. But it cannot be denied that there was a significant transformation from a very backward, illiterate and downgraded status among these 40 borrowers respondent women towards development in every aspect [...] of their lifestyle and they have come out with responsible and dependable caretakers of their families within a decade.» (Naz, 2007, p.123)

On pourrait résumer en suggérant que depuis les études de Groetz et Sen Gupta ou de Rahman, les normes ont évolué et elles sont en train de prendre de nouvelles formes. Les femmes commencent surtout à avoir de plus en plus de pouvoir et de droits. En fonction de cette revue de littérature, nous avons pu dresser un portrait de la situation et des enjeux qui nous intéressent ici. Nous retiendrons donc la complexité du sujet et des concepts que nous étudions, mais surtout qu'une évolution semble suivre son cours.

Pour mettre en contexte notre étude, nous dresserons une brève présentation du pays dans notre prochain chapitre. Nous présenterons le profil socioéconomique et le contexte culturel du Bangladesh. Avant d'entrer dans l'analyse de nos résultats concernant les enjeux de l'*empowerment*, nous présenterons au troisième chapitre une description de la structure de la banque. Nous y observerons aussi la réussite de cette institution.

CHAPITRE II

PRÉSENTATION DU BANGLADESH

«Le mot bangali *swami* signifie maître.
Dans toutes les classes sociales le mari est le maître de sa femme»
Talisma Nasreen, *Femmes, manifestez-vous*, 1991

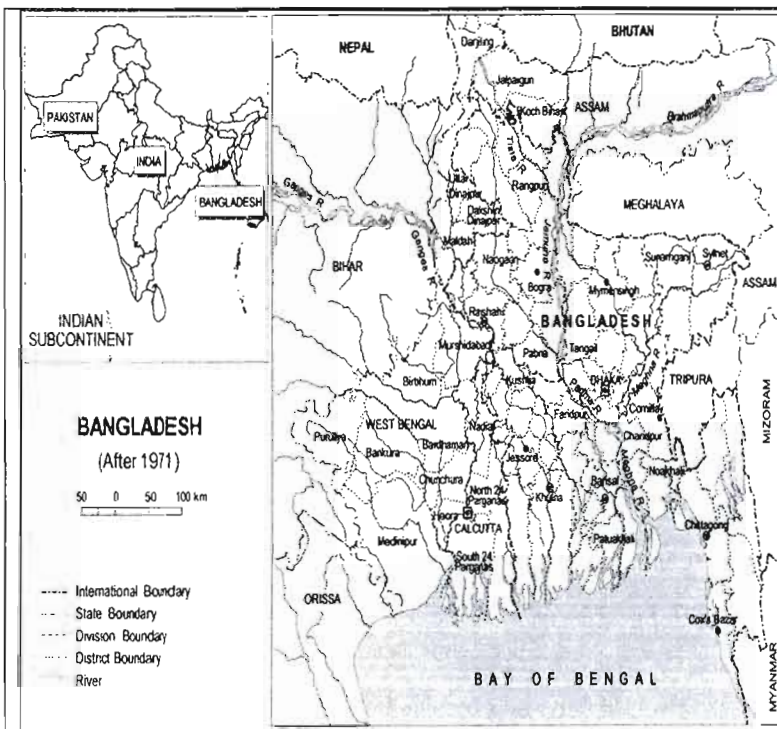


Figure 2.1 Carte géographique présentant le Bangladesh actuel, après la guerre de libération de 1971

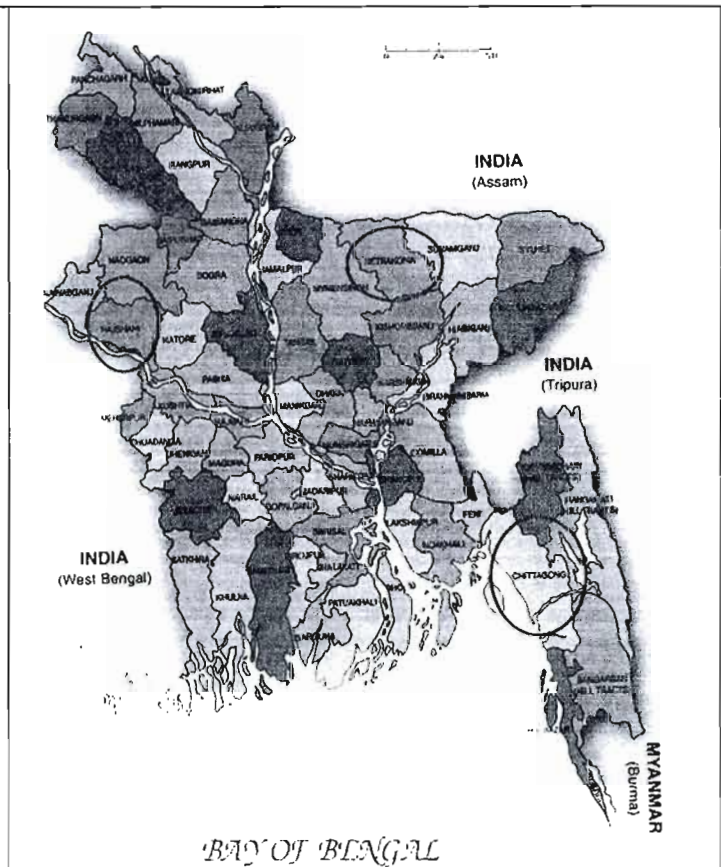


Figure 2.2 Carte du Bangladesh présentant tous les districts

Avant d'aller plus loin, il est indispensable de présenter le pays sur lequel nous basons notre étude de cas. Le contexte socioéconomique est un point important qu'il ne faut pas négliger lorsque l'on parle de développement, puisque chaque pays a ses spécificités et son niveau de développement propre. Les différences autant socioéconomiques que culturelles sont grandes et il importe de bien les mettre en perspective pour comprendre la complexité de notre sujet. Malgré que le Bangladesh soit un pays récent, «son histoire s'inscrit dans la longue tradition des tensions identitaires du sous-continent indien. Ces tensions influencent [entre autres] l'évolution du statut réservé aux femmes» (Giguère, 1999, p.1). À cet égard, les enjeux reliés à l'*empowerment* des femmes qui se présentent dans ce contexte n'ont que très peu à voir avec ceux que les femmes vivent dans nos cultures occidentales. C'est pour ces raisons que nous croyons pertinent de s'attarder au pays, à son contexte et ses mœurs.

Ce chapitre présentera d'abord le contexte socioéconomique dans lequel s'inscrit le MC au Bangladesh. Ensuite nous y verrons les particularités socioculturelles en effleurant son histoire à partir de la partition de l'Inde en 1947. Nous porterons aussi une brève attention à la religion et nous terminerons sur les enjeux reliés à la place des femmes dans le contexte bangladais.

2.1 Le contexte socioéconomique

Le Bangladesh, pays situé en Asie du Sud, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il

«remains one of the poorest, most densely populated, and least developed nations especially characterized by pervasive poverty in both rural and urban areas. Nearly half of the country's population lives below the poverty line. [The] Majority of its people lives in rural areas where problems of inequality and unemployment are growing rapidly» (Bangladespia, «Poverty», 2006).

La population totale du Bangladesh s'élève à 141 822 000 habitants avec une densité de 984,9 habitants par kilomètre carré (État du monde 2006, p.262). Le Bangladesh est le plus

peuplé des pays les moins avancés selon l'ONU. (Agence canadienne de développement internationale [ACDI], 2006, p.7). En 2000, 36% de la population vivait avec moins de 1\$ par jour et 83% de la population vivait avec moins de 2\$ par jour (ONU, 2005). Ces chiffres sont alarmants et les raisons derrière la pauvreté flagrante du pays sont multiples.

«Continued poverty in Bangladesh may be attributed to many factors including population pressure, limited per capita natural resource endowment, illiteracy, extremely small amount of per capita arable and forest land, poor health and sanitation services, environmental degradation, deforestation, excessive dependence on agriculture, natural calamities, large-scale deprivation of the women folk, and ill governance» (Banglapedia, 2006).

Puisque les causes de pauvreté sont importantes et diverses, un nombre considérable d'actions doivent être prises pour changer la situation du pays. Malgré tout, «l'incidence de la pauvreté a décliné lentement, mais de façon constante» et ce, d'environ 1% par année depuis 1990 (ACDI, 2006, p.7-8).

En plus d'une pauvreté écrasante, l'analphabétisme est élevé. Chez les hommes elle est de 49,7% et de 68,6% chez les femmes (État du monde 2006, p.262). L'espérance de scolarisation est d'environ 8 ans (État du monde 2006, p.262) et 20%²⁸ de la population font des études universitaires (PNUD, 2007, p.271). Cependant, depuis les quinze dernières années, le Bangladesh «has made significant achievement, in terms of human, economic and social indicators» (Yunus, 2006b, p.11; voir aussi Banque mondiale, 2002). Par exemple, le taux de jeunes enfants allant à l'école primaire est aujourd'hui de 90% alors qu'en 1990, il n'était que de 72% et les inscriptions au secondaire ont aussi augmenté. «Bangladesh has already eliminated gender disparity in primary and secondary school enrolment» (Yunus, 2006b, p.11). Le Bangladesh a même dépassé l'Inde pour ce qui est du pourcentage de jeunes fréquentant l'école aux niveaux primaire et secondaire (Banque mondiale, 2002).

²⁸ «Le chiffre doit être interprété avec prudence dans la mesure où les chiffres en matière de scolarisation pour la catégorie "inconnus ou non précisés" représentent plus de 10% du total des inscriptions.» (PNUD, 2007, p.272)

Les emplois urbains sont encore très faibles et la population urbaine est inférieure à 25% (État du monde 2006, p.262). Par conséquent, l'économie rurale est prédominante et l'agriculture est le secteur qui emploie la grande majorité de la population, soit 78%. (Khandkar, 1998, p.18). De tout son territoire, 66% du terrain est cultivable (Banglapedia, «Agriculture», 2006). Toutefois, une baisse de production a été notée dans la dernière décennie. Selon certains, cette baisse pourrait être due à des facteurs environnementaux :

«The increasing threats of environmental vulnerability and high rate of population growth are the principal contributors to the long-run stagnation of the economy. These facts clearly indicate that agricultural resources in Bangladesh are already under severe environmental stress and where possible, are to be urgently augmented to raise the productive capability of the scarce and essential agricultural resource base» [Md. Serajul Islam] (Banglapedia, «Agriculture», 2006).

Le Bangladesh est souvent victime de catastrophes naturelles. «In Bangladesh the risks of atmospheric and exogenic hazards are high whereas risk from endogenic hazards are relatively low. Cyclone, flood, riverbank erosion, coastal erosion, landslide, drought and groundwater contamination are major natural hazards.» (Banglapedia «Natural Hazard», 2006) Ceci nuit énormément au pays et à sa population. Les Bangladais ont su s'adapter au climat, mais lorsque les désastres sont trop importants, les ressources et le savoir manquent.

Considérant les différents facteurs de pauvreté et le manque de travail, le microcrédit est l'une des seules possibilités pour les villageois bangladais vivant dans la misère de joindre le rang de la productivité. «The best way to reduce poverty is to deal with both problems [physical and human capital]: increasing productivity by creating employment and developing human capital» (Khandker, 1998, p.1).

2.2 Le contexte socioculturel

L'examen de la dimension macro-politique de l'islam dans l'histoire du Bengale, puis du Bangladesh, a mis en perspective une double identité parfois conflictuelle, souvent contradictoire. L'identité bengalie est culturelle, linguistique. L'islam a fonctionné comme référent identitaire dans le cadre des luttes coloniales contre les Britanniques, puis contre les Pakistanais. Cette double identité continue de provoquer d'énormes tensions dans la société bangladeshie (Hours, 1993, p.65).

Dans cette section, nous ferons un bref survol de l'histoire du Bangladesh, à partir de la partition de l'Inde, jusqu'à son indépendance. Nous examinerons également sa religion. Ces deux facteurs représentent des éléments importants pour comprendre le pays aujourd'hui. Nous y verrons ensuite les spécificités concernant les femmes et leur place dans la société. Cela qui nous aidera à mieux saisir les particularités qui concernent ces dernières et pourquoi l'*empowerment* des femmes à travers le MC nous semble pertinent à étudier.

2.2.1 Histoire

Le Bangladesh faisait jadis partie de l'Inde. En 1947, lorsque eut lieu la partition du sous-continent indien, le Bangladesh (appelé de 1947 à 1971 le Pakistan Est) et le Pakistan (appelé Pakistan Ouest durant cette même époque) ne formaient qu'un seul pays. Cependant, les deux pays n'avaient aucune frontière commune et leur langue était différente, le bengali pour les uns et l'urdu pour les autres. La culture, l'histoire, les habitudes alimentaires, tout différait. Leur seul point commun était la religion, très forte majorité musulmane d'un côté comme de l'autre.

Une série d'événements et de problèmes ont contribué à la détérioration des liens entre le Pakistan Est et le Pakistan Ouest, ce qui mena à la guerre de libération de 1971. Le Pakistan Ouest dirigeait les deux régions, et «the policies of the central government made the Bangalis (*sic*) suspicious of the good faith of the West Pakistanis» (Banglapedia, «Nationalism»,

2006). De fortes disparités entre les salaires et les redistributions des ressources étaient perceptibles et la partie Est était plus pauvre et négligée que l'Ouest. En outre, l'Ouest voulut proscrire le bengali des écoles et introduire l'urdu comme seule langue officielle. Ce dernier élément déclencha la guerre de libération qui donna naissance au Bangladesh actuel (Banglapedia, «War of Liberation», 2006).

Aujourd'hui encore, cette guerre est très importante dans l'imaginaire collectif bangladais. «It is no exaggeration to say that the birth of Bangladesh was largely a result of the people's struggle to preserve their own cultural identity» (Government of Bangladesh (GOB), 2007). Les Bangladais sont très fiers de leur identité et de leur langue, se proclamant le seul pays au monde où le peuple s'est battu pour préserver sa langue. D'ailleurs, *desh* en bengali signifie pays, et *bangla* la langue bangladaise, donc Bangladesh signifie le pays des Bangladais ou le pays de la langue bangladaise.

Les femmes ont aussi souffert durant l'époque pakistanaise. Les dirigeants pakistanais de cette période voulaient abolir tout ce qui s'apparentait à la culture hindoue. Non seulement voulaient-ils éliminer la littérature et les chants, mais aussi l'habillement des femmes, celui-ci étant considéré «non conforme à l'Islam, car aux yeux de l'État pakistanais, les Bangalis n'étaient que des hindous de basses castes, convertis à l'Islam à la faveur de ses principes d'égalité» (Giguère, 1999, p.2). Toutefois, les femmes n'ont pas abandonné la tradition, et aujourd'hui encore, elles portent fièrement leur sari²⁹.

Le contexte dans lequel s'est développé le nouveau pays suite à son indépendance fut plutôt ardu. Hamid exprime bien les trente années qui ont suivi la guerre de libération.

«Born out of violence and a bloody revolution [...] (*sic*) Bangladesh spent its first decade of independence dealing mainly with the rehabilitation of [the] (*sic*) war-torn country and the ravage of drought and famine which followed soon after the war in 1973-1974. The second decade was characterized by the impact of the second global oil crisis which was aggravated by devastating floods in the two consecutive years of 1987 and 1988. The decade of the nineties was ushered in by cyclones that ravaged

²⁹ Long tissu servant de robe que les femmes s'enroulent autour du corps.

the south and eastern coast of the country in 1991 and by floods in the northern part of the country in the same year» (Hamid, 1996, p.67).

Malgré tous ces désastres, le Bangladesh connaît depuis les années 1980, une croissance économique qui oscille autour des cinq pourcent par année (Hamid, 1996; État du monde 2006).

2.2.2 Religion

La religion, l'islam pour la majorité de la population, prend une place importante dans la vie de tous les jours chez les Bangladais. Au lendemain de l'indépendance et pendant les premières années, le Bangladesh était un pays laïc et où la démocratie régnait. «Les islamistes étaient perçus comme les collaborateurs du Pakistan, responsable des atrocités infligées au peuple, donc ennemi de l'esprit de la révolution» (Giguère, 1999, p.3). Toutefois, le coup d'État de 1975 porta un militaire, Ziaur Rahman 1975-1981, au pouvoir et ce dernier amenda la constitution. Peu à peu, la religion s'infiltra dans la sphère politique. En 1981, un autre coup d'État porte un autre militaire, Hossain Mohammad Ershad 1981-1990, est porté au pouvoir (Giguère, 1991, p.4-5). C'est durant son règne que l'islam devient la religion officielle du pays. «In 1988, it [the constitution] was [...] amended to make Islam the state religion of Bangladesh. This amendment was opposed by many people because it could be used as a springboard for discriminatory laws against women and minorities» (World Bank, 1990, p.19). Aujourd'hui, on compte 88,3% de Musulmans (Banglapedia, «Bangladesh», 2006) ce qui fait du Bangladesh le plus grand pays musulman du monde après l'Indonésie.

L'islam apparut dans la région au XIII^e siècle. Pendant longtemps les cultures hindoues et musulmanes se sont côtoyées. Pour bien saisir toutes les particularités du Bangladesh, on doit garder en tête ces deux éléments puisqu'ils en forment les traits culturels. Probablement pour cette raison, le système judiciaire du pays est une variante du code civil et criminel

anglo-indien et «there are no official sharia courts» (Nyrop, 1989, p.76). Comme nous l'avons mentionné, depuis l'indépendance, «regimes sought to increase the role of the government in the religious life of the people». (Nyrop, 1989, p.77) À cet égard, il mérite d'être souligné que le Bangladesh possède un ministère des Affaires religieuses depuis la fin des années 1970.

Nous verrons dans la prochaine section que la religion joue un rôle important en ce qui a trait à la loi et aux femmes, particulièrement du côté de l'héritage et du mariage. La religion invite aussi à conserver ou à reproduire les mêmes inégalités sociales que vivent les femmes dans leur quotidien. «Les femmes, [...] ont certes été opprimées par la société et l'État, mais c'est surtout la religion qui leur a infligé les pires humiliations.» (Nasreen, 1994, p.17). Dans cet ordre d'idées, il convient de mentionner que lorsque la GB se rend dans un nouveau village pour démarrer une nouvelle succursale, elle doit souvent faire face à une «hostilité de la part du clergé conservateur» (Yunus, 2006a, p.188). Est-ce par respect pour la *charia* qui interdit les prêts avec intérêts ou est-ce que c'est par peur d'un bouleversement social? Selon le professeur Yunus, «l'islam ne constitue pas en lui-même un obstacle à l'élimination de la pauvreté par le microcrédit; à proprement parler, rien dans l'islam n'interdit aux femmes de subvenir à leurs besoins ou d'améliorer leur situation économique» (Yunus, 2006a, p.193). Toujours selon ce dernier, puisque les membres sont également propriétaires de la banque, les intérêts leur reviennent (Yunus, 2006a, p.194). Par conséquent, la GB n'agit pas contre les règles religieuses.

2.2.3 La place des femmes au Bangladesh

A girl in Bangladesh, from birth onward, is always treated inferior to a boy (see Jahan 1975). Further, social-cultural values also discourage [as] (*sic*) her from claiming equal opportunities within the family even when she is an adult, for example, equal access to education and employment. Thus, on the basis of gender roles, a women's status is always "secondary" to the opposite sex (Zaman, 1996, p.39).

Cette citation nous donne un portrait assez dur de la position dans laquelle se trouvent les femmes au Bangladesh et cette non «égalité[e] entre les sexes reste une entrave importante au développement au Bangladesh» (ACDI, 2006, p.11). Nous avons déjà discuté dans le chapitre précédent de l'institution du *purdah*, de la ségrégation de genres et du patriarcat, concepts qui sont extrêmement liés les uns aux autres. Nous approfondirons ici ces sujets qui sont centraux pour la bonne compréhension des relations entre les femmes et les hommes au Bangladesh. Il convient aussi de mentionner que :

«hierarchy is a crucial concept in social relations in Bangladeshi society. An individual's access to power and material resources is largely determined by three attributes: class, age and gender. Although there is room for individual variation, generally, rich supersedes poor, age supersedes youth and male supersedes female.» (Johnson, *In Naz*, 2006, p.11)

Avant d'entrer dans le vif de la discussion, nous avons cru bon de présenter le graphique de Naz (2006, p.17) sur les facteurs responsables du rabaissement du statut des femmes villageoises au Bangladesh (voir fig.2.3).

Dans un premier temps, ce graphique nous montre tous les facteurs qui se cachent derrière le statut des villageoises. On comprend que les dimensions qui y sont associées sont diverses et multiples. Il est par conséquent impossible de faire une analyse basée sur un seul de ces aspects. Nous tenterons donc d'éclaircir certains de ces facteurs afin de mieux appréhender le sujet et nous situer, ce qui facilitera la compréhension de notre chapitre d'analyse sur l'*empowerment* des femmes et l'éradication de la pauvreté.

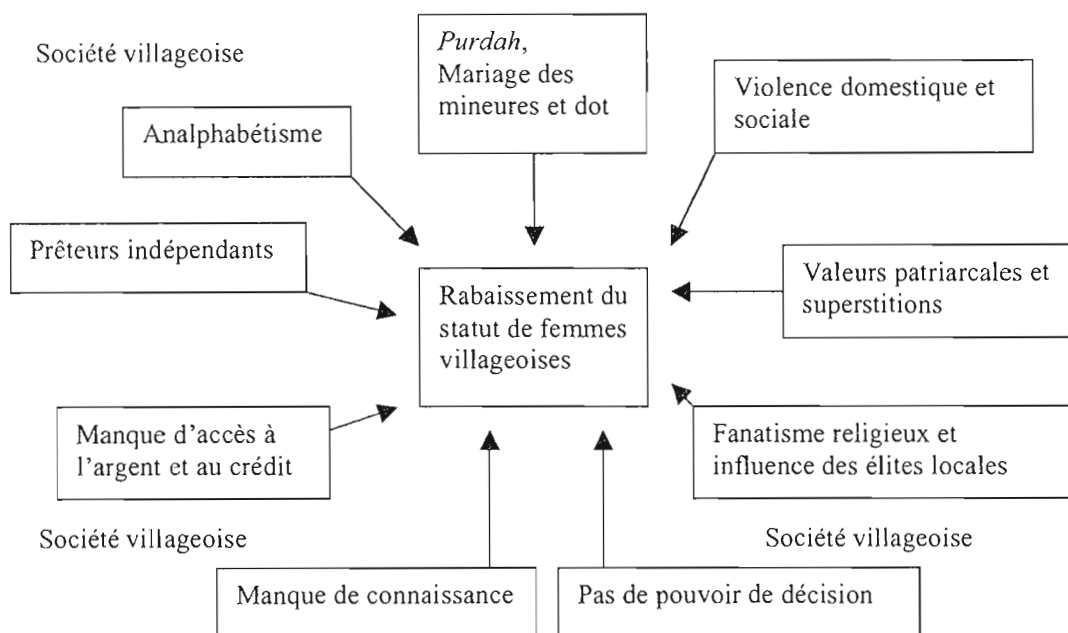


Figure 2.3 : Facteurs responsables du rabaissement des femmes villageoises au Bangladesh.

Tout d'abord, la notion du *purdah* qui, rappelons-le, veut dire la ségrégation des femmes ou le cloisonnement de celles-ci, est une pratique courante dans les villages bangladais. Le sens littéraire de *purdah* est rideau ou voile et c'est ce qui explique les distinctions physiques, économiques et symboliques entre les genres. (Kabeer, 2000, p. 34; Giguère, 1999, p.18). Cette norme prend ses racines dans la religion et dans la culture du sous-continent indien. Le terme «recouvre un ensemble de pratiques liées à l'obligation faite par le Coran de protéger la vertu des femmes» (Yunus, 2006a, p.118-119). Ce cloisonnement est aussi notable chez les Hindous. Ce fait explique qu'avant même que l'Islam soit devenu majoritaire dans la région, les femmes étaient confrontées à cette pratique. Chez les Bangladaises musulmanes, ces pratiques couvrent entre autres l'habillement. Les femmes ne doivent en aucun cas dévoiler une partie de leur corps car cela pourrait provoquer le désir d'un homme (Kabeer, 2000, p.35).

Pour Naz, en plus de comporter une dimension religieuse et sociale, le *purdah* a une dimension économique. Celle-ci note qu'«in the name of protecting women and maintaining family values, purdah severely inhibits women's mobility by defining specific spaces for women and separates their public and private spheres that consequently alienated them from [the] (*sic*) money economy.» (Naz, 2006, p.16). En confinant la femme à l'intérieur, cette dernière reste dépendante de son mari (ou d'un autre membre masculin de la famille) toute sa vie (Kabeer, 2000; Kabeer, 2005; Naz, 2006). Le fait que la femme reste dans la sphère privée et l'homme dans la sphère publique donne à ce dernier le statut de pourvoyeur. Dans ce sens, le mariage est très important pour une femme. Ces dernières ne doivent pas rester célibataires. Et cela est valable autant dans les villages que dans les grands centres. On marie la femme³⁰ «to avoid a bad reputation, to free parents from poverty and due to societal pressure» (Naz, 2006, p.80). Une femme ne peut donc pas choisir de rester célibataire et encore moins de vivre en union libre.

La pratique du *purdah* est moins courante dans les grandes villes de nos jours, néanmoins, la plupart des femmes ne se déplacent pas seules, préférant la présence d'un homme ayant un lien de parenté à leur côté. Dans les villages, cette pratique réduit la liberté de mouvement des femmes de plusieurs manières.

«The first one is physical. [...] A second type of *purdah* allows women to go out of the home, but only if they are veiled in a *burqah* (a head to feet garment). In the third type, upon leaving the confines of her home, a woman is required to cover her head and face with her *sari* or use an umbrella³¹» (Zaman, 1996, p.6).

Durant nos séjours et rencontres hebdomadaires, il nous a semblé rencontrer plus de femmes utilisant leur sari pour se cacher le visage que de femmes portant des *burkas*³². Mentionnons aussi que toutes les femmes ne peuvent pas se munir d'une *burka* dû au coût que cela implique. Ce sont en général les femmes les plus aisées qui peuvent se permettre de la porter. On remarque dans les villages que l'observation stricte du *purdah* est en lien direct avec la

³⁰ Les mariages sont généralement arrangés et négociés par les parents ou un frère plus âgé.

³¹ C'est l'auteur qui souligne.

³² Une burka est une longue tunique noire qui cache tout le corps, des pieds jusqu'au visage et aux cheveux des femmes.

classe économique ou religieuse. Les familles qui ont de bons revenus n'ont pas besoin que les femmes travaillent à l'extérieur, tout comme c'est le cas pour les femmes des leaders religieux. Par conséquent, ces dernières ne sortent pas du foyer et la famille garde ainsi son honneur. Yunus ajoute que «même là où le *purdah* n'est pas strictement observé, les coutumes, la famille, la tradition et la bienséance font que les relations entre les hommes et les femmes au Bangladesh sont extrêmement cérémonieuses» (Yunus, 2006a, p.119). Dès l'arrivée de ses premières règles, la fille doit respecter cette coutume culturelle et religieuse.

La ségrégation de genre est aussi très marquée au Bangladesh. Les échanges entre les femmes et les hommes sont très limités. De plus, les femmes ne doivent pas hausser le ton et doivent toujours rester bien posées et calmes. Selon les normes culturelles, même les jeunes mariés ne doivent ni se voir ni se parler en public. En outre, une femme ne doit jamais mentionner le nom de son mari. Sans compter qu'elle ne doit jamais regarder le visage d'un homme inconnu; «if she does, quite often it may raise doubts and controversies regarding her chastity» (Zaman, 1996, p.66). Par conséquent, une femme ne doit pas critiquer son mari ni parler en mal de ce dernier. «The age-old tradition maintains that husbands' position is superior to the wives and this idea is infused into the brains of the Bangladeshi girls during their childhood» (Naz, 2006, p.70). Donc la modestie et la soumission sont de mise pour les femmes.

Les inégalités entre les sexes commencent dans la famille et se transmettent de génération en génération créant une division sexuelle du travail (Hamid, 1996; Kabeer, 2005). «Because females are considered weak, their rights, their freedoms, their desires, their wishes, all must be controlled by men» (Nasreen, 2004). Au moment où la jeune fille entre en puberté, il n'est pas rare qu'elle doive quitter l'école. Si elle continue, il y a de fortes chances qu'elle ira accompagnée d'un membre de la famille. Elle sera donc sous surveillance pour éviter qu'elle n'agisse avec indécence et que la famille perde son prestige. Tous ces éléments réunis font en sorte que les relations entre les femmes et les hommes sont quasi inexistantes et que des rôles distincts leurs sont réservés dans la société.

Dans les foyers les plus défavorisés, il n'est pas rare de voir des femmes s'affairer à des tâches effectuées en dehors de la maison. «La pauvreté peut contraindre les femmes à travailler à l'extérieur de leur domicile, mais toute augmentation des ressources du ménage les incite ensuite à se retirer du marché de la main-d'œuvre» (Kabeer, 2005, p.135). Ce sont les femmes démunies que l'on voit s'activer dans les champs et ce sont les servantes qui sortent pour aller chercher l'eau ou nourrir les animaux. En règle générale, comme nous l'avons mentionné plus haut, les villageoises aisées préfèrent rester dans leur demeure et ne vont pas à l'extérieur sans *burka*. «Today, *purdah* observance is more a status matter in the village» (Zaman, 1996, p.67).

Les femmes sont aussi plus souvent privées de nourriture. «Anthropometric studies show that female children in rural Bangladesh suffer from greater malnutrition than do male children» (Hashemi *IN* Wood et Sharif, 2001, p.250). La tradition veut que les femmes servent leur famille d'abord et ne mangent les restes que lorsque tous ont terminé. Même dans les familles aisées et urbaines, cette pratique est monnaie courante. «Les femmes sont plus directement touchées que les hommes par la faim et la pauvreté. Si l'un des membres de la famille doit souffrir de la faim, il est tacitement admis que ce doit être la mère» (Yunus 2006a, p.114). Sans compter que les femmes «are not supposed to become sick, because they must remain busy with household chores, bear and rear children, take care of the family, and make sure that male members of the family are happy» (Nasreen, 2005, p.7). Et lorsqu'elles sont malades elles doivent continuer leurs tâches dans la mesure du possible.

Enfin, le patriarcat est très présent, comme dans la plupart des pays musulmans. Le patriarcat, «de manière générale, [...] correspond à une construction sociale *structurelle* résultant d'une série de pratiques historiographiques, philosophiques et culturelles et qui assurent une domination des hommes sur les femmes³³» (D'Aoust, *in* Macleod et O'Meara, 2007, p.304). Au Bangladesh, la femme est toujours prise en charge par un homme, de sa naissance à sa mort. «A woman's father or husband or, in their absence, her son or distant male relative assumes responsibility for safeguarding her welfare» (Banque mondiale, 1990, p.7). On s'attend à ce qu'elle porte un enfant un à deux ans après son mariage. De plus,

³³ C'est l'auteure qui souligne.

avoir un garçon augmente son statut auprès de la belle-famille. Sans compter que «the woman herself perceives birth of a male child as insurance against future insecurity in the event of desertion, divorce, or widowhood» (Banque mondiale, 1990, p.7). Comme nous venons de le mentionner, l'homme assure la sécurité économique de la femme et puisqu'il est mal vu et même difficile pour elle d'aller chercher du travail à l'extérieur, elle doit se fier à un membre de l'autre sexe toute sa vie. Comme la loi va dans le même sens, lorsque les femmes sont en danger, au lieu d'améliorer les conditions, on réduit leur mobilité (Banque mondiale, 1990; Giguère, 1999).

Sous l'enjeu du patriarcat, on peut aussi classer les lois qui placent la femme dans une position de subordination constante par rapport aux hommes. «La loi et les coutumes favorisent toujours une discrimination à l'endroit des femmes et les attitudes dominantes continuent à influencer les pratiques institutionnelles, les relations familiales ainsi que la vie communautaire» (ACDI, 2006, p.11). La constitution au Bangladesh confère aux femmes un statut d'égalité aux hommes. «However, although the Constitution empowers the Government to take affirmative action with respect to women, in many instances civil and religious laws contradict these rights and curtail women's mobility and rights» (Hamid, 1996, p.87). Dans certaines situations, la loi musulmane garantit des droits égaux aux femmes et aux hommes tandis que dans d'autres domaines, la femme est moins avantagée. À l'occasion, ce sont les pratiques culturelles qui enlèvent certains privilèges à cette dernière. «The main areas of discrimination are marriage, divorce, guardianship of children, and inheritance rights» (Hamid, 1996, p.88). À titre d'exemple, la loi au Bangladesh suppose que l'âge minimal du mariage est de dix-huit ans pour la fille. Toutefois, la pratique culturelle est bien différente avec «la moitié des femmes qui sont mariées à l'âge de 14 ans» (Banque mondiale, GEI). Dans le même ordre d'idées, la pratique de la dot³⁴ est toujours présente, malgré une loi l'interdisant, la Dowry Prohibition Act de 1980. Cela peut être dû à deux facteurs, soit à l'ignorance de cette loi, soit parce que la population ne peut pas échapper aux

³⁴ La pratique de la dot est une tradition du sous-continent indien qui veut que la famille de la femme donne un cadeau ou de l'argent à la famille du futur mari. Dans les villages, plus la famille de l'homme a de l'argent, plus elle peut demander une grosse dot. Il n'est pas rare que des villageois se ruinent pour donner une bonne dot au mariage de leurs filles car ceci leur donne accès à une famille souvent plus riche et plus éduquée.

normes culturelles. Jahan ajoute à ce sujet que «enforcement have been slow, which made these laws largely ornamental and not active vehicles of social change» (Jahan, 1995, p.97). Le montant de la dot et les cadeaux sont négociés. Plus la famille de la fille peut donner, plus son mari aura une position sociale importante.

Dans un même ordre d'idées, l'héritage du père est légué aux fils. Selon la loi musulmane, la veuve a droit à un huitième de la propriété de son défunt mari si elle a des enfants. Les filles quant à elles ont droit à la moitié de ce que les garçons reçoivent. Ici encore, lorsque la femme ou la jeune fille sait qu'elle détient ces droits, il est très mal vu pour celle-ci de les réclamer (Zaman, 1996). Si la femme veut conserver son droit de visiter le domicile familial, même après la mort de ses parents, elle ne doit pas réclamer sa part. «This is because she may antagonize her family by seeking to obtain the inheritance and thereby shut herself out of the right to visit» (Banque mondiale, 1990, p.21). En outre, elle s'assure une certaine sécurité. Si son mari la quitte ou la divorce, elle pourra retourner à la maison de ses parents. Hamid nous indique que :

«access to resources such as land and credit are restricted on one hand by religious laws which curtail their inheritance of productive resources and on the other [hand] (*sic*) by state legislations governing the financial sector which actively discourage women from gaining access to credit» (Hamid, 1996, p.119).

Les banques conventionnelles au Bangladesh prêtent très rarement aux femmes. «Avant Grameen, les femmes représentaient moins de 1% de tous les emprunteurs» (Yunus, 2006a, p.114). L'accès au crédit était presque impossible pour les femmes. Le non pouvoir économique des femmes accentue les inégalités de genre.

Ainsi, comme nous avons pu le voir, les femmes au Bangladesh sont socialement, économiquement et culturellement inférieures aux hommes. «They are poorer than men, they are less educated than men, and the state of their physical well-being is worse than that of men» (Hamid, 1996, p.118). Elles sont considérées comme un fardeau tandis que les garçons sont vus comme des actifs. Cependant, cela est en train de changer et les femmes commencent à prendre une place plus importante. Comme nous l'avons mentionné

précédemment, l'éducation est en hausse, chez les garçons comme chez les filles. L'éducation primaire est obligatoire et gratuite depuis 1993 et les jeunes filles peuvent aussi bénéficier de l'éducation secondaire sans coût. Des collèges pour filles ont aussi été construits dans tous les districts du pays pour leur donner l'opportunité de poursuivre leurs études (Hamid, 1996, p. 112). Par conséquent, ces dernières sont plus au fait de leurs droits et sachant lire, écrire et compter, elles sont mieux outillées.

La pauvreté a aussi forcé plusieurs femmes à joindre les rangs de la production. Comme nous l'avons noté, la plupart préfère travailler à partir de la maison, mais de plus en plus, on voit des femmes occuper des emplois extérieurs. Des changements dans les rôles traditionnels sont perceptibles, et les femmes acquièrent une plus grande mobilité. Par exemple, le secteur du textile emploie une grande quantité de femmes. Notons aussi que «le Bangladesh possède quelque 27 000 entreprises de taille moyenne et 150 000 petites entreprises, les plus petites d'entre elles étant principalement possédées par des femmes» (ACDI, 2006, p.8). Ceci nous montre que des changements sont en train de prendre forme.

Ayant détaillé les raisons derrière la place qu'occupent les femmes sur les plans socioéconomique et culturel, nous sommes en mesure de bien comprendre l'importance que peut jouer dans la société un instrument permettant une certaine émancipation économique, voire même sociale. Avant d'examiner les résultats de nos entretiens concernant l'*empowerment* des femmes à travers le MC de la GB, nous observerons dans le prochain chapitre la structure, l'évolution et les bénéficiaires de cette banque pour les pauvres. Nous verrons entre autres que les emprunteuses sont propriétaires de la banque et qu'au sein des centres villageois, les femmes ont un rôle à jouer dans la succursale. Est-ce que ce rôle renforce leur *empowerment* individuel, social et politique? Ce chapitre comportera aussi une section sur la réussite institutionnelle de la banque.

CHAPITRE III

LA RÉUSSITE DE LA GRAMEEN BANK

«Money, says the proverb, makes money.
When you have got a little, it is often easy to get more.
The great difficulty is to get that little»
Adam Smith, *The Wealth of Nations*, 1776

Dans ce troisième chapitre, nous allons développer notre analyse sur la première banque spécialisée pour les pauvres, la Grameen Bank du Bangladesh. Nous verrons comment celle-ci est une réussite et un exemple à plusieurs niveaux. Entre autres, nous traiterons du fait qu'elle est destinée aux plus pauvres des pauvres, qu'elle a connu une croissance très rapide, qu'elle est maintenant en mesure de s'autofinancer ainsi que de s'autogérer. Mais d'abord, nous allons voir la philosophie de la GB tout en faisant un survol de son historique. Ensuite, nous allons nous pencher sur les détails du fonctionnement du Grameencredit.

3.1 La philosophie de la Grameen Bank

Selon la GB, le but du microcrédit est d'aider les pauvres qui n'ont habituellement pas accès au crédit à obtenir un petit prêt (voir l'appendice B, *La préface de l'auteur*³⁵). «Encore aujourd'hui, je [Dr. Muhammad Yunus] considère que mon travail et celui de mes collègues de Grameen ne tend qu'à un seul but : mettre fin à la pauvreté, ce fléau qui humilie l'homme au plus profond de lui-même.» (Yunus, 2006a, p.29). L'idée derrière la GB est d'aider la population à se sortir de la pauvreté. Pour l'institution, il ne faut surtout pas rendre les

³⁵ La préface de l'auteur vient du livre *Vers un monde sans pauvreté*, une autobiographie du fondateur de la Grameen Bank, Professeur Muhammad Yunus et nous donne une bonne idée de la philosophie de la banque.

pauvres dépendants en leur donnant la charité, des biens ou de la nourriture. Les gens sont donc invités à emprunter non pas pour se procurer des biens de consommation, mais pour la création de petites entreprises qui leur permettront de gagner leur vie ou encore pour l'achat d'une maison solide (se procurer un toit en tôle et des piliers, par exemple). La GB veut renverser «the age-old vicious circle of "low income, low saving (*sic*) & low investment", into virtuous circle of "low income, injection of credit, investment, more income, more savings, more investment, more income".» (GB, 2007, site Internet officiel, «History»). L'objectif principal est de briser le mur de la pauvreté. «Grameen – et ses émules dans le monde entier – aide les gens à mobiliser leur volonté et leur force pour fournir l'effort nécessaire à abattre les murs qui les entourent.» (Yunus, 2006a, p.108)

Pour atteindre cet objectif, la GB «octroie de tout petits prêts aux pauvres, principalement des femmes [à 97%], pour leurs activités de microentreprises et en se basant sur la caution d'un groupe solidaire comme garantie de remboursement.» (Roy, 2005, p.19). Les prêts sont délivrés, en général, dans des régions rurales – où la proportion de gens pauvres est plus élevée. Selon la GB, grâce à ces petits prêts, les femmes qui en ont bénéficié ont réussi à élever leur statut, à être moins dépendantes de leurs maris et elles ont amélioré leurs habitats ainsi que la nutrition de leurs enfants. «Le crédit, lorsqu'il passe par les femmes, amène plus rapidement des changements que lorsqu'il passe par des hommes.» (Yunus, 2006a, p.114). La moitié des femmes et leurs familles réussissent à se hisser au-dessus du seuil de la pauvreté en cinq ans, tandis qu'un autre quart est tout près d'y parvenir. (Yunus, 2006a, p.151). «The success of this approach shows that a number of objections to lending to the poor can be overcome if careful supervision and management are provided.» (GB, 2007, site Internet officiel). Cela peut se traduire par des rencontres avec les emprunteuses. Les employés de la banque n'ont pas seulement un rôle de collecteur de prêts. Ils doivent aussi les épauler et leur donner des conseils pour leurs microentreprises.

Toujours selon la GB, la plupart des critères d'évaluation sur lesquels les banques conventionnelles se basent pour prétendre que les pauvres ne sont pas de «bons clients» sont démentis. Ainsi, la GB a su démontrer que les pauvres, les femmes en particulier, avaient un taux de remboursement «plus élevé que les standards des banques commerciales

occidentales.» (Roy, 2005, p.19). Ce constat est donc venu démentir l'hypothèse que celles-ci sont des clientes à risque, comme les institutions régulières l'imaginaient jusqu'alors.

3.2 L'histoire du microcrédit au Bangladesh

Dans la section qui suit, nous verrons en premier lieu comment s'est implantée la banque à partir du projet-pilote sur lequel elle a pris racine. Nous résumerons ensuite l'évolution de la GB de 1976 à aujourd'hui et finalement, nous verrons les changements que la banque a apportés à ses programmes durant les années 2000.

3.2.1 La fondation de la Grameen Bank

Le microcrédit, tel que nous le connaissons aujourd'hui, date des années 1970 – même si certains croient que l'idée nous vient du plan Marshall et remonte à la Deuxième Guerre mondiale. Plus précisément, c'est en 1976, lorsque Dr. Yunus était chef du département d'économie à l'université de Chittagong³⁶ au Bangladesh, que l'idée de ce nouveau projet vit le jour. L'université de Chittagong est située dans une zone rurale et Dr. Yunus était tous les jours confronté à une pauvreté écrasante. Souvenons-nous qu'en 1974 eut lieu une famine terrible au Bangladesh qui fit des milliers de morts. Les gens étaient dans une situation de misère effrayante. Après quelques observations dans le village avoisinant, le professeur s'est aperçu que les pauvres étaient pris dans un cercle vicieux et qu'ils ne pouvaient pas s'en sortir.

À l'époque, il n'y avait que deux façons d'obtenir du crédit dans les zones rurales du Bangladesh, soit les banques commerciales, soit les *paikars* : prêteurs indépendants qui octroient des prêts à des taux usuraires pouvant atteindre jusqu'à 200% d'intérêt par année

³⁶ Chittagong est situé au sud-est du pays, voir la carte du chapitre II, à la page 35 ou la carte du district au chapitre IV, à la page 85.

(Rahman, 1999, p.21). Les banques commerciales, quant à elles, ne prêtaient pas aux pauvres car «the poor are unable to provide collateral». (Rahman, 1999, p.4) Toutefois. «des prêts usuraires [étaient] courants. [Et] ils [étaient] tellement entrés dans les mœurs que même l'emprunteur ne se rend[ait] pas compte à quel point le contrat [était] lésionn.» (Yunus, 2006, p.23). Donc pour les gens qui avaient de petites entreprises ou pour ceux qui auraient voulu en démarrer une, aucune de ces deux méthodes n'était envisageable ou viable pour eux financièrement.

Il a donc fallu attendre jusqu'en 1976 pour qu'une véritable option soit destinée aux plus démunis. Selon le professeur Yunus, l'économie avait la réponse à toutes les questions d'ordre économique et pouvait tout régler. Cependant, il s'est aperçu que les gens autour de lui mourraient de faim. Suite à cette constatation, Dr. Yunus a décidé de prendre le «'worms eye view'»³⁷ of a local village – Jobra, so he could learn about village life in person. The Poor would become his teachers and the village his university of the real world.» (Sinclair, 2003, [en ligne]) Dr. Yunus a d'abord rencontré une dame qui fabriquait des bancs en bambou. Celle-ci ne pouvait pas s'acheter de bambou car il lui manquait l'argent de départ, elle devait donc l'emprunter à un *paikar* et elle devait vendre le produit fini à cet homme, qui le vendait ensuite à un prix ridicule, ce qui faisait que le profit de la dame n'était que de deux cents US par banc. Après sa rencontre avec cette dame et quelques menues réflexions, l'idée du microcrédit lui est venue. Il a d'abord prêté, de sa poche, à cette femme ainsi qu'à 41 autres familles de ce village, 856 Taka (un total de moins de 27\$USD), en leur disant qu'elles avaient tout leur temps pour le rembourser (Yunus, 2006, chap.I; Sinclair, 2003).

C'est donc sur les bases de cet épisode que le projet du microcrédit a réellement commencé. Ce projet était axé sur les possibilités d'inventer un programme destiné aux pauvres des régions rurales du Bangladesh, pour que ceux-ci puissent avoir accès à du crédit (qu'il leur est impossible d'obtenir via une banque normale). Dr. Yunus et ses étudiants ont fait leur étude dans un village près de l'université, (Jobra et les villages avoisinants). entre 1976 et 1979. Le projet fut soutenu par la banque centrale du pays ainsi que par les banques

³⁷ «Worm's eyes view» signifie, d'observer ce qui se passe de l'intérieur et collecter ses données sur le terrain, à l'opposé de «bird's eyes view» qui veut dire observer d'en haut, de l'extérieur sans vraiment connaître la situation. (voir Yunus, 2006a, p.20)

commerciales nationales (Rahman, 1999, p.4). L'expérience de Jobra fut un succès. Après quelques essais et erreurs, les fondateurs du projet se sont aperçus de l'importance de former des groupes solidaires.

Pris individuellement, les pauvres se sentent exposés à toutes sortes de dangers. L'appartenance à un groupe leur donne une sensation de sécurité. L'individu isolé a tendance à être imprévisible et irrésolu. Dans un groupe, il bénéficie du soutien et de l'émulation de tous, son comportement en devient plus régulier et il est plus fiable en matière d'emprunt. (Yunus, 2006a, p.134).

Les prêts sont consentis individuellement, mais le groupe fait souvent pression sur ses propres membres pour assurer un remboursement dans les termes convenus. En plus des groupes solidaires, Dr. Yunus et ses collègues ont cru bon d'instaurer un système de remboursement journalier (qui fut transformé plus tard en traite hebdomadaire). Ce système est l'un des gages de leur réussite. En effet, il facilite le remboursement puisque les versements sont petits et réguliers. Il a «été conçu non seulement pour aider les emprunteurs et renforcer leur détermination, mais aussi pour augmenter nos [GB] chances de récupérer nos [GB] fonds.» (Yunus, 2006a, p.143). Ces deux aspects font encore partie du fonctionnement de la banque à l'heure actuelle.

Suite à cette expérience prometteuse et sous les directives de la banque centrale du pays, ils durent répéter l'expérience dans un autre village, qui se trouvait, cette fois, près de la capitale. Cette fois encore les emprunteurs remboursèrent leurs prêts dans les termes convenus. Après ce deuxième projet-pilote, soit à partir de 1982, Dr. Yunus et son équipe mirent en place un programme d'expansion qui allait couvrir cinq districts très éloignés les uns des autres.

C'est donc en octobre 1983 que le projet fut enfin transformé en une banque spécialisée indépendante : la Grameen Bank. Les objectifs principaux étaient :

- 1) «Extend banking facilities to poor men and women;
- 2) Eliminate the exploitation of the poor by moneylenders;

- 3) Create opportunities for self-employment for the vast multitude of unemployed people in rural Bangladesh;
- 4) Bring the disadvantaged, mostly the women from the poorest households, within the fold of an organizational format which they can understand and manage by themselves; and
- 5) Reverse the age-old vicious circle of "low income, low saving (*sic*) & low investment", into virtuous circle of "low income, injection of credit, investment, more income, more savings, more investment, more income".» (GB, 2007, site Internet officiel, «History»).

Ces cinq points sont encore présents aujourd'hui dans les objectifs de la banque. Cependant, depuis le 14 avril 2000, la banque a connu plusieurs changements que nous soulignerons dans la section 3.2.3.

3.2.2 L'évolution de la Grameen Bank

Il nous semble aussi pertinent de nous pencher sur l'évolution de la GB de 1976 à aujourd'hui. Le tableau 3.1 nous donne quelques données qui montrent bien l'ampleur que la banque a prise au fil des ans.

Depuis que la GB est devenue une banque spécialisée (en 1983) elle a pris une très grande expansion. Entre 1985 et 1994 seulement, le nombre de succursales a augmenté de 462%, le nombre de centres de prêt a, quant à lui, augmenté de 831% et le nombre d'emprunteurs de 1 185% (Rahman, 1999, p.12). Ceci a fait en sorte que la banque a acquis un certain prestige et a suscité un intérêt sur la scène internationale au début des années 1990, sans mentionner l'honorable prix qui a été décerné à Mohammad Yunus à l'automne 2006, soit le Prix Nobel de la Paix.

Tableau 3.1³⁹
L'évolution de la Grameen Bank

	1976	1986	1996	2007
Le montant (cumulatif) des prêts en USD	498\$	55,95 millions	1838,33 millions	6553,74 millions
Le montant remboursé (cumulatif) en USD	166\$	44,48 millions	1526,89 millions	5867,81 millions
Le # de membres	10	234 343	2,05 millions	7 341 813 millions*
Le # de groupes	1	46 869	433 791	1 159 018
Le # de centres	1	10 279	62 681	135 572
Le # de villages	1	5 170	36 420	80 257
Le # d'employés	1	3 515	12 348	24 592**
Le # de succursales	1	295	1 079	2 468

* Sur les 7 341 813 millions de personnes, il y a 97% de femmes : 7 106 048 femmes et 235 765 hommes. Notons que la proportion d'hommes était de 80% en 1976, pour passer à 26% en 1986 et baisser à seulement 3% en 2007.

**Le nombre d'employés est celui de septembre 2007.

Aujourd'hui, il y a plusieurs institutions au Bangladesh qui travaillent pour aider les pauvres à obtenir du crédit, autant des banques spécialisées que des organismes non gouvernementaux (ONG). Comme nous l'avons mentionné en introduction, le microcrédit est, de nos jours, répandu sur presque tout le globe et semble être l'une des voies à suivre pour éliminer la pauvreté dans le monde et pour cette raison, l'ONU a lancé l'année du microcrédit (en 2005). «Les prêts octroyés à 81,9 millions des clients les plus pauvres bénéficient à un total de 410 millions de personnes [partout à travers le monde], incluant les membres et leurs familles.» (Daley-Harris, 2006, p.3)

³⁹ Les données viennent du site officiel de la Grameen Bank («Historical Data» et «Monthly Update»), pour ce qui est des données de 2007, ce sont les chiffres en date du 22 novembre 2007, [en ligne] <http://www.grameen-info.org>, (page consultée le 22 novembre 2007).

3.2.3 La Grameen II

À partir d'avril 2000, on commence à mettre en place la Grameen II³⁹. De prime abord, il est important de mentionner que ce n'est pas une restructuration de la banque ni la création d'une nouvelle entité. Son identité légale ainsi que les propriétaires (à 94% aux emprunteuses et le 6% restant appartenant au gouvernement) n'ont pas été affectés par ce changement (Rutherford, 2006a, p.11). Ce sont surtout les produits et services qui ont été transformés. Ces changements au sein de l'institution ont eu lieu suite à une grave inondation en 1998, qui a touché la majorité de ses membres, et a souligné les faiblesses de la banque. (Rutherford, 2006b, p.1). La GB a donc modifié ses pratiques afin de s'ajuster à la réalité actuelle. «It incorporated many new features in its methodology to address various crises and problems, or utilize new opportunities; discarded and modified the features which became unnecessary or less effective.» (GB, 2007, Site Internet officiel). Cette transformation a contribué à éliminer la rigidité antérieure (qui s'était révélée la faiblesse principale) de leur méthodologie. La Grameen II «réunit beaucoup de leçons apprises par l'expérience, mais va bien au-delà avec quelques changements fondamentaux» (Rutherford, 2006b, p.1).

Il est maintenant encore plus facile d'obtenir des prêts, sans compter que les ententes concernant le remboursement sont beaucoup plus flexibles. Si une emprunteuse a des difficultés en cours de route, le prêt sera rééchelonné sur une plus longue période, lui permettant de se réajuster et de rembourser un plus petit montant à la fois. Toutefois, selon Stuart Rutherford⁴⁰, les changements les plus importants sont ceux qui sont reliés à l'épargne. Par exemple, les services de dépôts publics de la GB acceptent maintenant des dépôts des particuliers - non seulement de ses clients emprunteurs comme jadis, mais aussi des villageois qui ne sont pas membres. Il y a aussi les services de dépôts élargis pour les membres, ce qui veut dire qu'il y a une plus grande variété de comptes dédiés à l'épargne,

³⁹ Le nom Grameen II a été donné par la Grameen Bank elle-même pour montrer son évolution, ou son passage vers une nouvelle étape.

⁴⁰ Stuart Rutherford a dirigé une équipe, commissionnée en 2002 par *MicroSave*, sur le terrain, au Bangladesh, pour étudier les changements apportés à la Grameen Bank, examiner son évolution ainsi que la mise en pratique. Ce projet a commencé à la fin de 2002 et s'est poursuivi jusqu'à la fin de 2005.

comme le «ERG» (épargne retraite Grameen) (Rutherford, 2006, p.1). Les contrats ont été améliorés et sont beaucoup plus flexibles. De plus, un nouveau système d'assurance est disponible pour les membres. Par exemple, une assurance-vie peut être achetée à coût modique et celle-ci couvre autant l'emprunteuse que son mari. Nous verrons dans le chapitre IV le témoignage d'une emprunteuse dont le mari est décédé et qui a vu ses versements restant s'effacer grâce à ce programme.

3.3 Le Grameencredit

Nous avons déjà vu au chapitre premier la définition exhaustive du microcrédit tel que vu par la GB. Nous verrons ici plus particulièrement la manière dont fonctionne le Grameencredit. Ensuite nous porterons une attention spéciale sur la clientèle visée. Nous avons déjà mentionné que le membership est aujourd'hui composé de 97% de femmes. Toutefois, nous verrons que certains programmes visent aussi les quémandeurs et les enfants des emprunteuses.

3.3.1 Comment fonctionne le Grameencredit?

La façon dont fonctionne le microcrédit de la GB est assez simple (voir l'appendice C: Method of Action). On installe une succursale dans une région où il y a entre 15 et 22 villages à proximité. Une fois installés, les employés de cette succursale et leur gérant vont visiter les villages pour se familiariser avec l'endroit où ils travailleront. Ils essaient de cibler la clientèle potentielle et leur expliquent l'idée derrière la GB ainsi que ses fonctions et ses modes d'opération.

Ensuite, des groupes de cinq personnes sont formés. Le Grameencredit fonctionne toujours avec une approche de groupes solidaires. Les futures emprunteuses doivent obligatoirement

se joindre à un groupe et ceux-ci sont divisés par sexe. Un homme ne peut pas se joindre à un groupe de femmes. Les prêts sont octroyés seulement une fois que les futures emprunteuses sont familières avec les formalités de la banque. De plus, durant la période d'entraînement, les membres reçoivent une formation qui leur permet de comprendre le fonctionnement de la banque (Yunus, 2006a, p.136).

Une fois la formation terminée, «les cinq membres du groupe passent séparément un test. La plupart d'entre [elles] ne sachant ni lire ni écrire, il n'y a pas d'examen écrit, mais il leur faut faire la preuve qu'[elles] savent de quoi [elles] parlent.» (Yunus, 2006a, p.136). Si les cinq membres réussissent le test, deux femmes obtiendront un premier prêt. Elles devront commencer à rembourser leur emprunt une semaine plus tard.

«Grameen Bank's repayment of loan starts after one week of disbursement. [...] It's not surprising though. We provide loans for income generating activities, more for the nonexistent business of the fellow borrowers. Which means, the borrowers already have a business (farms, shops) but want to start something new. We are more interested to provide the money making sure that they could invest it in new businesses. This is our priority not the obligation. That's why paying the installment after one week of getting the loan is not the hardest thing in the world.» (Shamimur Rahman, 8 décembre 2007).

Ce petit groupe est observé pendant six semaines pour s'assurer que les emprunteuses suivent les règles de la banque. Si celles-ci réussissent à acquitter leurs premiers versements hebdomadaires selon les termes convenus (plus les intérêts), deux autres membres du groupe pourront avoir droit à un prêt à leur tour. Elles seront elles aussi observées et si tout est dans les normes, la dernière personne, la responsable du groupe, aura son prêt. (Yunus, 2006a, p137). Dû à ces restrictions, le groupe fait habituellement pression sur les premières membres pour qu'elles remboursent en temps convenu. Les institutions de microcrédit au Bangladesh utilisent la méthode de groupe solidaire car elle réduit les coûts reliés à l'obtention d'information sur les emprunteuses et sur les types de projets. «It relies on peer pressure to monitor and enforce contracts, provides an incentive for borrowers to repay, and helps avoid adverse selection of borrowers.» (Khandker, 1998, p.28). Cependant, il convient de mentionner que «les prêts sont consentis aux individus eux-mêmes. Bien que les

responsabilités soient réparties au sein du groupe, chaque emprunteur est techniquement responsable de son propre prêt.» (Yunus, 2006a, p.135). Ajoutons qu'avant la Grameen II, si un membre du groupe ne pouvait payer sa dette, les autres membres utilisaient souvent le fonds d'épargne commun

«to make advances to members in difficulty with their Grameen loans. In practice, because the fund was held by the bank, and because of the strength of the Grameen staff's voice compared to that of the members, the deployment of the fund was often decided as much more by staff as by members.» (Rutherford, 2006, p.13).

Toutefois, ce système est aujourd'hui aboli. Le compte d'épargne de groupe n'existe plus, il a été remplacé par trois différents comptes d'épargne individuels.

Les prêts sont petits, mais suffisants pour démarrer une microentreprise. Au Bangladesh, les microentreprises les plus fréquentes sont celles reliées à la fabrication de tabourets ou de tapis en bambou. Beaucoup de femmes investissent aussi dans l'achat de matériaux ou d'animaux pour travailler la terre. Selon la GB, les conditions sont aussi ajustées pour les pauvres :

1. «Very small loans given without any collateral
2. Loans repayable in weekly installments spread over a year
3. Eligibility for a subsequent loan depends upon repayment of first loan
4. Individual, self-chosen, quick income generating activities which employ the skills that borrowers already possess (*sic*)
5. Close supervision of credit by the group as well as the bank staff
6. Stress on credit discipline and collective borrower responsibility or peer pressure
7. Special safeguards through compulsory and voluntary savings to minimize the risks that the poor confront
8. Transparency in all bank transactions most of which take place at centre meetings. » (GB, 2007, Site Internet officiel, «credit delivery system»)

3.3.2 Qui profite du Grameencredit?

Le nombre total d'emprunteuses de la GB s'élève à plus de sept millions. Au total, depuis la création de la banque, l'institution a prêté plus de six milliards et demi de dollars US et près de six milliards ont déjà été remboursés. (GB, 2008, site Internet officiel, «Historical Data»).

Selon l'ONU, les clients potentiels du microcrédit sont : «generally poor and low-income people. They may be female heads of households, pensioners, artisans or small farmers. The client group for a given financial organization depends on that organization's mission and goals» (ONU, 2005, site Internet officiel). La GB cible ces groupes de personnes et mise sur les femmes. Comme nous l'avons déjà mentionné, 97% de ses clientes sont de sexe féminin. L'ONU explique bien pourquoi ce sont elles qui sont ciblées en premier lieu :

«In a world where most poor people are women, studies have shown that access to financial services has improved the status of women within the family and the community. Women have become more assertive and confident. Furthermore, as a result of microfinance, women own assets, including land and housing, play a stronger role in decision-making, and take on leadership roles in their communities.» (ONU, 2005, site Internet officiel)

Linda Mayoux renchérit en ajoutant que ce n'est pas seulement parce que les femmes ont de bons taux de remboursement qu'elles sont visées en premier lieu mais aussi parce que :

dans les années 1990, une combinaison de preuves à l'effet que les femmes avaient de meilleurs taux de paiements et l'influence grandissante des «gender lobbies» au sein des agences d'aide et des ONG a mené à l'accroissement de l'emphasis mise sur le ciblage des femmes dans les programmes de MF comme un élément clé dans l'agenda néolibéral de la réduction de la pauvreté et de la politique des genres. (Mayoux, 2000 p.35)

Les femmes sont généralement plus pauvres et ne détiennent que 10% des revenus mondiaux et 1% de la propriété globale (D'Aoust *in* Macleod et O'Meara, 2007, p.287). Le microcrédit est donc destiné à ces dernières, dans le but qu'elles puissent enfin avoir accès à des

ressources financières et qu'elles puissent se sortir du cercle de la pauvreté. Cependant il nous semble intéressant à noter que ces données sur les revenus et la propriété démasquent une certaine réalité fondamentale des femmes. En effet, comme D'Aoust le mentionne,

(...) leur travail correspond également au deux tiers du travail mondial non rémunéré, et ce, alors que les femmes sont responsables de la culture de 50% de la production agricole mondiale (voire de 80% à 95% dans les cas d'agriculture de subsistance en Afrique et dans les régions les plus défavorisées) (D'Aoust, 2007, p.287).

Donc, puisqu'elles n'ont généralement pas de travail rémunéré et qu'elles n'ont habituellement pas accès au crédit dans une banque conventionnelle, le MC est pensé pour rencontrer leurs besoins socioéconomiques. (GB, 2007, site Internet officiel, «credit delivery system»).

Nous avons vu plus haut que l'une des critiques du MC est qu'il ne réussit pas à atteindre les plus pauvres des pauvres. M Maniruzzaman⁴¹ mentionne que les

«observers at first praised Grameen's supposed system of «joint liability» [...] precisely because it was thought that this led groups to exclude those unable to repay the loan on time – including many of the very poorest. Ironically, Grameen was later criticised for not reaching enough very poor people.» (Maniruzzaman, 2006, [en ligne])

La GB essaie donc de remédier à cette dernière critique et de cibler ce groupe. Pour y arriver, la banque a établi des critères de sélection qui ciblent cette clientèle particulière, tout en adoptant des mesures pour écarter ceux qui ne font pas partie de ce groupe. Selon Maniruzzaman, «it is highly admirable that nine out of ten of the new joiners comply with the means test⁴², which is tougher now than it was during classic Grameen.» (Maniruzzaman, 2006, [en ligne]). Donc même aujourd'hui, avec toute la compétition qu'il y a entre les

⁴¹ Maniruzzaman était le chercheur senior de Rutherford lors de son étude de la Grameen II.

⁴² Ce qui veut dire en fait que 9 des 10 nouveaux arrivants entrent dans la catégorie des «très pauvres» ou des «pauvres modérés».

différentes banques, ONG et institutions prêteuses au Bangladesh, la Grameen Bank réussit à atteindre les foyers et familles les plus pauvres.

Depuis quelques années, la banque a développé un nouveau projet appelé *Struggling Members Programme*, qui est destiné, comme dernier recours, aux itinérants qui quémandent dans les rues. Ce programme a été mis en place d'une part pour redonner dignité à ces derniers et leur permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Il a été créé, d'autre part, pour confronter «a sustained campaign that microcredit cannot be used by the people belonging to the lowest rung of poverty, as well as to reinforce the Bank's campaign that credit should be accepted as a human right.» (GB, 2007, site Internet officiel, «*Struggling Members Programme*»). Depuis la mise sur pied de ce programme (fin 2003), plus de 80 000 mendiants ont joint la GB. Un montant supérieur à 70 millions de takas⁴³ a été prêté et près de 45 millions de takas ont déjà été remboursés. (Yunus, 2006d, p.5). Le programme est différent de celui pour les membres réguliers :

- 1) «Existing rules of Grameen Bank do not apply to beggar members; they make up their own rules.
- 2) All loans are interest-free. Loans can be for very long term, to make repayment installments very small. For example, for a loan to buy a quilt or a mosquito net, or an umbrella, many borrowers are paying Tk 2.00 (3.4 cents US) per week.
- 3) Beggar members are covered under life insurance and loan insurance programmes without paying any cost.
- 4) Groups and centers are encouraged to become patrons of the beggar members.
- 5) Each member receives an identity badge with Grameen Bank logo. She can display this as she goes about her daily life, to let everybody know that she is a Grameen Bank member and this national institution stands behind her.
- 6) Members are not required to give up begging, but are encouraged to take up an additional income-generating activity like selling popular consumer items door to door, or at the place of begging.» (Yunus, 2006d, p.6)

L'objectif de ce programme est d'aider les gens qui en ont le plus besoin, non seulement économiquement, mais aussi moralement. Pour certains membres, la banque conclut des

⁴³ Le taka (Tk) est l'unité monétaire du Bangladesh. 1 dollar canadien équivaut à 65.22 taka (en date du 9 décembre 2007).

arrangements avec les magasins locaux pour que ses *struggling members* puissent se procurer du matériel ou des articles à vendre dans les rues. Et si le mendiant ne réussit pas à payer le vendeur qui lui a avancé les articles, la banque se charge de rembourser le vendeur (GB, 2007, site Internet officiel «*Struggling Members Programme*»). Donc, grâce à ce programme, ces gens peuvent vendre des produits au lieu de mendier, mais ils peuvent aussi faire les deux à la fois. Ils ne sont pas tenus d'abandonner la quête. Éventuellement, cet argent pourra les aider à se sortir de cette misère, à envoyer leurs enfants à l'école et enfin devenir des membres normaux et réguliers de la GB.

La GB offre aussi des bourses pour les enfants de leurs clients (32 380 enfants ont reçu ces bourses en date de septembre 2006). Ce programme est surtout destiné aux jeunes filles, pour que celles-ci puissent obtenir de meilleures notes et qu'elles terminent leurs études secondaires. Donc, contrairement à la critique de Meade⁴⁴, la GB essaie de garder les jeunes filles sur les bancs de l'école le plus longtemps possible et encourage fortement l'éducation. Des prêts sont aussi accordés aux étudiants qui désirent faire des études avancées (12 534 étudiants ont reçu ces prêts). (Yunus, 2006d, p.8). Ici encore, ce sont les jeunes filles qui sont privilégiées.

3.4 L'aide extérieure dont la Grameen Bank a eu besoin pour démarrer et comment elle a réussi à s'autofinancer

En général, même si les institutions de microcrédit ont de très haut taux de remboursement (à 99% pour ce qui est de la GB), ces institutions ont des coûts très élevés de transaction. On tend à le critiquer car cela fait en sorte qu'il est très difficile pour l'institution de devenir rentable. Or, pour avoir de si haut taux de remboursement, les activités (complémentaires au crédit) entreprises par les institutions sont très importantes. Par exemple, comme nous

⁴⁴ Au chapitre I, nous avons vu que Meade avait formulé certaines critiques envers le microcrédit. Notamment, celui-ci croit que puisque le MC est destiné en grande partie aux femmes, les jeunes filles seront encore pénalisées puisqu'elles devront quitter l'école plus tôt pour pouvoir aider leur mère à effectuer les tâches journalières.

l'avons vu plus haut, la GB prête à des groupes et leur donne une formation, elle les observe et les emprunteurs ont aussi des réunions obligatoires chaque semaine. Ces activités ne sont pas génératrices de profit et sont assez coûteuses pour l'institution. Toutefois, elles sont primordiales pour éduquer les emprunteurs au crédit. «The literature concludes that subsidy dependence is so high that with few exceptions even microcredit programs that have been operating for years are unable to function on their own.» (Khandker, 1998, p.7-8)

La GB a nécessité à ses débuts et durant ses premières années une aide extérieure. Nous verrons dans la section suivante les caractéristiques de cette aide. Ensuite nous examinerons plus en détails ce sur quoi porte la réussite financière de la banque, soit l'autofinancement.

3.4.1 Aide extérieure

Comme le microcrédit engendre un grand nombre d'activités qui ne sont pas génératrices de revenus, les institutions de microcrédit et les ONG oeuvrant dans le même domaine deviennent souvent dépendantes du financement extérieur, que ce soit d'une aide du gouvernement du pays, ou de fonds provenant d'aide bilatérale ou multilatérale. Pour ce qui est de la GB, elle a reçu de l'aide et des prêts de la Banque centrale du Bangladesh, mais aussi de différents bailleurs de fonds, tel que SIDA (Swedish International Development Agency) et NORAD (Norwegian Agency for International Development). Ces deux derniers avaient prêté des sommes à la banque avec un taux d'intérêt fixe de 2%. (Rahman, 1999, p.130). Il est aussi important de noter que de réduire sa dépendance envers les différents donateurs «is desirable not only for a program's sustainability but also for poverty reduction.» (Khandker, 1998, p.104). Ceci rejoint le débat entre viabilité financière et accessibilité. La MF comporte différentes approches sur le sujet de la dépendance envers les bailleurs de fonds. Un débat⁴⁵ a lieu entre les tenants de l'approche *welfariste* qui «insiste[nt]

⁴⁵ Souvenons nous des trois paradigmes de Mayoux. L'approche *welfariste* est simplement une autre appellation pour le paradigme de la réduction de la pauvreté (selon Mayoux) et l'approche institutionnaliste est caractérisée par celle-ci comme le paradigme de la viabilité financière. (Voir chapitre I, pp.20-23 ou le tableau de l'appendice E)

plutôt sur l'approfondissement de l'atteinte des plus pauvres par le programme de microfinance afin de soulager la pauvreté (immédiate) matérielle et immatérielle» et des institutionnalistes, qui prônent «la création d'institutions financières viables. Pour eux, l'objectif premier de la microfinance devrait être l'approfondissement financier.» (Roy, 2005, p.34-35). Khandker mentionne que pour que les programmes de microcrédit deviennent «fully financially self-sustainable, microcredit programs would need to charge rates of interest that would be too high for borrowers to bear given the level of profit they can expect to generate from their loans.» (Khandker, 1998, p.8). Cela dit, nous verrons comment la GB a réussi à s'autofinancer tout en étant en mesure d'instaurer un nouveau programme (le *Struggling Members Program*) qui atteint les plus pauvres des pauvres.

3.4.2 Autofinancement

La GB est rentable depuis déjà quelques années et les fonds extérieurs ne sont plus nécessaires pour lui permettre de maintenir ses programmes de microcrédit et d'élargir sa clientèle. Cela est dû à une série de facteurs. Dans un premier temps, notons que la banque a pris beaucoup d'ampleur au fil des ans. Dans les années 1990, elle a eu une expansion très rapide. En 1989, la banque était présente dans 15 073 villages et en 1994, elle l'était dans 34 913. (Khandker, 1998, p.87). Aujourd'hui, nous l'avons vu dans le tableau 3.1 (section 3.2.3 page 57), elle couvre plus de 80 000 villages. Cette croissance rapide est significative et conséquemment, le nombre d'emprunteurs se multiplie. D'ailleurs, depuis la mise en marche de la Grameen II, le nombre de membres a considérablement augmenté car les gens ont vu plusieurs avantages à joindre la banque : «la clientèle par antenne [centre] et par employé a fait accroître l'adhésion de 2,36 millions en mi-2002 à 4 millions en décembre 2004.» (Rutherford, 2006b, [en ligne]).

Selon Maniruzzaman, il y a trois explications principales derrière cette augmentation rapide du nombre de villages desservis et du nombre d'emprunteuses. Premièrement, il y a le succès des nouveaux services de dépôts, qui sont accessibles aux membres tout comme aux

particuliers. Deuxièmement, les produits offerts par la GB sont très attrayants (compte épargne retraite, assurance-vie, etc.). Enfin, la confiance que la GB avait en son nouveau programme l'a aidée puisqu'il y a beaucoup de compétition entre les différentes institutions de MC au Bangladesh. (Maniruzzaman, 2006, [en ligne]). Étant donné tous ces facteurs qui font que le nombre de membres augmente et que le taux de remboursement est aussi élevé qu'avant, les profits engendrés par les prêts augmentent. De plus, comme l'épargne est obligatoire, plus il y a de membres, plus la banque a de liquidités pour prêter à d'autres personnes. «Increasing lending also increases savings since 5 percent of each loan must be deposited.» (Khandker, 1998, p.101; voir aussi Rutherford, 2006, p.13). L'épargne est donc une autre source de financement non négligeable pour l'institution.

Dans un deuxième temps, il est intéressant de noter qu'à partir de 1991, suite à une augmentation des salaires dans le secteur gouvernemental, celui des employés de la GB a aussi augmenté considérablement. Afin de couvrir cette hausse des coûts de fonctionnement, la GB a dû augmenter les taux d'intérêts sur les prêts réguliers à vingt pourcent par année et ceux sur les prêts «hypothécaires» à douze pourcent sur dix ans. Ils étaient, entre 1983 et 1991 à 16 pourcent pour les prêts réguliers (un an) et les prêts «hypothécaires» (sur 10 ans) étaient de huit pourcent. (Khandker, 1998, p.106). Puisque cette montée des taux d'intérêts n'a pas fait chuter le nombre d'emprunteurs, on peut imaginer que les profits ont augmenté à leur tour.

Dans un troisième temps, il ne faut pas perdre de vue que les conditions agro-climatiques peuvent beaucoup influencer les besoins financiers d'une institution. D'ailleurs, dans les endroits où le climat n'est pas favorable, les banques traditionnelles ne sont pas intéressées à s'installer. D'une part, les coûts sont beaucoup plus élevés, et, d'autre part, ces dernières craignent que leurs clients ne puissent pas rembourser leur dette dans les termes convenus dû à des pertes engendrées par les conditions climatiques. Par conséquent, elles n'offrent pas de programme dans ces régions. Khandker ajoute que «in some locations, such as Bangladesh. loan recovery rates are highly conditional on weather, and financial intermediation is costly in areas with poorly developed infrastructure.» (Khandker, 1998, p.8). Cependant, même dans de telles régions, il est possible de prêter, simplement en ajoutant quelques instruments

adaptés à la situation. Par exemple, la Grameen Bank a des succursales dans des régions et des zones fortement à risque, où les inondations et les cyclones sont fréquents. Pour pallier à ces aléas climatiques, elle a mis en place des méthodes pour faciliter les remboursements et pour éviter la dépendance de fonds extérieurs, comme l'obligation d'épargner (dont nous avons discuté plus haut) et un système d'assurance prêt.

3.4.3 Survol historique de l'aide extérieure

Faisons maintenant un petit survol historique de la GB en ce qui a trait à l'aide extérieure qu'elle a reçue. Comme nous l'avons vu plus haut, en 1976, lorsque le projet du MC a commencé, la GB était entièrement subventionnée et a bénéficié du support de l'État et de banques commerciales du pays. Le projet était alors financé par une banque commerciale régionale et était supervisé par des étudiants du département d'économie de l'Université de Chittagong. De 1976 à 1979, ce furent quelques différentes banques commerciales qui les ont aidées à installer le projet dans des villages de la même région. En 1979, ils ont eu droit à une assistance financière de la Banque centrale du Bangladesh et ils ont pu reproduire l'expérience dans un autre district, celui de Tangail. Ensuite, de 1979 à 1982, ils ont reçu un support financier de l'International Fund for Agriculture Development (IFAD) et ils ont pu élargir leur sphère d'activités à trois nouvelles régions. Le projet est ainsi devenu national. À partir du 2 octobre 1983, le gouvernement a transformé le projet en une véritable banque spécialisée en MC et destinée aux pauvres des régions rurales du Bangladesh. (Yunus, 2006a, chap.22; Rahman, 1999, p.4)

Depuis ses débuts, la GB a fait des profits à chaque année, excepté en 1983 (année de l'ouverture officielle de la banque) et en 1991-1992, cette fois dû à des désastres naturels qui ont empêché les gens de rembourser leur dette selon les termes prévus. (Yunus, 2006d, p.3). Grâce à ses profits, la GB a pu réduire sa dépendance financière vis-à-vis les différents bailleurs de fonds au fil des ans. «Grameen Bank has been particularly successful in reducing foreign dependence. In 1992 more than 99 percent of Grameen's funding came

from foreign donors; by 1994 the figure had fallen to just 4 percent.» (Khandker, 1998, p.90)
 En 1995, douze ans après avoir reçu le titre officiel d'institution de MC⁴⁶, la GB a décidé de ne plus recevoir de nouveaux fonds extérieurs. Depuis, elle n'a pas demandé ni eu besoin de financement extérieur. «Last installment (*sic*) of donor fund, which was in the pipeline, was received in 1998.» (Yunus, 2006d, p.3)

Pour terminer cette section, il nous semble important d'ajouter que depuis la fin de 2004, «et pour la première fois, le montant des dépôts a dépassé celui des prêts.» (Rutherford, 2006b, [en ligne]). Les montants toujours croissants des dépôts sont plus que suffisants pour continuer l'expansion des programmes de MC et pour rembourser ses prêts. Aujourd'hui, la banque peut donc financer à 100% les prêts grâce à ses déposants. «Over 63 per cent of its deposits come from bank's own borrowers. Deposits amount to 124 per cent of the outstanding loans. If we combine both deposits and own resources it becomes 143 per cent of loans outstanding.» (Yunus, 2006d, p.3). Ceci est très encourageant et montre qu'après quelques années, une fois bien établies, les institutions prêteuses devraient toutes être en mesure de s'autofinancer grâce à l'épargne.

De plus, les nouveaux comptes épargne retraite Grameen (ERG) ont connu un vif succès, augmentant ainsi davantage l'épargne collectée. Beaucoup de membres considèrent ces comptes comme étant très avantageux, comme le meilleur placement, alors la demande est très forte. (Rutherford, 2006b, [en ligne]). Lorsque Rutherford et son équipe faisaient leur recherche sur le terrain et demandaient aux clients de la GB ce qu'ils pensaient de l'ERG, la réponse typique était : «Grameen aurait dû le faire il y a des années.» (Rutherford, 2006b, [en ligne]). L'équipe a aussi noté que sous la Grameen II, «le portefeuille d'épargne a beaucoup augmenté [...] de 146 m\$ mi 2002 à 344 m\$ fin 2004. [...] Le besoin qu'éprouvent les pauvres d'épargner a enfin été satisfait par la volonté de Grameen de leur offrir des véhicules convenables.» (Rutherford, 2006b, [en ligne]). Et selon eux, ceci est la plus grande réussite de la GB. Cette étude conclut en disant que :

⁴⁶ Titre qu'elle a reçu en 1983, par le Bangladesh, lorsqu'elle est devenue une banque spécialisée indépendante.

(...) l'amélioration de la performance bancaire est réelle, qu'elle est apparentée au plus grand attrait de la gamme de produits financiers conviviaux de Grameen II et à sa décision d'attirer des dépôts d'un montant plus élevé, ce qui a comme conséquence l'élargissement du portefeuille prêts et du nombre de membres. (Rutherford, 2006b, [en ligne])

Tout cela semble prometteur pour l'institution et son autofinancement ainsi que pour ses clients emprunteurs qui bénéficient de haut taux d'intérêt sur leurs dépôts.

3.5 Comment elle est structurée et autogérée

La GB n'est pas une institution gouvernementale⁴⁷. Toutefois, aujourd'hui, 6% des actions sont entre les mains de l'État. La banque «is owned by the poor borrowers of the bank who are mostly women. It works exclusively for them. Borrowers of Grameen Bank at present own 94 per cent of the total equity of the bank». (Yunus, 2006d, p.1). La majorité des emprunteuses possèdent des parts de la banque. Le fonctionnement est similaire à celui d'une coopérative. Les membres de la GB «hold shares and contribute to equity [...]». About 2 million members have bought shares valued at Tk 100 each, representing more than 90% of Grameen Bank equity». (Khandker, 1998, p91). Ces données nous proviennent de l'étude de Khandker qui a été produite il y a quelques années déjà. Puisqu'à cette époque il n'y avait qu'un peu plus de deux millions de membres, on peut s'imaginer qu'à l'heure actuelle, on a environ sept millions d'emprunteuses qui possèdent leurs parts. Les dividendes versés sont généralement matériels.

Nous veillons à garantir un bon rendement à nos emprunteurs-actionnaires, mais il s'agit souvent des prestations en nature, sous forme, notamment, de logements et

⁴⁷ Il convient toutefois de noter que durant les premières années et lors du projet-pilote, le gouvernement détenait des parts bien plus importantes qu'à l'heure actuelle. Comme nous l'avons mentionné plus haut, jusqu'en 1983, la banque n'avait pas de statut de banque indépendante. Et à ses débuts (en 1983), «le gouvernement [s'était octroyé] 60% des actions contre 40% pour les emprunteurs.» (Yunus, 2006a, p.217). En 1985, les parts changèrent encore une fois pour atteindre 75% pour les emprunteurs et 25% pour l'État. (Yunus, 2006a, p.222).

d'amélioration du niveau de vie. Nous [la GB] espérons un jour verser à nos emprunteurs des dividendes en espèces. Mais ce dividende en nature, qui améliore leur vie quotidienne, est beaucoup plus important. Nous pouvons également les faire bénéficier de réduction de nos taux d'intérêts. (Yunus, 2006a, p.149).

Nous avons déjà souligné plus haut que la GB veut d'abord et avant tout augmenter le niveau de vie de ses emprunteuses. En fonctionnant comme une coopérative ou une banque mutuelle, les profits reviennent aux emprunteuses.

En ce qui a trait au conseil d'administration, les emprunteuses-actionnaires y sont majoritaires (Yunus, 2006a, p.222). Les représentants des membres sont choisis suite à un processus d'élection dans les différents centres des villages et seulement des femmes sont admises pour le poste de représentante (Khandker, 1998, p.91).

Le professeur Yunus joue un rôle d'organisateur et de leader et amène des idées nouvelles. Il est «responsable for planning, designing, implementing, monitoring, and evaluating activities» (Khandker, 1998, p.91), mais les employés prennent les décisions sur le terrain. Par exemple, les gérants des centres sont responsables de leur territoire et peuvent organiser et même implanter des règlements pour leur centre. (Khandker, 1998, p.91). La GB a bien sûr une certaine hiérarchie, mais elle n'est pas une institution centralisée, ce qui lui permet une meilleure flexibilité.

«Initially, both Grameen Bank and BRAC⁴⁸ were composed of a head office and a few branches guided by the head office. As the organization grew, decentralization became critical for ensuring efficient decisionmaking at all operational levels. Zonal or regional offices were established when the number of branches increased, and the leadership gradually delegated more decisionmaking authority to these intermediate administrative units. Grameen Bank and BRAC thus did not decentralize deliberately; they did it so naturally as they grew.» (Khandker, 1998, p.91)

Selon Khandker, la structure décentralisée est la clé pour les institutions spécialisées en MC. (Khandker, 1998, p.34) Grâce à cela, le gérant qui travaille sur le terrain peut prendre

⁴⁸ BRAC, le Bangladesh Rural Advancement Committee est une ONG oeuvrant au Bangladesh et qui offre, entre autre, des services de microcrédit à l'échelle du pays.

plusieurs décisions. Selon Yunus, «dans un contexte trop rigide, il n'y a pas de place pour la créativité.» (Yunus, 2006a, p. 207). Et c'est justement grâce à cette pratique que plusieurs des 16 recommandations (voir l'appendice A) de la banque ont vu le jour. Le gérant de la banque a l'autorité d'organiser, de planifier et même d'élaborer certaines politiques, sans avoir ou en ayant une très faible supervision du directeur régional ou de d'autres supérieurs. «This devolution of many decisionmaking roles to the regional or zonal offices and the flexibility of the branch operations allow the head office and the central leadership to focus on broader issues of policy institutional development.» (Khandker, 1998, p.91) Le fait que la GB n'ait pas (ou n'ait plus) de structure hiérarchique fait en sorte qu'il n'y a pas de grandes différences entre les employés sur le terrain, les gérants et les superviseurs. Chacun y joue un rôle important, mais ils ont tous une certaine marche de manœuvre qui leur permet de s'ajuster à leur réalité. Cependant, pour que les programmes soient efficaces et que les gens sur le terrain puissent prendre de bonnes décisions, la GB a «an extensive training and executive development program that helps prepare and motivate its managers to plan, organize, and implement bank programs without extensive supervision from the head office.» (Khandker, 1998, p.35). Cet entraînement est très bénéfique pour les employés et facilite les diverses opérations.

Dans un autre ordre d'idées, nous avons pu observer, lors de notre séjour à la GB que malgré le fait que l'on soit en présence d'une majorité d'emprunteuses, il y a peu d'employés de sexe féminin. Rahman (1999) avait aussi constaté cela durant son étude. Parmi tous les centres et succursales que nous avons visités, nous n'avons rencontré qu'une seule gérante de succursale et une de centre; ce qui équivaut *grosso modo* à 6% (deux femmes sur 31). Trouvant ce pourcentage très bas, nous avons demandé à notre coordonnateur la position de la GB face à cette situation.

«We always try to find more women than men in the branch levels. Either it is for the branch managers or for the center managers. But it's pretty hard though. The socio economic environment still doesn't favor the women to work even in the grass root level. The changes seem to be quite inevitable but it's not a rapid one for sure. The thing is that our priority is to take as many women as possible but the drop out rate for them is quite high. We definitely have plans but the reality is very different than what it seems.» (Shaminur Rahman, 8 décembre 2007).

Il semble donc beaucoup plus facile de recruter des hommes que de recruter des femmes, encore aujourd'hui. Yunus renchérit par ces propos : «Dans la plupart des cas, si une fille se marie, sa belle-famille la pousse à quitter son emploi. Il n'est pas question qu'une fille aille flétrir sa réputation en battant la campagne. Et comment se défendrait-elle en cas d'agression?» (Yunus, 2006a, p.128-129). Nous discuterons de cet enjeu (travail des femmes) dans le chapitre suivant.

Nous avons pu voir dans ce troisième chapitre le fonctionnement et les rouages de la banque. Plus particulièrement nous avons discuté de la philosophie et du but ultime de la banque, soit de remédier à la pauvreté et de redonner la dignité aux pauvres. Nous avons aussi vu en détail l'histoire de la banque : de sa fondation en 1976 à la Grameen II - que l'on peut observer aujourd'hui. Ensuite, notre regard s'est porté sur le Grameencredit et nous avons vu que ce sont surtout les femmes qui bénéficient des services de la GB. L'aide extérieure et l'autofinancement de la GB ont été expliqués plus en détail. Enfin, nous avons observé la structure de la banque pour nous apercevoir que même s'il y a une forte hiérarchie, les employés de la banque ont tout de même une latitude pour prendre certaines décisions dans leur centre.

Avec cette présentation de la structure et du fonctionnement de la GB comme arrière-fond, le prochain chapitre portera sur l'*empowerment* des femmes à travers le microcrédit. Il fera état des résultats d'entrevues effectuées sur le terrain, tout en les comparant avec les résultats d'autres recherches sur le même thème. Les chapitres que nous avons vu précédemment nous ont aidé à comprendre le rouage de la banque et la position des femmes au Bangladesh. En gardant ceci en mémoire, nous pourrions mieux comprendre la position des emprunteuses ainsi que le degré d'*empowerment* qu'elles ont acquis.

CHAPITRE IV

ENJEUX DE L'EMPOWERMENT À TRAVERS LE MICROCRÉDIT

« On ne naît pas femme: on le devient [...] ; c'est l'ensemble de la civilisation qui élabore ce produit intermédiaire entre le mâle et le castrat qu'on qualifie de féminin. »

Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe II*, 1949

Suite à notre revue de littérature, nous avons pu constater dans les chapitres précédents une présentation générale du pays, de la condition des femmes bangladaises, ainsi qu'une analyse de la Grameen Bank. Ces données sont essentielles pour bien saisir l'évolution et les changements que vivent celles-ci. Comme l'a mentionné le professeur Yunus dans son ouvrage *Vers un monde sans pauvreté*, «les retombées du microcrédit ne sont pas seulement politiques et géostratégiques, mais également sociales» (Yunus, 2006a, p.196). C'est ce qui nous intéresse ici. Nous verrons dans cette quatrième partie les enjeux reliés à l'*empowerment* des femmes. Plus précisément en lien avec le microcrédit de la GB, notre étude de cas. Nous présenterons ici les résultats de nos entretiens⁴⁹. Ce dernier chapitre se verra donc analytique. Nous tenterons d'interpréter les résultats obtenus, tout en nous référant à notre cadre d'analyse. Nous nous appuierons aussi sur d'autres études couvrant le sujet pour renforcer nos propos.

Ce chapitre sera divisé en trois parties soit chacun des trois districts où nous avons séjourné : Rajshahi, Chittagong et Netrokona. Dans chaque section, nous donnerons d'abord un bref aperçu de la région puisque ces trois territoires sont différents sur plusieurs plans. Nous discuterons aussi sommairement du contexte et de la manière dont les entrevues se sont déroulées. Ensuite nous entrerons dans le vif du sujet et nous verrons les différents aspects abordés lors de nos entrevues avec les femmes. Nous présenterons ces trois régions, sans

⁴⁹ Voir l'appendice D pour les grandes lignes du questionnaire que nous avons préparé pour nos entretiens avec les villageoises.

toutefois avoir la prétention d'en faire une étude comparative. Nous ferons bien sûr certains liens, mais nous croyons que ces endroits sont tous particuliers.

Nous parlerons du respect dont bénéficient les femmes, de la motivation et des prises de décisions. Nous voulons savoir si les emprunteuses ont décidé de rejoindre les rangs de la banque de leur propre chef ou si elles ont été fortement influencées par leur famille. Suivant cette lignée, nous les avons aussi questionnées sur la prise de décision suite à leur engagement. Ont-elles plus de pouvoir? Ensuite, nous traiterons de l'accès au travail pour les villageoises et du contrôle qu'elles exercent sur les prêts. Suivra une section sur les rêves et les réalisations des emprunteuses. Nous discuterons ensuite brièvement des acquis des femmes (terrain, habitat, compte épargne-retraite)⁵⁰ et nous nous attarderons à la liberté de mouvement de ces dernières⁵¹. Enfin, en guise de conclusion, nous soulignerons la tendance qui émane de ces entrevues. Mais tout d'abord, faisons un retour synthétique sur la situation des femmes, le microcrédit et l'*empowerment* de celles-ci pour nous permettre d'observer les grandes lignes de nos résultats d'entrevues.

4.1 Bangladaises, microcrédit et empowerment

«Non seulement le microcrédit heurte la culture dominante de notre pays, mais encore il va à l'encontre de nos pratiques les plus pernicieuses, comme l'institution de la dot, les mariages de mineurs ou les mauvais traitements infligés aux femmes» (Yunus, 2006a, p.188). Nous avons vu au chapitre II que les villageoises au Bangladesh vivent presque exclusivement dans la sphère privée, ne se mêlant pas ou peu à l'économie marchande. Kabeer mentionne que

l'accès au microcrédit permet aux femmes de changer le regard qu'elles portent sur elles-mêmes et sur leur rôle dans les décisions familiales. Cet accès au crédit induit par ailleurs une diminution à long terme de la violence familiale ainsi qu'une augmentation des actifs féminins, surtout quand ces sommes servent à amorcer ou

⁵⁰ Pour les régions de Rajshahi et de Netrokona.

⁵¹ À noter que dans le district de Rajshahi cette question n'a pas été abordée.

accroître les activités lucratives de la femme elle-même, et ce, même si ce travail reste effectué largement à domicile (Kabeer, 2005, p.227).

Nous avons aussi pu remarquer que la plupart des femmes qui investissent leur prêt dans leur microentreprise effectuent leur travail à la maison. Rares sont les femmes qui osent intégrer la sphère publique. Dans la plupart des villages du pays, il est encore mal vu pour une femme de se promener seule, i.e. sans un homme – père, mari, fils ou frère – à ses côtés. Même si les femmes restent à domicile pour effectuer leur besogne, le MC instaure une contre-culture, notamment puisqu'il encourage les femmes à contribuer aux revenus du foyer, domaine autrefois (et dans bien des cas encore aujourd'hui) réservé aux hommes.

«In a situation of poverty and scarcity women suffer most in the traditional society of Bangladesh. The sanctification of motherhood, self-sacrifice, and obedience to the husband as head of the family leads to women putting their own interest last – always... Less educated in general than men their greater ignorance keeps them fearful of the outside world. They lack time and freedom from family duties to seek any remunerative employment outside the household» (Gerard, 1979, p.13, tiré de Kabeer, 2000, p.38).

Cependant, des changements dans la société commencent à prendre forme. Nous avons d'ailleurs pu observer que même lorsque les femmes donnent le prêt à un autre homme de la famille, le statut et le respect de celles-ci augmentent. Kelkar, DevNathan et Jahan, en sont arrivés aux mêmes conclusions : «Even in a situation where loans to women are handled by men, there is an enhancement of women's place within the household and she does acquire a greater status and even a say in household matters» (Kelkar, DevNathan et Jahan, 2004, p.5)

Lors de nos entrevues, nous avons pu percevoir que même si l'*empowerment* des femmes n'est pas toujours très élevé, il n'est pas inexistant non plus et tout porte à croire que les enfants des emprunteuses, grâce à une éducation plus poussée, auront plus de facilité. La majorité des femmes nous ont mentionné leur désir de voir leurs enfants terminer leur secondaire. Les femmes nous ont aussi signalé que leurs jeunes filles vont à l'école. Ce qui, en soi, est déjà une transformation majeure de la société. Il y a encore quelques années, les fillettes arrêtaient l'école beaucoup plus tôt que leurs frères, et ce, lorsqu'elles avaient la

chance d'y aller. Nous avons vu au chapitre II les statistiques montrant que les disparités entre les garçons et les filles ont été éliminées autant au primaire qu'au secondaire (Yunus, 2006b, p.11). Depuis les quinze dernières années, le Bangladesh «has made significant achievement, in terms of human, economic and social indicators» (Yunus, 2006b, p.11). On peut donc remarquer que petit à petit des changements se dessinent. Le MC n'a peut-être pas tous les mérites pour lui, mais il est certainement l'un des facteurs qui a entraîné ces bouleversements dans la vie des femmes bangladaises. Les jeunes filles qui sont aujourd'hui plus éduquées sont sûres d'elles, plus fortes et ont plus tendance à rechercher du travail à l'extérieur de la maison.

«In Bangladesh, a country where strong norms of purdah, or female seclusion, had always confined women to the precincts of the home and where female participation in public form of employment had historically been low, the apparent ease with which women appeared to have abandoned old norms in response to new opportunities went against the grain of what has been presented in the development literature as one of the least negotiable patriarchies in the world». (Kabeer, 2000, p.viii)

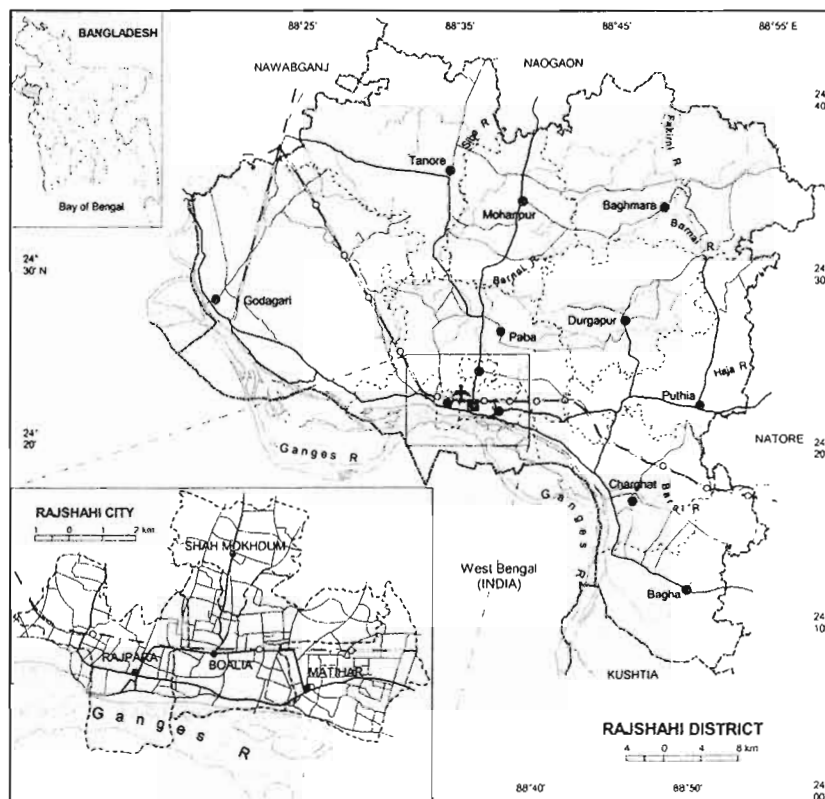
Si l'on se fie aux propos de Kabeer, ces transformations qui peuvent paraître anodines aux yeux de notre culture sont en fait beaucoup plus importantes qu'elles n'en ont l'air.

Après ce bref rappel sur la situation des femmes au Bangladesh et les grandes lignes de certains de nos résultats d'entrevues, voyons plus en détails ce que nous avons eu l'occasion de vivre et d'observer dans chacun des trois districts où nous avons séjourné.

4.2 Rajshahi

Le district de Rajshahi est situé à l'est du pays et légèrement au nord. Il partage ses frontières avec trois autres districts du pays, soit le Nawabganj à l'Ouest, Naogaon au nord et Natore à l'est. Au sud se trouve le fleuve Padma, mieux connu sous son nom indien : le Gange.

Rajshahi est situé dans la division⁵³ du même nom. Cette division est composée de seize districts et 23,2% de la population du pays y réside. Selon le recensement de 2001, 2 286 874 millions de personnes habitent ce district. L'économie rurale est prédominante dans cette région où 63% des travailleurs sont agriculteurs. (Banglapédia «Rajshahi Division», 2006).



On y cultive surtout du riz, du blé, du jute et des fruits tels que la mangue et les litchis. Cette région est aussi très populaire pour sa soie. Au 16^e et 17^e siècle, plusieurs marchands de l'Europe s'y sont installés pour la production de ce tissu et elle est, encore aujourd'hui, «called the city of silk.» (Naz, 2007, p.35).

Figure 4.1 Carte géographique du district de Rajshahi.

Avant notre arrivée là-bas, notre coordonnateur nous avait aussi parlé de la région. Il nous avait souligné un point qui nous semble intéressant à mentionner ici. Rajshahi est, selon ce dernier, une région assez conservatrice. Nous avons d'ailleurs pu nous en rendre compte rapidement car plusieurs endroits nous étaient défendus. Par exemple, nous n'avons pas eu le droit de nous rendre dans le *bazaar*⁵⁴, lieu autrefois (et encore dans bien des régions et

⁵³ Une division au Bangladesh équivaut plus ou moins à notre conception de province au Canada.

⁵⁴ Le *bazaar* est l'appellation au Bangladesh du marché. Le *bazaar* peut être permanent ou hebdomadaire. Les gens s'y rendent pour acheter les fruits, légumes, viandes, vêtements, etc. On y trouve de tout. Il y a aussi de petits cafés de rue où les hommes se rendent pour discuter et boire une tasse de *cha* (thé noir au lait et épices).

villages) tabou pour les femmes et réservé aux hommes. La directrice de la succursale nous a interdit de nous y rendre et nous a mentionné qu'elle ne s'y rendait pas non plus et que notre présence (féminine) ne serait pas bienvenue. Elle a ajouté que si nous avions besoin de quoi que ce soit, son mari ou le messenger de la banque pourrait faire les achats pour nous. Cette restriction a tout de suite poussé notre curiosité et élargi notre questionnement. C'est donc dire que même la directrice de la banque, éduquée (elle possède une maîtrise en économie) et qui doit se déplacer de village en village pour son travail, doit dépendre d'un homme pour ses besoins quotidiens les plus banals comme l'achat de riz ou de légumes. Sans compter qu'après notre deuxième journée là-bas, la directrice a reçu l'ordre (de la part du directeur de la zone) de ne pas nous laisser seule. En raison de ce nous ne devions nous déplacer sans un homme. Les jeunes femmes de la succursale nous ont demandé si nous pouvions effectuer notre travail dans de telles circonstances?

La région de Rajshahi est la première où nous avons effectué un long séjour. Nous n'étions pas encore tout à fait familière avec les méthodes et les procédures de la banque. Tous nos entretiens ont eu lieu dans les villages avoisinants la succursale où nous étions logée. Nos entrevues se sont déroulées pour la plupart dans les différents centres et/ou en compagnie des employés de la banque (à l'exception de deux qui ont eu lieu en privé chez les emprunteuses). Puisque les employés de la banque étaient toujours présents ou plus ou moins loin, les réponses des membres étaient extrêmement brèves, et nous ressentions un certain embarras à l'occasion. Naz (2006) semble avoir fait face à la même réaction de la part des emprunteuses lorsqu'elle était en présence des employés. «Initially on two occasions, I interviewed my respondents in front of GB staff and realized that the respondents are not comfortable answering questions.» (Naz, 2006, p.28). Par conséquent, nous avons omis de poser un bon nombre de questions d'ordre plus personnel par respect pour les femmes. Nous ne voulions aucunement les mettre mal à l'aise face aux employés (i.e. à l'autorité) de la banque. Toutefois, une des deux entrevues que nous avons effectuée à huis clos fut très révélatrice et la dame s'est exprimée librement. Nous avons dès lors pris conscience de l'impact, de la différence et de l'aise/malaise des répondantes en présence d'une tierce personne représentant l'autorité. Cela vient en quelque sorte renforcer ce que nous avons appris sur la culture et

que nous avons vu au chapitre II. Les femmes ne sont pas portées à prendre la parole devant des hommes ou des personnes d'influences de peur que des répercussions négatives surviennent.

Nous avons tout de même décidé de discuter de ces entrevues car nous trouvons intéressant de voir la dissemblance qu'il peut y avoir avec ou sans la présence d'employés de la banque. Puisque nous n'avons pas discuté de tous les sujets avec ces dernières, nous nous concentrerons ici simplement sur les grandes lignes qui sont ressorties à la suite de nos sept entretiens. Par conséquent, notre entrevue avec Aupi⁵⁴ (l'interview à huis clos) sera utilisée abondamment dans cette section puisque c'est elle qui nous a fourni le plus d'information. Dans ce district, la majorité de nos interviewées (Aupi, Faiza, Faria, Tanha et Meena) sont musulmanes. Samai et Fahmida sont, quant à elles, converties au catholicisme.

4.2.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions

Dans le district de Rajshahi, les femmes que nous avons rencontrées nous ont mentionné que suite à leur adhésion à la Grameen Bank, leur respect au sein de la famille et de la belle-famille avait augmenté considérablement. Une de nos interviewées, Tanha, l'exprime comme suit : «Je suis devenue plus importante car j'avais de l'argent. Mon mari et ma belle-famille m'ont encouragée à contracter de nouveaux prêts. Même mes voisins me respectent plus». Nous verrons que dans toutes les régions, ce sentiment de respect est évoqué par les emprunteuses. Cependant, une de nos répondantes, Aupi, nous a mentionné qu'avant d'obtenir le feu vert, cela lui a pris onze ans. Elle a tout de même emprunté pendant ces onze années, allant à l'encontre des restrictions familiales. Son mari et sa belle-famille n'étaient pas d'accord car ils croyaient qu'il était mal vu pour une femme de s'occuper des finances et de détenir un prêt en son nom. On pourrait faire un lien ici avec la théorie de Kabeer. Pour Kabeer, «la capacité d'action correspond au pouvoir personnel d'agir, de définir sa propre vie – y compris contre l'avis d'autrui» (Kabeer, 2005, p.212), ce qui était le cas pour Aupi

⁵⁴ Tous les noms ont été changés pour conserver la confidentialité des emprunteuses.

puisque'elle a agi à l'encontre des valeurs familiales et des coutumes pour faire ce qui lui semblait juste. Cette dernière nous a dit que c'est tout de même grâce à ces prêts qu'elle a finalement réussi à obtenir une certaine considération de la part de son entourage.

Aupi nous a raconté que c'est seulement lorsque sa première fille a atteint l'âge de 13 ans et que la famille a cru bon de la marier (pratique courante dans les villages, même si cela est contraire à la loi du pays et aux résolutions de la GB) que son statut d'emprunteuse fut enfin accepté. Son mari n'avait pas l'argent pour payer la dot ni aucun moyen d'amasser assez de fonds dans une courte période. Elle a donc pris l'initiative de contracter un nouveau prêt à la GB et c'est à ce moment que son mari et sa belle-famille ont vu l'accès à un emprunt comme une bonne affaire et l'ont encouragée à continuer. On peut se questionner à ce propos, car il est vrai que l'argent n'a pas été investi de manière profitable puisqu'aucun profit ne peut découler de ce prêt. De plus, selon les directives de la GB, les emprunteuses ne doivent pas dépenser leurs prêts pour de telles intentions. D'autant plus que la banque est contre le mariage des mineures et le versement d'une dot lors de cette célébration⁵⁵. Ce qui veut dire qu'Aupi a probablement dit qu'elle investirait l'argent dans sa microentreprise pour éviter des représailles du côté de la banque. Dans une telle circonstance, le paiement du capital et des intérêts se fait plus difficilement puisque l'argent n'a pas été injecté dans une activité rémunératrice. Rahman (1999) a remarqué que les prêts sont souvent détournés et qu'ils sont utilisés à d'autres fins que ceux qui sont annoncés dans la demande de prêt, ce qui est contraire aux règlements de la banque. Selon ce chercheur, la supervision ne se fait pas, et quand on remet des rapports, ils sont souvent biaisés, car les chefs de centres savent que les prêts n'ont pas été utilisés comme convenu (Rahman, 1999, p.109).

Du côté de la prise de décisions, on peut voir que Aupi fait preuve d'audace. Cependant, ce n'est pas le cas de toutes les femmes. Certaines femmes, comme Tanha et Fahmida, nous ont mentionné que leur mari leur avait demandé de joindre la banque et par conséquent, la motivation de devenir membre de la GB venait de leur mari.

⁵⁵ Voir les 16 résolutions de la GB, appendice A.

4.2.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts

Du côté de l'accès au travail et du contrôle des prêts, Aupi est celle qui a pris le plus de liberté. Elle a elle-même investi une partie des prêts dans son propre commerce et elle a aussi prêté de l'argent à des voisins ou des membres plus éloignés de la famille. Meena a aussi sa petite entreprise où elle élève quelques vaches. Fahmida, une jeune fille d'une tribu, travaille elle-même dans les champs et pratique l'agriculture. Les prêts de cette dernière ont été investis dans cette activité.

Les autres femmes ont, quant à elles, investi dans les *business* de leurs maris. Faiza nous a avoué qu'elle ne travaillait pas à l'extérieur et que son mari contrôlait toutes les finances. Quant à Faria, elle dit qu'elle s'occupe de l'argent car son mari et ses garçons ne sont pas très brillants, mais elle ne travaille pas non plus. Nous n'avons pas réussi à avoir plus de détails à ce sujet car un employé de la banque était avec nous, mais nous nous questionnons encore sur cet enjeu.

4.2.3 Rêves et réalisations

Lorsque nous avons demandé aux femmes quel était leur rêve, la réponse venait généralement très rapidement, mais elles répondaient toutes qu'elles espéraient que leurs enfants soient éduqués. Ceci est certes vrai, et même encourageant, mais nous avons tout de même essayé de savoir si elles n'avaient pas un rêve pour elles-mêmes. Cette deuxième question (les concernant) semblait beaucoup plus obscure pour ces dernières. Nous nous sommes ensuite souvenue d'un des propos de Talisma Nasreen⁵⁶ dans son livre *Femmes, manifestez-vous* :

⁵⁶ Talisma Nasreen est une Bangladaise d'origine qui a dû fuir son pays à cause d'une *fatwa* (condamnation à mort) émise contre elle, par des intégristes du pays. Cette femme a fait ses études en médecine, mais la littérature a toujours été sa passion et elle se consacre aujourd'hui à l'écriture. Elle a dû s'exiler après avoir écrit des propos considérés blasphématoires et avoir dénoncé l'oppression des femmes dans des chroniques de presse et dans son premier roman, *Lajja (La honte)*.

Je ne parviens pas à discuter plus de quinze secondes avec la plupart des femmes mariées. Dès qu'elles ouvrent la bouche, elles parlent de leur mari, des plats qu'il préfère, des vêtements qu'il aime porter. Elles n'ont rien d'autre à dire, aucune histoire personnelle à raconter. À travers ces propos, elles tentent de survivre socialement parce qu'elles croient ne pas avoir d'autre moyen de le faire (Nasreen, 1994, p.77).

Cette citation nous semble révélatrice. Et il est vrai que nous avons dû faire face à ce problème à maintes reprises. Plusieurs femmes nous parlaient de leurs enfants ou de leur mari. Lorsqu'on posait la question «quel est votre rêve?», les enfants devenaient le sujet de leur rêve. Et quand la question «quelle est votre plus grande réalisation?» était demandée, on entendait parler de l'entreprise de leur mari.

Par ces questions sur leurs rêves et leurs réalisations, nous essayions de découvrir si ces femmes avaient pu se réaliser et augmenter leurs capacités. Si l'on garde en mémoire un des éléments de la théorie de Mayoux sur l'*empowerment* féministe, «remettre en cause et changer la subordination liée au genre (le pouvoir sur)» (Mayoux, 1998, p.4), ces questions revêtent de l'importance. Les changements ne se font pas du jour au lendemain, ils nécessitent en général de longues périodes, mais les rêves peuvent justement être cette porte ou ce chemin vers ces transformations.

Encore une fois, ce fut Aupi qui partagea son rêve avec nous. D'ailleurs, c'est la seule femme que nous avons interviewée à Rajshahi qui fut capable de nous faire part de ses désirs. Son rêve est de quitter le village et de changer son style de vie. Comme les autres, elle veut aussi donner la meilleure éducation possible à ses enfants. Elle souhaite se trouver un emploi en ville et placer sa plus jeune fille dans un internat où elle pourra étudier, dormir et manger sans avoir aucune autre contrainte.

4.2.4 Acquis (terrain, habitat, compte épargne-retraite)

Seulement trois femmes de la région de Rajshahi nous ont fait part de leurs acquis. Aupi nous a mentionné qu'elle était la propriétaire de son terrain et de sa maison. Elle a même affirmé que c'est grâce à elle que sa famille peut vivre dans cette demeure, car c'est suite à ses emprunts à la GB qu'elle a pu se procurer tout cela. Toutefois, suite à la mort récente de son mari, Aupi n'a pas contracté de nouveaux prêts. Étant la seule source financière de la maison, elle préfère ne pas s'engager de ce côté. Elle a quand même gardé son compte épargne avec Grameen. Faria nous a aussi mentionné qu'elle possédait sa terre et sa maison. Quant à Tanha, elle a affirmé avoir un compte-épargne retraite à la GB où elle dépose 500 takas⁵⁷ par mois ce qui est considérable pour une villageoise. Cela nous laisse croire que ses affaires fonctionnent très bien.

4.3 Chittagong

Tout comme Rajshahi, Chittagong est situé dans la division du même nom. Ce district est situé en bordure de la baie du Bengale (à l'Ouest) et dispose du port le plus important de la région. Les marchands arabes ont commencé à s'y rendre dès le neuvième siècle. Souvent appelée la capitale commerciale, c'est aussi la première zone d'exportation du pays.

Contrairement à la première région que nous avons visitée, les emplois sont diversifiés. On retrouve beaucoup de gens dans les services et le commerce. Il y a tout de même, environ un tiers de la population qui travaille dans le domaine de l'agriculture. (Banglapedia, «Chittagong», 2006).

Cette région se distingue par ses montagnes et ses étendues d'eau. Outre la baie du Bengale, Chittagong est entourée de plusieurs districts. Au nord se trouve Feni, au nord-est

⁵⁷ En date du 14 janvier 2008, 500 takas équivalent à 7,43\$ canadiens.

Khagrachhari, à l'est Rangamati et Bandarban, et au sud, Cox's Bazar. La population en 2001 dépassait les 6,5 millions de personnes.

Nos entretiens avec les emprunteuses de la succursale de Chittagong où nous avons séjourné furent bien différents de ceux de Rajshahi. Premièrement, nous avons exprimé au directeur de la succursale notre désir de faire les entrevues en privé et sans le personnel de la banque car nous ne voulions pas reproduire la même erreur que dans le district précédent. Ce dernier a accepté. Il nous a toutefois conduite dans les centres des villages avoisinants et nous a présentée aux femmes lors de leurs réunions hebdomadaires. C'est lors de ces rencontres que nous avons choisi les femmes que nous allions interviewer. Nous avons posé quelques questions générales pour avoir une idée d'ensemble avant de faire notre sélection. Tout d'abord, nous nous sommes attardée sur leur adhésion. Notre échantillonnage⁵⁹ était basé sur un point important, nous voulions que les femmes soient membres de la GB depuis plus de

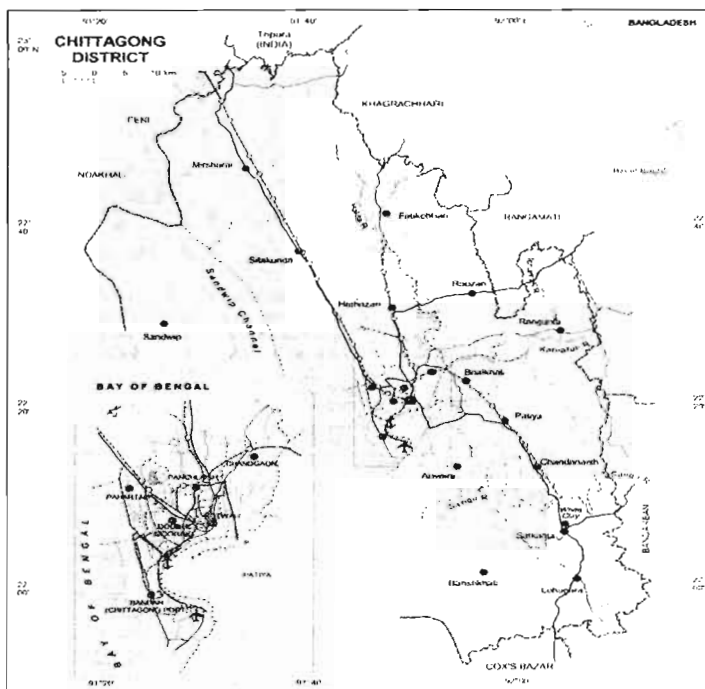


Figure 4.2 Carte géographique du district de Chittagong.

dix ans. L'idée derrière ce choix était de voir l'évolution et le cheminement de ces femmes. Nous voulions savoir si leur situation avait réellement changé. Un bon nombre de répondantes que nous avons choisies faisaient même partie de la banque depuis une vingtaine d'années. Ensuite, pour avoir un éventail diversifié, nous leur avons demandé dans quelle activité elles avaient investi leur prêt.

⁵⁹ À Rajshahi, trouver des membres qui avaient joint la GB plus de 10 ans auparavant a été un peu plus complexe car deux des centres où nous a amené la directrice de la succursale n'avaient que trois ans. Nous avons donc trois femmes : Fahmida, Samai et Faiza qui étaient membres depuis moins de 10 ans.

Nous avons visité trois centres durant notre séjour et nous avons procédé de la même façon à tous les endroits. Nous avons interviewé neuf femmes dont deux bouddhistes (Shoma et Lipy) et une hindoue (Protima). Les autres étaient toutes musulmanes (Habiba, Kadija, Nassima, Rohima, Maliha et Sofia).

4.3.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions

À Chittagong, les emprunteuses nous ont toutes mentionné qu'après leur adhésion, elles avaient obtenu plus de respect dans leur foyer et envers la famille et la belle-famille. Kadija, une jeune fille non mariée dans la vingtaine nous a dit qu'elle empruntait à la GB depuis environ dix ans. Elle a pris la décision de joindre la GB conjointement avec sa mère. Comme elle était pauvre, elle s'est dit : «Si je joins [la GB], je pourrai avoir un revenu et un statut économique plus élevé». Elle nous a avoué que plusieurs personnes se sont mêlées de l'affaire. Certains lui suggéraient de ne pas joindre la banque tandis que d'autres l'encourageaient à le faire. Elle a ensuite ajouté : «Peu importe ce que les gens disent, je veux joindre la banque car je veux sortir de la pauvreté» (Kadija, membre depuis environ 10 ans). Elle croit aussi que son pouvoir de décision a considérablement augmenté suite à son adhésion et qu'elle a plus de droits dans les décisions familiales (c'est-à-dire avec ses parents puisqu'elle n'est toujours pas mariée).

L'exemple de Shoma (membre depuis le tout début) est aussi très intéressant. Celle-ci nous a souligné sa reconnaissance envers la banque puisqu'elle est maintenant respectée de ses voisins et que son mari la respecte davantage. Elle a pu noter que l'attitude des gens dans la communauté a radicalement changé au fil des ans et que son statut s'était élevé considérablement. Elle a ajouté que certains voisins sont même jaloux car ses enfants sont plus éduqués que la plupart des jeunes du village qui étaient dans la même situation qu'elle il y a vingt ans. Elle affirme avoir réussi ceci grâce à la GB et aux conseils de ses employés.

D'autres femmes nous ont mentionné «[qu'elles] n'aurai[ent] pas autant de respect dans le foyer si [elles] n'empruntai[ent] pas» (Protima, membre depuis environ 15 ans). Ce qui est souvent en lien avec la motivation. C'est-à-dire que les femmes qui n'ont pas choisi de joindre la banque, mais qui ont été plus ou moins forcées par leur mari, sentent certes une reconnaissance, mais la façon dont elles nous le partageaient différait.

4.3.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, les femmes qui travaillent à l'extérieur sont plutôt rares, mais nous avons eu l'occasion d'en rencontrer quelques-unes à Chittagong. Lipy, une bouddhiste du village, nous a dit qu'elle cultivait la terre. Elle nous a indiqué qu'elle devait faire ce travail car son mari n'habite pas dans le village. Ce dernier occupe un emploi en ville mais vient visiter sa famille une fois par mois. Lorsqu'il est présent, Lipy et lui gèrent les finances ensemble. Elle lui montre ce qu'elle a fait et en profite pour lui demander des conseils. Elle nous a toutefois avoué qu'elle ressentait de la discrimination lorsqu'elle était sur la terre : «Quand je suis au travail, les hommes ne me regardent pas d'un bon œil. Je me sens alors gênée, mais je n'ai pas le choix si je veux prospérer.» (Lipy, membre depuis environ 6 ans). On peut faire un lien avec les recherches de Zaman (1996) sur le travail chez les villageoises bangladaises. Cette chercheuse en est arrivée au même résultat. «I found that villagers tend to socially denigrate those who work in the field» (Zaman, 1996, p.58). Dû à toute la pression sociale, il est difficile pour celles qui le désirent d'entrer dans la sphère publique. C'est souvent les plus pauvres qui brisent les règles culturellement admises car elles n'ont pas d'autres options pour survivre.

Dans un autre ordre d'idées, les femmes éduquées sont plus facilement en mesure de se trouver un emploi en dehors du foyer. Comme le témoignage de Shoma nous le révèle, sa fille a une bonne éducation (elle a étudié jusqu'en 10^e année) et elle a un travail intéressant. Elle occupe un emploi en ville pour une compagnie depuis déjà près de cinq ans et après dix ans à ce poste, elle recevra un bonus de 100 000 takas. Aujourd'hui mariée, son époux a

respecté son choix de continuer à travailler. Il lui a tout de même mentionné qu'elle pouvait quitter son emploi, que cet argent n'est pas nécessaire, mais comme elle désire poursuivre, il ne la force pas à arrêter. Notre interviewée, sa mère, en est très fière. Le couple s'est rencontré au travail. Son gendre était amoureux de sa fille et cette dernière avait aussi démontré un fort intérêt pour celui-ci. Les parents ont accepté l'offre de mariage puisqu'ils croient que si les deux personnes s'aiment, leur vie sera plus agréable que si la décision vient de la famille et que les époux n'ont aucun choix. Toutefois, Kabeer (2000) nous rappelle que le public n'apprécie guère cette intrusion des femmes sur le marché du travail expressément pour cette raison : les femmes sont en relations directes avec les hommes. Les religieux se plaignent que les hommes et les femmes pourraient tomber amoureux et ainsi les conduire vers des relations immorales (Kabeer, 2000 p.82-3).

Une autre emprunteuse, Rohima (membre depuis environ 25 ans), nous apparaissait comme une femme très sûre d'elle. Le ton de voix qu'elle utilisait était ferme et honnête. Malgré le fait que ce soit son mari qui l'ait motivée à joindre la banque, elle semble aujourd'hui en contrôle des finances. Elle nous a dit qu'elle avait investi une partie de ses prêts dans sa microentreprise (tapis en bambou) mais que dernièrement, elle avait acheté le terrain sur lequel repose sa maison. Elle est maintenant propriétaire. Il y a quelques années, elle a acheté un *rickshaw*⁵⁹ pour son mari, mais il est au nom de Rohima. Elle nous a aussi indiqué qu'elle accompagnait son mari (ou son fils) au *bazaar* pour vendre ses tapis et acheter les matériaux pour les fabriquer. Ces exemples que nous rapporte Rohima sont révélateurs des transformations, voire même de la remise en cause des valeurs et coutumes normalement acceptées. Nous pouvons percevoir à travers son récit que celle-ci pose des gestes qui sont inhabituels pour les villageoises et qui démontrent qu'un *empowerment* individuel commencerait à prendre forme.

Lorsque nous avons interviewé Kadija (membre depuis environ 10 ans), nous nous sommes aperçue qu'elle investissait l'argent elle-même lorsque les montants étaient peu élevés, mais que les plus gros prêts étaient transférés à son frère. Celle-ci n'est pas la seule emprunteuse

⁵⁹ Un rickshaw est une bicyclette à trois roues conduite par un homme comportant un grand siège qui permet de transporter des gens (deux à trois personnes en général) ou des objets.

que nous avons rencontrée qui donne ses prêts à un autre membre de la famille. Nous avons constaté que plus les montants sont gros, plus il y a de chances qu'un transfert s'effectue. Goetz et Sen Gupta l'ont aussi remarqué «lost of direct control seems to correlate broadly with increases in cash size of loan up to a certain point» (Goetz et Sen Gupta, 1996, p.51). Une autre emprunteuse, Habiba reçoit des montants assez élevés et elle les donne automatiquement à son mari. Les chercheuses Goetz et Sen Gupta (1996) ont noté durant leur étude⁶⁰ que la GB était l'institution où les femmes avaient le meilleur contrôle. Les auteures nous préviennent qu'une des causes derrière ce point positif pourrait être le fait que la GB prête, dans la plupart des cas, de plus petites sommes que dans les autres institutions du pays. De son côté, Rahman, arrive avec des résultats encore plus faibles⁶¹, mentionnant que plus de 60% des femmes donnent leur prêt à leur mari ou à un homme de la famille (Rahman, 1999, p.109).

La directrice adjointe qui s'occupe des stagiaires au bureau chef nous a mentionné que même lorsque les femmes donnent l'argent à leur mari c'est bien, et cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'*empowerment*. Elle a ajouté que l'homme n'avait probablement pas de travail avant et que par conséquent, l'emprunteuse donnait un emploi à son mari (ou frère). Vraisemblablement, cela ne cause aucun problème aux employés de la banque. À nos yeux, cette question est délicate. Il est certes vrai que cette dernière contribue au bien-être de la famille en agissant de la sorte, cependant, nous sommes aussi méfiante sur ce point puisque nous croyons que si l'argent n'est pas utilisé par l'emprunteuse et qu'un événement non prévu comme une maladie ou pire encore, la mort de la personne qui effectue le travail survient, comment est-ce que la femme peut continuer à prospérer, voire même manger à sa faim? Si celle-ci ne participe pas à la tâche et qu'elle ne connaît pas le processus, comment pourra-t-elle continuer et conserver la microentreprise? Et si c'est un emploi qui n'est pas acceptable pour une femme, comme la conduite d'un *rickshaw* par exemple, celle-ci devra trouver un autre moyen de gagner sa vie et devra lutter durement pour survivre. Un tel accident est arrivé à une des femmes avec qui nous avons eu un entretien. Nassima est

⁶⁰ Nous en avons discuté au chapitre I (voir p.36). Ces dernières ont observé et interviewé des femmes de trois institutions différentes au pays.

⁶¹ Nous avons aussi discuté de l'étude de Rahman au premier chapitre (voir p.36-37). Celui-ci a fait une étude la GB dans un seul village du pays.

aujourd'hui membre depuis 23 ans. Il y a environ dix ans, son mari est parti avec tout l'argent et le *rickshaw* qu'elle avait acheté pour lui. Elle nous a avoué que la vie était ardue pendant les deux années après son départ, et que même aujourd'hui, c'est difficile pour elle de survivre. Sans compter que son fils le plus âgé a dû arrêter l'école en cinquième année pour l'aider à la maison et gagner un peu d'argent. Il n'est pas rare dans les familles pauvres que les hommes divorcent leur femme pour pouvoir se remarier et ainsi recevoir une nouvelle dot. Kabeer illustre très bien cette situation:

«It has also been suggested that the rise of dowry contributed to the fragility of marital relations and increased incidence of divorce, separation and abandonment. This was particularly the case among poorest section, where social sanctions against such practices are weakest. While families from all strata have used the substantial assets acquired through the marriage of sons to secure or initiate greater diversification in their economic activities, frequent remarriage was a particularly profitable avenue of accumulation for men from the poorest households who were denied access to other sources of capital» (Kabeer, 2000, p.61)

Nassima nous a dit que son mari s'était remarié avec une autre femme, dans un village beaucoup plus loin. Elle sait qu'elle a des droits : «Je sais que je peux ouvrir un dossier contre lui, mais je n'ai pas l'argent nécessaire et ce que j'ai, je ne veux pas le perdre». (Nassima, membre depuis 23 ans). C'est entre autres pour cette raison que nous nous questionnons sur cette pratique, croyant que les prêts octroyés à une femme devraient être conservés et utilisés par cette dernière pour éviter que de telles situations malheureuses ne se produisent.

4.3.3 Rêves et réalisations

Plusieurs femmes de Chittagong nous ont partagé leurs rêves et réalisations. Ce fut très intéressant de les entendre nous raconter leurs accomplissements, surtout après avoir eu peine à obtenir quoi que ce soit des villageoises de Rajshahi. De ce point de vue, dans notre

échantillon de Chittagong, on peut dire que la majorité des femmes sont fières de ce qu'elles ont réussi et savent ce qu'elles veulent pour le futur.

Du côté des réalisations, la jeune Kadija nous a annoncé : «Avant que je joigne la Grameen Bank, ma famille était très pauvre. Et maintenant, nous sommes à l'aise. J'ai fait prospérer ma famille.» (Kadija, membre depuis environ 10 ans). C'est pour nous quelque chose d'important, puisqu'elle n'a pas simplement contribué au bien-être de la famille, elle l'a sortie de la pauvreté. Sa famille s'est hissée au-dessus du seuil de pauvreté grâce à son travail et ses investissements. Shoma abonde dans le même sens que Kajida pour ce qui est des réalisations. Ayant deux enfants, elle nous a aussi parlé de ceux-ci. Selon elle, son plus grand accomplissement est le mariage de sa fille dans une bonne famille, mais aussi l'éducation de ses enfants et bien sûr le fait qu'elle ait réussi à se sortir de la pauvreté. Elle a ajouté qu'elle était totalement satisfaite car elle peut manger à sa faim et qu'avant, elle n'avait rien, pas même un toit assez étanche pour empêcher la pluie de s'infiltrer dans sa demeure.

Pour d'autres femmes, comme Rohima et Sofia, leur plus grande réalisation est l'acquisition de leur terrain. Cela est tout aussi important puisque si l'on se souvient, une femme au Bangladesh n'hérite pas autant qu'un homme. De plus, si le terrain est à son nom, elle a une sécurité de plus puisque quoi qu'il arrive, elle conserve la propriété.

Du côté des rêves, pour celles qui nous en ont fait part, la majorité veut avoir plus d'argent ou un compte-épargne retraite à leur nom. Ceci est compréhensible puisqu'elles ont toutes vécu dans la misère et elles ne veulent pas revivre ce cauchemar. L'indépendance économique est souvent signe d'autonomie et une prise de pouvoir peut en découler.

Nassima, mère monoparentale, nous a mentionné qu'elle n'avait jamais rien accompli et que lorsque qu'elle croyait qu'elle était sur le point d'accomplir quelque chose, son mari l'a quittée. Toutefois, elle rêve de devenir couturière pour une industrie de vêtements.

Je ne peux pas le faire maintenant car je ne peux pas laisser mes enfants seuls à la maison. J'aimerais partir ma propre entreprise. Et puis, pour le moment, ma fille travaille dans une industrie de vêtements en ville. J'ai tout fait pour qu'elle puisse avoir l'emploi puisque je ne peux pas le faire moi-même. (Nassima, membre depuis 23 ans).

Habiba nous a aussi fait part d'un rêve. Ce désir qu'elle nous a partagé n'est pas le sien, mais bien celui de sa fille. Sa fille veut devenir médecin. Le problème selon Habiba c'est qu'elle ne peut en parler à personne car les gens du village vont jacasser à son sujet car ce n'est pas bien vu pour une femme d'être médecin. Ce récit nous semble révélateur et Zaman (1996) fait une mention à ce propos dans son ouvrage :

«My mother's family was relatively open to the idea of female education; as a result, my mother passed the qualifying test for medical school in Calcutta, but my grandfather did not allow her to study medicine on the ground that it was not an "appropriate" vocation for an unmarried Moslem woman at that time». (Zaman, 1996, p.35)

Encore aujourd'hui, il semble y avoir des réticences dans les villages en ce qui a trait à l'éducation des filles et à leur choix de carrière.

Bien que plusieurs femmes de Chittagong aient discuté avec nous d'une manière très positive en observant le futur avec confiance, ce n'est pas le cas de toutes nos interviewées. L'exemple de Maliha en témoigne. Nous avons eu peine à lui faire comprendre ce que signifiait «important» et elle nous a ensuite avoué qu'elle n'avait jamais rien accompli, qu'elle n'avait pas de terrain (ils ne sont pas propriétaires) et qu'elle n'a pas les moyens de payer une dot pour le mariage de sa fille. Quand nous lui avons demandé quel était son rêve, elle nous a répondu : «Même si je voulais quelque chose, je devrais demander à mon mari d'abord.» (Maliha, membre depuis 20 ans). Ceci nous fait prendre conscience que les femmes n'ont pas toutes les mêmes opportunités et que pour certaines, l'homme prend toutes les décisions. On aurait eu tendance à croire que ce sont les femmes qui sont membres depuis plusieurs années qui font le plus preuve d'*empowerment*, mais cet exemple nous fait prendre conscience que beaucoup de restrictions sont encore présentes.

4.3.4 Liberté de mouvement

Dans le district de Rajshahi nous n'avions pas posé de questions à ce propos. Nous avons cru bon de l'ajouter pour Chittagong et Netrokona suite à notre propre expérience lors de notre premier séjour. Nous voulions savoir si les femmes pouvaient sortir de chez elles sans problème et s'il y avait des endroits qui leur étaient défendus (comme le *bazaar* par exemple). La plupart des femmes nous ont dit qu'elles ne fréquentaient pas le *bazaar*. Seulement Shoma et Rohima nous ont signalé qu'elles y allaient à l'occasion. Rohima y va avec son fils ou son mari pour vendre ses tapis de bambou. Quant à Shoma, elle l'a traversé en notre compagnie pour nous conduire à la maison d'une autre emprunteuse. Elle s'est couvert les cheveux avec son sari pour le traverser et nous a avoué qu'elle y allait à l'occasion pour choisir ses vêtements. De plus, comme nous l'avons mentionné plus haut, la fille de cette dernière occupe un emploi en ville. Shoma n'y voit aucun problème. Elle a toutefois ajouté que si une fille sort de son domicile,

les gens disent de mauvaises choses à son propos. Et puis les femmes qui travaillent la terre sont traitées comme de mauvaises femmes. [...] Il y a des discriminations, quand les filles vont à l'école, elles se font agacer par les garçons et elles se font siffler. Cela devrait changer. Ma fille en a été victime. (Shoma, membre depuis environ 25 ans).

Kabeer a remarqué les mêmes problèmes lors de son étude :

«Women workers also had to deal with the unwelcome attentions of the men they passed on the streets on their way to and from work, attentions which ranged from leering, suggestive comments and abusive cat calls to more direct sexual overtures». (Kabeer, 2000, p.83)

Ce phénomène semble assez présent et c'est probablement un des facteurs qui freinent les femmes à fréquenter les endroits publics. «Il y a des endroits que j'aimerais visiter, comme le *bazaar*, mais je ne peux pas car je suis une femme.» (Maliha, membre depuis 20 ans).

Pour d'autres, comme Sofia, c'est son mari qui lui en interdit l'accès, considérant que ce n'est pas un lieu pour elle.

Dans ce district, nous avons personnellement eu l'occasion de nous rendre dans ce lieu tant inconnu et convoité des femmes. Le directeur de la banque nous a laissée y aller avec le messenger de la banque pour faire quelques petits achats. Nous avons été surprise de voir qu'il n'y avait rien de particulier à l'exception du fait qu'il n'y avait aucune femme et que tous les hommes présents nous observaient, intrigués.

4.3 Netrokona

Netrokona est situé au nord du Bangladesh et comporte une frontière avec l'Inde. Il touche aussi au district de Mymensingh à l'ouest, à Kishoreganj au sud et Sunamganj à l'est. Il fait partie de la division de Dhaka. Selon le recensement 2001, sa population s'élève à 1 988 188 personnes. Netrokona, tout comme Rajshahi, a une forte population agricole, soit environ 76% des travailleurs. La région dans laquelle nous avons séjourné était particulière par sa forte population «tribale»⁶². Le village que nous avons visité avait une grande concentration de personnes venant de deux tribus différentes: les Garo et les Hajong. Ces gens ne sont pas musulmans et n'ont pas les mêmes descendants. Leur langue maternelle n'est pas le bengali et leur style vestimentaire, tout comme leurs habitudes, est très éloigné de ceux des Bangladais. Ce facteur nous semble primordial puisque la dynamique du village où nous avons logé ne ressemblait en rien aux autres districts que nous avons vus plus tôt. Les femmes avaient une plus grande liberté de mouvement, autant les femmes «tribales» que les Bangladaises musulmanes ainsi que nous-mêmes. Elles se promenaient autant autour de leur résidence que dans le *baazar*. Certaines femmes tenaient même des kiosques où elles vendaient leurs produits. C'est un village où les opportunités d'emploi sont grandes puisque

⁶² Le terme tribal est utilisé par les Bangladais pour désigner les populations qui viennent d'une autre culture que la leur et qui ont des origines différentes. La plupart sont animistes ou bouddhistes. Ce terme n'est pas péjoratif pour nous. Nous reprenons simplement les mêmes termes que les Bangladais.

plusieurs organismes et organisations non-gouvernementales (ONG) de toutes sortes y sont présents.

La Grameen Bank oeuvre dans cette région depuis seulement trois ans, ce qui rend plus difficile pour nous l'observation des changements survenus depuis l'arrivée de la banque. Toutefois, nous avons eu ici aussi, la chance de rencontrer plusieurs femmes et nous avons observé la vie de tous les jours dans ce village où les Bangladais musulmans et les Bangladais issus des minorités se côtoient depuis des années.

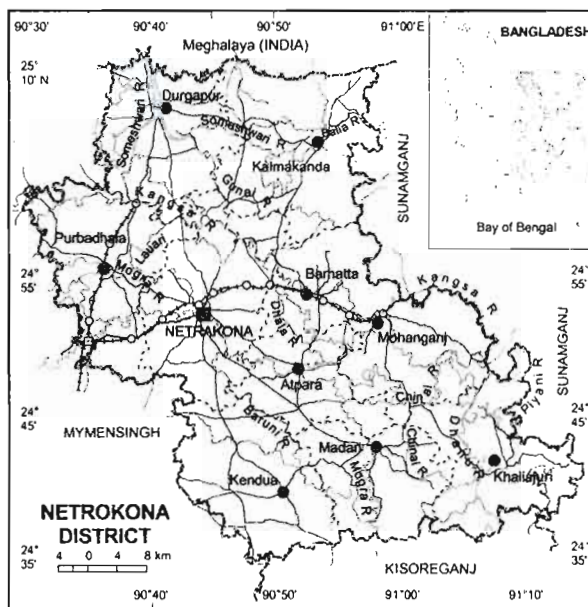


Figure 4.3 Carte géographique du district de Netrokona.

Le directeur de cette succursale nous a laissé une très grande liberté. Nous avons pu faire nos entrevues et nous promener d'un endroit à l'autre sans aucune restriction. Le premier jour, ce dernier nous a amenée à quelques réunions hebdomadaires, et ensuite, nous avons tout fait seule. Nous sommes même allée visiter les femmes dans leur demeure sans aucune aide des employés de la banque. Le mari d'une des emprunteuses que nous avons interviewée le premier jour (Babur) s'est montré très coopératif. Comme il connaissait très bien le village, c'est lui qui nous a guidée durant notre séjour. Nous avons décidé d'agir de la sorte puisque cela était possible et acceptable d'une part, mais d'autre part et surtout car cela nous distançait de la banque et de ses employés. Nous avons interviewé cinq femmes dans cette région et elles étaient toutes musulmanes.

4.3.1 Du respect, de la motivation et des prises de décisions.

Comme dans les deux autres exemples, les témoignages que nous avons recueillis à Netrokona sont très prometteurs quant à la question du respect. «Les gens me respectent davantage et comme je suis la leader du centre, les membres viennent me voir pour me poser des questions et me demander conseil. Cela me fait sentir bien et je sens mon statut s'élever.» (Nazmun, membre depuis 3 ans). Lima nous a mentionné qu'auparavant, lorsqu'elle allait chez des voisins, ceux-ci croyaient toujours qu'elle venait pour quémander, mais aujourd'hui, comme sa microentreprise fonctionne bien, ils savent que la visite est simplement amicale. Elle se sent donc plus respectée dans le voisinage. De plus, le centre où les réunions hebdomadaires se tiennent se trouve sur son terrain, et plusieurs femmes viennent chez elle pour avoir de l'information. Elle leur montre ce qu'elle fait comme travail et leur donne des conseils, ce qui lui permet d'avoir une plus grande confiance en elle.

À Netrokona, les femmes nous ont semblé très confiantes. Lorsque nous leur demandions ce qui les avait motivées à joindre la banque, elles nous ont presque toutes mentionné que le désir d'adhérer venait d'elles-mêmes et que la décision finale fut prise en couple. Lors des prises de décision, les femmes nous ont affirmé qu'elles partageaient leurs opinions avec leur famille et qu'elles étaient écoutées. «Maintenant les gens me demandent mon avis, même mon mari et lorsque nous avons des décisions à prendre, nous les prenons ensemble». (Maranda, membre depuis 3 ans). Les recherches de Zaman sur le travail des villageoises vont aussi dans ce sens. «While working in the village, I have noticed some interesting issues in terms of relations between women and men in poor peasant households. For exemple, gender roles tend to cut across culturally set boundaries.» (Zaman, 1996, p.92). Nous avons pu observer cela durant une de nos entrevues. Quand nous sommes allées visiter Lima pour l'interviewer, nous avons remarqué une belle complicité dans son couple. Cette dernière travaille le bambou et fabrique des tabourets. Nous avons eu la chance de la voir à l'œuvre. Son mari a aussi mis la main à la pâte pour l'aider à terminer plus rapidement. Ce dernier nous a mentionné qu'il avait tout appris de sa femme. Les deux semblaient avoir une très bonne coopération. D'ailleurs, fait anodin, lorsque nous sommes allée à leur demeure pour l'entrevue, il pleuvait. Nous avions notre parapluie et trois coins étaient décosus.

Babur (son mari) nous a offert de le réparer pendant que nous interviewions sa femme. Il a sorti ses fils et aiguilles et s'est mis au travail. (Mentionnons qu'il est inhabituel dans la culture qu'un homme sache coudre). Avant la fin de l'entrevue, il avait terminé et notre parapluie était comme neuf.

Nous avons obtenu des renseignements intéressants face aux changements dans les villages de la région grâce à Nazmun. Comme elle doit se déplacer de village en village pour son travail, elle nous a mentionné que depuis les dix dernières années, la vie des villageoises s'est améliorée positivement et rapidement dans la région. Du côté économique et financier, toutes les femmes, pas seulement de son village, mais de tous les villages environnants, travaillent. Comme la plupart des ONG oeuvrant dans le domaine de la microfinance prêtent aux femmes en général, les hommes savent que leurs femmes sont souvent la seule source financière de la famille. Selon Nazmun, ces femmes ont donc réussi à se construire une certaine autodéfense monétaire grâce aux différents organismes prêteurs.

4.3.2 L'accès au travail et le contrôle des prêts

Pour ce qui est du travail, un seul témoignage était négatif. Négatif au sens où cette dernière ne travaille pas (toutes les autres femmes travaillent soit pour leur propre entreprise, soit à l'extérieur). Néanmoins, nous ne pouvons pas dire qu'elle est inactive. Au contraire, puisque c'est elle qui contrôle son prêt. «Je m'occupe de tout et je gère les finances. Tous les jours, je loue le *rickshaw* pour 20 takas. Avec cet argent, je rembourse mon versement hebdomadaire. Mon mari me donne aussi de l'argent.» (Momena, membre depuis 3 ans). Même si ce n'est pas elle qui conduit le *rickshaw*, l'argent lui revient, c'est donc une entreprise rentable pour celle-ci.

Dans un autre ordre d'idées, nos répondantes semblaient contrôler leur propre prêt sans problème comme nous l'a montré l'exemple de Momena. Ici aussi, une seule femme semble avoir tout transféré à son mari. Avec son prêt de la GB, Rina (membre depuis 3 ans) avait

acheté un *tempo*⁶³ que son mari conduisait. Suite à un accident, ils ont perdu la voiture. Elle a donc subi une perte. Elle travaillait toutefois à l'extérieur, pour une compagnie qui faisait de l'exportation. Elle devait coudre des poupées qui étaient envoyées dans d'autres pays. Aujourd'hui elle n'est plus à leur emploi. Elle croit que les sommes qu'elle recevait pour les poupées étaient insuffisantes. Pour gagner sa vie, elle est maintenant ménagère dans une famille aisée du village.

4.3.3 Rêves et réalisations

Les réalisations sont nombreuses chez les femmes que nous avons interviewées. Bien sûr, comme dans la région de Chittagong, avoir sorti sa famille de la pauvreté nous a été mentionné. Mais Nazmun croit que c'est son travail qui est son plus grand accomplissement. «J'aide les pauvres. Je vais dans les cliniques des villages avoisinants et j'aide les femmes enceintes et les enfants. Je leur parle de vaccins et de planification familiale. Je me sens bien, les gens m'aiment.» (Nazmun, membre depuis 3 ans). Il est intéressant de voir que son travail la valorise, et elle n'est pas la seule, Lima abondait dans le même sens. Même si son emploi n'est pas du même ordre, elle en est fière. Quant à Rina, elle était un peu pessimiste : «Je n'ai jamais rien reçu quand j'étais jeune et j'ai grandi en étant constamment blessée». (Rina, membre depuis 3 ans). Somme toute, en posant d'autres questions, elle nous a avoué être aujourd'hui en mesure de parler aux étrangers, chose qu'elle n'avait jamais pu faire avant de joindre la GB.

Les rêves sont quant à eux liés à des acquisitions matérielles, comme une machine à coudre. Deux de nos répondantes (Rina et Maranda) ont souligné leur désir d'en posséder une pour démarrer une microentreprise. Les autres rêvent d'argent et de voyages, mais Nazmun voudrait recevoir une formation plus complète qui lui permettrait de faire beaucoup plus

⁶³ C'est une petite voiture qui sert de minibus dans les villages. On peut asseoir une dizaine de personnes à l'arrière. Cette voiture fait souvent la navette d'un endroit à l'autre dans le village ou va d'un village à l'autre.

d'interventions à la clinique. Ces désirs nous font sentir qu'elles savent ce qu'elles veulent, qu'elles ont des buts et ceux-ci ont de bonnes chances d'être atteints.

4.3.4 Liberté de mouvement

Comme nous l'avons mentionné plus haut, ce village était assez favorable à la vue des femmes dans les lieux publics. Nous avons pu nous promener de jour comme de soir sans aucun tracass. Même les villageoises se sentaient à l'aise de le faire, se promenant autant autour de leur résidence que dans le *bazaar*. Comme Nazmun (membre depuis 3 ans) travaille comme aide-infirmière dans une clinique itinérante, elle doit se déplacer à tous les jours. Elle nous a souligné que dans son village, «c'est sécuritaire, même le soir. En plus personne ne dira rien de mal.» Rina, une autre emprunteuse va elle-même au *bazaar* pour choisir ses propres saris.

Malgré cette ouverture de la part de la société, deux des cinq femmes que nous avons rencontrées ont montré une certaine hésitation face à la fréquentation du marché. Momena affirme ainsi, «puisque nous sommes musulmans, je ne vais pas au *bazaar*. J'aimerais bien, mais la culture et la religion dit que les femmes ne devraient pas y aller.» (Momena, membre depuis 3 ans). Maranda renchérit : «Je ne veux pas aller au *bazaar*, je suis une femme, si j'y vais, c'est embarrassant pour moi». (Maranda, membre depuis 3 ans). Ces deux exemples nous montrent que même si une portion de la société villageoise est favorable à l'entrée des femmes dans le domaine public, plusieurs personnes ne se sentent pas à l'aise avec cette nouvelle norme et préfèrent suivre les us et coutumes du pays.

4.3.5 Acquis (terrain, habitat, compte épargne-retraite)

Trois des femmes nous ont dit qu'elles possédaient un compte épargne-retraite et qu'elles y contribuaient à tous les mois. Nazmun nous a fait part de certains problèmes. Elle dit que pour pouvoir déposer de l'argent dans un compte, elle a dû demander un prêt d'abord.

J'ai dû contracter deux prêts. C'est ce qui est mauvais à la GB. Je n'en avais pas besoin [des prêts]. [...] C'est bien que l'on puisse ouvrir un compte d'épargne-retraite, mais on ne devrait pas être obligé d'emprunter. Imaginez que je ne suis pas dans un groupe de cinq, ils ne vont pas me laisser ouvrir un compte d'épargne-retraite. Ils vont me dire de joindre un groupe, de demander un prêt et ensuite je pourrai déposer.

Notre répondante trouvait cette situation fâcheuse, et avec raison, puisqu'en théorie, on n'a pas besoin d'être membre de la banque pour pouvoir y déposer⁶⁴. «Non-members, rich or poor, comprise, as before, Grameen II's second type of client. They may not borrow but may open savings or transaction accounts, similar to those offered at commercial banks, at the Grameen branch.» (Rutherford, 2006, p.11). À première vue, les dirigeants de cette succursale appliquent encore les anciennes règles de fonctionnement, malgré le fait qu'elle n'ait que trois ans d'existence. Nous n'avons malheureusement pas fait plus de recherche à ce niveau car Nazmun voulait garder l'information confidentielle. Nous avons respecté son choix et n'avons pas discuté de ce problème avec le directeur de la succursale.

4.5 Conclusion et interprétation

Nous tenterons ici de dresser le portrait et les tendances que l'on peut observer dans trois régions. Bien sûr, certaines divergences sont perceptibles entre les districts visités, certains étant plus conservateurs, mais on peut tout de même remarquer que malgré les différences, une grande ligne peut être tracée. Effectivement, ces entretiens nous révèlent que plusieurs

⁶⁴ Voir chap. III, p.64.

transformations ont commencé à prendre forme dans la société bangladaise. Nous pouvons affirmer qu'un *empowerment* est en train d'apparaître chez certaines emprunteuses. Les femmes développent peu à peu une plus grande confiance en elles, notamment grâce à l'augmentation du respect dont elles ont bénéficié suite à leur adhésion à la GB. Elles obtiennent aussi plus de poids dans les décisions familiales puisqu'elles sont maintenant une source financière nécessaire à bien des ménages. Elles peuvent ainsi se créer une autodéfense monétaire comme nous l'a signalé Nazmun. «Toutes les femmes vont travailler à l'extérieur, peu importe le type de travail, même si les hommes n'aiment pas ça. Car ils savent que les femmes sont la seule source de revenus pour leur famille.» (Nazmun, Netrokona, membre depuis 3 ans).

Cette sortie du foyer, jadis prohibée, est un premier pas marquant. Dans une société où les femmes ont toujours été confinées à rester dans la sphère privée et à ne s'occuper que des choses internes, comme la cuisine et le lavage, prendre part à une activité économique revêt une importance significative. Comme Kabeer (2005) l'a souligné, même si le travail reste effectué à l'intérieur, si les femmes investissent leur emprunt dans une activité rémunératrice qu'elles contrôlent, leur statut se voit augmenter et leur parole s'accroît aussi. D'autre part, ceci peut contribuer à changer le modèle de subordination et de dépendance des femmes. Celles-ci peuvent ainsi devenir un peu plus autonomes face à leur mari car elles n'ont plus besoin de dépendre de ce dernier pour subvenir à leurs besoins. En contribuant économiquement aux revenus familiaux, non seulement elles deviennent plus autonomes, mais elles renversent aussi les rôles normalement acceptés. Par conséquent, on peut voir le début d'un *empowerment* individuel prendre forme suite à l'accès au crédit des femmes.

Comme nous l'avons vu au chapitre I, selon Kabeer, l'autonomisation ou l'*empowerment* est un processus centrifuge qui prend ses racines chez les individus d'abord pour ensuite s'étendre sur l'entourage. (Kabeer, 2005, p.215). C'est un peu ce que nous avons pu constater. Certaines des femmes avec qui nous avons échangé ont une estime d'elles assez élevée (on peut penser à Aupi de Rajshahi, Rohima et Shoma de Chittagong ou à Nazmun de Netrokona). Leur ton de voix était ferme et plein d'ambition. Ayant sorti leur famille de la pauvreté et possédant maintenant leur terrain, elles ont une plus grande confiance en elles.

Elles font preuve d'audace et n'ont pas peur de prendre leur place ni de sortir en public. Leur liberté de mouvement est grande et tout porte à croire que les autres femmes vont tranquillement suivre cette attitude. Sans toutefois avoir la prétention de les comparer avec des femmes des pays occidentaux, nous croyons qu'un *empowerment* est déjà présent chez elles.

Bien sûr, les femmes ne se situent pas toutes au même niveau et nous avons remarqué que ce n'est pas nécessairement une question d'années. Par exemple, Maliha qui est membre de la GB depuis vingt ans ne jouit pas de cette indépendance. Son mari lui a dit de joindre la banque et elle lui remet l'argent des emprunts. C'est lui qui prend toutes les décisions dans la maison. Malgré cela, elle nous a avoué qu'elle n'était pas respectée avant de devenir membre et qu'aujourd'hui la situation a changé : son mari la considère davantage.

Les femmes ont toutes témoigné que leur respect a été accru grâce à leur contribution financière. Pour beaucoup d'entre elles, cela a eu des répercussions positives à bien des égards, premièrement dans les affaires familiales où elles peuvent maintenant s'exprimer. Souvenons-nous que les Bangladaises villageoises sont censées être dociles et accepter les décisions de leur conjoint (voir chap II, p. 51). L'augmentation du respect semblait intimement liée aux prises de décisions. Deuxièmement, dans leurs rapports avec le voisinage, elles sont aussi plus respectées car les gens ne craignent plus qu'elles se déplacent pour quémander de l'argent.

L'accès au travail et le contrôle des prêts était en général présents chez nos interviewées. Peu de femmes ne participaient à aucune de ces étapes. La plupart avaient une microentreprise et géraient les finances conjointement avec leur mari. Certaines faisaient presque tout elles-mêmes. Cela nous montre aussi que les villageoises qui empruntent à la GB commencent à avoir de plus en plus de pouvoir. Toutefois, nous avons remarqué que lorsque les montants des prêts sont considérables, il arrive souvent que cet argent ne reste pas entre les mains des femmes. À l'occasion, elles en conservent une partie et donnent l'autre à leur mari, et quelques fois, le montant total est transféré au conjoint. Rappelons-nous la jeune Kadija de Chittagong, son témoignage est révélateur. «D'abord j'ai reçu un prêt de 4 000 takas que j'ai

investi dans du bambou pour faire des tapis. Ensuite, j'ai reçu un autre prêt et j'ai acheté un bébé agneau. Maintenant j'ai un prêt de 40 000 takas car mon père a acheté un terrain avec un étang pour pêcher.» (Kadija, membre depuis environ 10 ans). Selon nous, il serait approprié d'investir un peu de temps sur cette question et d'encourager les employés de la GB à discuter de ceci avec les emprunteuses.

Enfin, de plus en plus de femmes possèdent leur terre et leur demeure. Sans encore être la majorité des emprunteuses, nous sommes d'avis que cette évolution revêt beaucoup d'importance. En ayant accès à la propriété, elles protègent ainsi leur futur. Nous présumons aussi que les chances de divorce seront diminuées par le fait même puisque les acquis financiers sont entre les mains de la femme. Ainsi, les hommes n'auront plus intérêt à se divorcer pour se remarier et contracter une nouvelle dot. Quant aux comptes d'épargne retraite de Grameen, ils sont aussi une source d'autonomie pour les femmes. Elles peuvent assurer leur futur et économiser pour des dépenses importantes ou nécessaires. Cela leur promet une indépendance monétaire pour les jours plus difficiles.

À la lumière de ces entrevues, nous jugeons que ces femmes ont déjà franchi un grand pas. Certes, il reste du chemin à faire pour que toutes puissent en bénéficier comme nous l'ont démontré certaines de nos répondantes. Néanmoins, plusieurs de nos interviewées semblaient sûres d'elles et toutes nous ont avoué avoir gagné le respect de leur belle-famille et de leur conjoint suite à leur adhésion. Ainsi, nous concluons que le MC peut avoir des effets positifs sur la vie des femmes bangladaises. De plus, nous sommes portées à croire que ces impacts seraient encore plus significatifs si des mesures précises étaient prises pour favoriser l'*empowerment* des emprunteuses.

CONCLUSION

Comme nous en avons brièvement fait mention au chapitre I, différents paradigmes existent en microfinance (MF) (viabilité financière, réduction de la pauvreté et *empowerment* féministe) et chacun traite de l'enjeu sous une perspective distincte. Pour cette recherche, nous avons décidé d'analyser le microcrédit (MC) sous un angle précis, soit celui de l'*empowerment* féministe. Même si la Grameen Bank (GB) se donne comme premier mandat de mettre fin à la pauvreté et non d'encourager l'*empowerment*, il n'en reste pas moins que l'institution affirme aider les femmes à ce niveau aussi. Ce paradigme nous a servi de modèle lors de nos entrevues, mais aussi pour nos analyses. Notre principale question de recherche portait sur l'*empowerment* chez les femmes bangladaises qui empruntent à la GB. Nous avons aussi tenté de voir sur quoi reposait la réussite financière de l'institution.

Les plus récentes recherches effectuées sur la GB démontraient des résultats plus encourageants que celles des années 1990. Cependant, même les études des dernières années mentionnent que pour arriver à un *empowerment* économique, politique et social, du travail reste à faire. Il importe de se rappeler le contexte historique dans lequel émerge le Bangladesh après son indépendance et le statut des femmes à l'époque. Le chapitre II nous a donné une idée générale de la situation que vivent les Bangladaises au jour le jour. Nous avons pu voir qu'encore aujourd'hui, le patriarcat est très présent et les femmes sont encore majoritairement exclues de la sphère publique. La conjoncture actuelle, marquée par la présence des institutions de MC dans le pays semble toutefois laisser un peu plus de place aux femmes. La GB ainsi que les autres institutions oeuvrant dans le secteur financier ont entraîné des changements dans la société en prêtant aux femmes. Autrefois, cela était inconcevable. Les banques conventionnelles ne prêtaient pas aux femmes craignant leur incapacité de rembourser.

La GB a fait évoluer le secteur financier du pays, non pas en suivant le modèle déjà établi, mais bien grâce à sa mission particulière de mettre fin à la pauvreté. Nous avons vu au

troisième chapitre tout ce qui touche à la structure de la banque et à sa fondation. Nous nous sommes penchée sur le fonctionnement de la GB et sur sa réussite institutionnelle. Il est intéressant de se rappeler ici que 97% de ses emprunteurs sont des femmes pauvres et que la plupart possèdent des parts et sont, par conséquent, propriétaires de la banque. En contrepartie, nous avons remarqué que le nombre de femmes travaillant pour la banque est relativement bas. Serait-ce parce qu'il est encore difficile pour une femme de travailler à l'extérieur de chez elle et de devoir se déplacer tous les jours d'un village à l'autre? Ou serait-ce parce qu'une fois mariée avec des enfants, leurs tâches domestiques deviennent trop lourdes et elles doivent quitter leur emploi dû au faible investissement de la part de leur conjoint dans la sphère privée?

Notre dernier chapitre, portant sur les résultats de notre recherche, témoigne du chemin qui reste à parcourir avant que l'on puisse considérer les emprunteuses comme étant totalement autonomes et en mesure de prendre des décisions. Nous avons remarqué que la présence des employés de la banque ou d'un membre de la famille affectait beaucoup les réponses que les femmes nous transmettaient. Tandis que lorsque nous étions seule avec elles, la confiance s'établissait plus rapidement et elles devenaient à l'aise en peu de temps.

Sans reprendre systématiquement les conclusions de notre quatrième partie, voyons tout de même les grandes lignes. D'abord, il convient de se rappeler que toutes les femmes ont mentionné être plus respectées depuis leur adhésion à la banque. Ceci est très important et nous sommes de l'avis que le respect est une des premières avenues pour l'*empowerment*. Puisque leur considération augmente, leur estime d'elle-même a de fortes chances d'augmenter à son tour, ce qui peut leur permettre de s'affirmer davantage et de prendre une place plus marquée dans les prises de décisions.

Les femmes ayant des enfants en bas âge désirent investir dans l'éducation de ces derniers pour qu'ils puissent bénéficier d'une meilleure position qu'elles. Quant à celles qui ont des enfants plus âgés, beaucoup nous ont dit que leurs jeunes avaient fait ou, commencé du moins, leurs études secondaires. Ce point nous semble aussi pertinent puisque le pouvoir vient généralement avec l'éducation. Ceci nous porte à croire que leurs enfants pourront

jouer d'une meilleure vie étant moins vulnérables et plus au fait des lois et règlements existants.

Certaines femmes, par leurs actions (par exemple, la fréquentation du *bazaar* ou le travail de la terre) remettent en cause les normes socialement et culturellement établies. Ces femmes ne sont toutefois pas majoritaires, elles restent encore des exceptions. En effet, beaucoup de femmes étaient réservées et n'étaient pas en mesure de nous partager leurs réalisations ou leurs rêves pour différentes raisons. Peuvent-elles être considérées comme étant tout à fait maîtres d'elles-mêmes? Sans compter que les femmes propriétaires de leur terrain sont aussi très rares et que beaucoup de femmes contribuent à des comptes épargne-retraite au nom de leur mari ou d'un fils. Mentionnons aussi que plusieurs emprunteuses ne gèrent pas leurs emprunts. En effet, un bon nombre de nos interviewées nous ont dit investir l'argent dans la microentreprise de leur mari. Tout cela soulève plusieurs questions concernant la pratique du microfinancement. Est-il acceptable de prêter à quelqu'un qui donnera le montant de son emprunt à une tierce personne? Sachant que c'est l'emprunteur qui est responsable du prêt, peut-on accepter cette pratique? Si des problèmes surviennent, est-ce la personne qui a un engagement avec la banque qui devra en subir les conséquences?

Certains auteurs prônant le microcrédit affirment que cet outil ne peut pas régler tous les problèmes à lui seul (Daley-Harris, 2006). D'autres chercheurs vont plus loin et ajoutent que les pauvres ont besoin de beaucoup plus que du crédit et qu'il est simpliste de croire que l'on peut éradiquer la pauvreté simplement avec le microcrédit.

«[These are] severe limitations of such a simplistic approach to poverty alleviation, but do not mean that credit is not useful to the poor people. The problem lies in the approach taken. To start with, poverty is conceptualised (*sic*) extremely narrowly in this approach – in terms of income only. Once income is the only focus, the view taken is that small amounts of credit provided to poor people would help them raise their incomes, leading to poverty alleviation and improving living conditions. But poverty is a comprehensive concept, which has to do with all aspects of life living, involving both the basic material needs (food, clothing, housing, etc.) and the basic human needs (human dignity, human rights, human capability through education and health, finer values of life, socio-economic equity, moral values, participation in all processes of social transformation, etc.)» (Ahmad, 2007, p.48-49)

Même si le crédit ne peut pas résoudre tous les maux, il peut néanmoins, être un des éléments engendrant un premier pas vers un avenir meilleur pour les pauvres. De plus, les trois paradigmes énoncés par Mayoux, et résumés en introduction, nous montrent que chaque approche tend vers des buts et des résultats différents. Certains chercheurs, abondant dans le même sens, ont su démontrer que l'approche utilisée par une institution est en lien direct avec les impacts sur sa population (Roy, 2005). En effet, le paradigme de l'*empowerment* féministe vise la participation des emprunteuses et «est fondamentale tant sur le plan de la réduction de la pauvreté qu'en matière d'*empowerment*⁶⁵.» (Hofmann et Marius-Gnanous, 2003, p.12). Cela nous porte à croire qu'il est possible d'obtenir des résultats sociopolitiques si des mesures sont prises pour arriver à cette fin. Puisque le MC est de plus en plus souvent vanté comme une des solutions pour venir à bout de la pauvreté dans le monde, nous croyons qu'une attention particulière devrait être portée sur l'approche participative ou, comme nous l'avons appelé dans cette recherche, l'*empowerment* féministe.

Les grandes institutions internationales telles que l'ONU et la Banque mondiale ont largement loué les bienfaits de cet outil de développement. À l'heure actuelle, des institutions de MF se retrouvent sur tous les continents, y compris en Europe et en Amérique du Nord. Plusieurs types d'institutions peuvent être identifiées. La GB a partagé son expérience avec plusieurs pays grâce à son fonds populaire, le Grameen Trust. Les fonds recueillis par la Grameen Trust servent à donner de la formation et de l'assistance technique aux pays qui voudraient instaurer une réplique de la GB chez eux. «Actuellement, des programmes de crédit du type Grameen sont transposés dans cinquante-huit pays sur tous les continents.» (Yunus, 2006a, p.230), c'est-à-dire que les caractéristiques principales de Grameen figurent dans le projet. Comme nous avons pu le voir dans le chapitre III, ils devront «impérativement démarrer leur expérience avec les 25% les plus pauvres de la population, en se concentrant sur les femmes les plus déshéritées.» (Yunus, 2006a, p.229).

À la lumière de ce que nous avons pu observer durant cette recherche, certaines remarques ou propositions nous semblent évidentes. D'une part, il pourrait être utile que la GB intègre de manière plus explicite quelques éléments du paradigme de l'*empowerment* féministe pour

⁶⁵ Ce sont les auteures qui soulignent.

pouvoir pallier non seulement à la pauvreté, mais aussi à une amélioration significative du statut des femmes.

Nous sommes de l'avis que lors de la formation des employés, il serait intéressant qu'un programme traitant de l'égalité de genre soit instauré afin que ces derniers puissent prendre conscience de toute l'ampleur de la problématique et afin d'éviter de reproduire les mêmes relations de pouvoir avec les emprunteuses. Un tel programme pourrait leur permettre de mieux comprendre la réalité des femmes villageoises, mais aussi donner des outils aux employés pour aider ces femmes à prendre confiance en elles et leur faire réaliser tout leur potentiel. Les employés pourraient s'assurer que tous les membres soient en mesure de s'exprimer librement (du moins durant les réunions hebdomadaires au centre) et que toutes les voix soient entendues. Les travailleurs pourraient ainsi contribuer à augmenter la participation des femmes, tout en tenant compte de leurs besoins.

D'autre part, il pourrait être utile d'avoir une vérification plus rigoureuse de l'utilisation des prêts au sens où les directeurs de centres devraient être plus présents. Toutefois, un tel suivi pourrait être envisageable de manière à ne pas enlever de pouvoir aux emprunteuses, ce qui produirait l'effet contraire de notre intention. Puisque les emprunteuses sont généralement peu éduquées, de simples conseils pourraient déjà faire une différence. D'ailleurs certaines femmes qui étaient membres depuis le tout début nous ont mentionné avoir pu profiter de ce type d'aide.

Enfin, comme le suggérait notre hypothèse de départ, les femmes qui empruntent à la GB ont vu certaines améliorations de leurs conditions de vie et plusieurs semblent sur la route de l'*empowerment*. Des transformations dans la société ont déjà vu le jour ce qui nous permet de suggérer en conclusion que le MC est un instrument prometteur pour les Bangladaises. En effet, l'utilisation du MC semble faire partie d'un processus d'*empowerment* qu'il sera important de mieux comprendre avec des analyses futures.

APPENDICES

APPENDICE A

Les «seize résolutions».....	111
------------------------------	-----

APPENDICE B

La préface de l'auteur: <i>Vers un monde sans pauvreté</i>	112
--	-----

APPENDICE C

Method of action	113
------------------------	-----

APPENDICE D

Questions d'entrevues	114
-----------------------------	-----

APPENDICE E

Tableau présentant les trois paradigmes principaux en MF selon Mayoux.....	115
--	-----

LEXIQUE	117
---------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	119
--------------------	-----

APPENDICE A

Les «seize résolutions»

1. Nous respecterons et appliquerons les quatre principes de la Banque Grameen : discipline, unité, courage et travail assidu, dans tous les domaines de notre vie.
2. Nous apporterons la prospérité à nos familles.
3. Nous ne vivrons pas dans une demeure délabrée. Nous entretiendrons nos maisons et aspirerons à en bâtir de nouvelles le plus tôt possible.
4. Nous cultiverons des légumes toute l'année. Nous en ferons grande consommation et vendrons les surplus.
5. Pendant la période de plantation, nous planterons autant de pousses que possible.
6. Nous ferons en sorte d'avoir peu d'enfants. Nous limiterons nos dépenses. Nous ferons attention à notre santé.
7. Nous donnerons une éducation à nos enfants et nous donnerons les moyens de pouvoir subvenir à cette éducation.
8. Nous veillerons à la propreté de nos enfants et de l'environnement.
9. Nous construirons et utiliserons des fosses d'aisance.
10. Nous boirons l'eau des puits sains. S'il n'y en a pas, nous ferons bouillir l'eau ou la désinfecterons avec de l'alun.
11. Nous n'exigerons aucune dot pour nos fils comme nous n'en donnerons aucune à nos filles. Les dots seront proscrites de nos centres. Nous nous opposerons au mariage de jeunes enfants.
12. Nous ne commettrons aucune injustice comme nous nous opposerons à ce que les autres en commettent.
13. Nous procéderons collectivement à des investissements plus élevés pour obtenir des revenus plus importants.
14. Nous serons toujours prêts à venir en aide aux autres. Si quelqu'un a des difficultés, nous l'aiderons.
15. Si nous venons à apprendre que, dans un centre, la discipline est bafouée, nous nous y rendrons pour la rétablir.
16. Nous introduirons les exercices physiques dans tous les centres. Nous participerons collectivement à toutes les rencontres organisées. (Yunus, 2006a, p.144-145).

APPENDICE B

La préface de l'auteur : *Vers un monde sans pauvreté*

Mon expérience au sein de Grameen m'a donné une foi intolérable en la créativité des êtres humains. J'en suis venu à penser qu'ils ne sont pas nés pour souffrir de la faim et de la misère. S'ils en souffrent aujourd'hui, comme ils l'ont fait dans le passé, c'est que nous détournons les yeux de ce problème.

Je suis profondément convaincu que nous pouvons débarrasser le monde de la pauvreté si nous en avons la volonté. Cette conclusion n'est pas le fruit d'un pieux espoir, mais le résultat concret de l'expérience que nous avons acquise, dans notre pratique du microcrédit.

Le crédit, à lui seul, ne saurait mettre fin à la pauvreté. C'est seulement l'une des issues qui permettent d'échapper à la misère. D'autres issues peuvent être percées pour faciliter la sortie. Mais pour cela, il est nécessaire de voir les gens différemment et de concevoir un nouveau cadre pour cette société.

Grameen m'a appris deux choses : tout d'abord, les connaissances que nous avons sur les individus et les interactions qui existent entre eux sont encore très imparfaites; d'autre part, chaque individu est important. Toute personne possède un énorme potentiel et elle peut influencer la vie des autres au sein de communautés et de nations au cours de son existence, mais aussi au-delà.

Au fond de chacun de nous, il existe bien plus de possibilités que celles que nous avons eu (*sic*) l'occasion d'explorer jusqu'à présent. Si nous ne créons pas l'environnement favorable au développement de notre potentiel, nous ne saurons jamais ce qui se cache en nous.

Il nous appartient de décider dans quelle direction nous voulons aller. Nous sommes les pilotes et les navigateurs de notre planète. Si nous prenons notre rôle au sérieux, la destination qui nous attend est nécessairement celle que nous avons prévue.

J'ai entrepris de raconter cette histoire parce que je souhaitais que vous réfléchissiez à ce qu'elle peut représenter pour vous. Si vous jugez l'expérience de Grameen crédible et convaincante, j'aimerais vous inviter à rejoindre ceux qui croient en la possibilité de créer un monde sans pauvreté et qui ont décidé d'œuvrer dans ce sens. Que vous soyez révolutionnaire, réformiste, conservateur, jeune ou vieux, nous pouvons unir nos forces pour résoudre ce problème.

Pensez-y.

Muhammad Yunus
Banque Grameen, 10 juillet 1997

APPENDICE C

Method of action

The Grameen Bank's **Method of action** can be illustrated by the following principles:

- 1 Start with the problem rather than the solution: a credit system must be based on a survey of the social background rather than on a pre-established banking technique.
- 2 Adopt a progressive attitude: development is a long-term process which depends on the aspirations and commitment of the economic operators.
- 3 Make sure that the credit system serves the poor, and not vice-versa: credit officers visit the villages, enabling them to get to know the borrowers.
- 4 Establish priorities for action vis-a-vis to the target population: serve the most poverty-stricken people needing investment resources, who have no access to credit.
- 5 At the beginning, restrict credit to income-generating production operations, freely selected by the borrower. Make it possible for the borrower to be able to repay the loan.
- 6 Lean on solidarity groups: small informal groups consisting of co-opted members coming from the same background and trusting each other.
- 7 Associate savings with credit without it being necessarily a prerequisite.
- 8 Combine close monitoring of borrowers with procedures which are simple and standardised as possible.
- 9 Do everything possible to ensure the system's financial balance.
- 10 Invest in human resources: training leaders will provide them with real development ethics based on rigour, creativity, understanding and respect for the rural environment.

(GB, site Internet officiel, [en ligne]).

APPENDICE D

Questions d'entrevues⁶⁶

General

- 1- How have you heard about the Grameen Bank?
- 2- What has motivated you to join the Grameen Bank?
- 3- When did you start borrowing?
- 4- In which activity have you invested your money?
- 5- Do you manage this activity yourself or with help

Appreciating

- 6- What is the most important thing you have achieved?
- 7- Do you think that the program have helped you achieve this?

Clarifying Challenge

- 8- What are the main things you would like to change? (In your life in general)
- 9- What has been stopping you from changing them in the past?

Exploring the future

- 10- Do you have a dream?
- 11- What steps do you think you could take to achieve your dream?
- 12- What do you think other people in your community or in your household could do?
(in order to achieve your dream)
- 13- Have you noticed some changes in people's attitude since you join Grameen Bank?
- 14- Are there any wider changes needed?
- 15- Are there any things which you think the program policy makers could do?

Closing

- 16- Do you borrow from other institutions as well?
- 17- Do you have girls and boys? How old are they?
- 18- Do they go to school? Which year?
- 19- Do you think taking a loan from Grameen Bank makes you important or more respected in your family?

⁶⁶ Questionnaire adapté de Linda Mayoux, 2003, p.14.

APPENDICE E

Tableau présentant les trois paradigmes principaux en MF selon Mayoux

	Feminist Empowerment Paradigm	Poverty Alleviation Paradigm	Financial Self-Sustainability Paradigm
Main policy focus	MF as an entry point for women's economic, social and political empowerment	MF as part of an integrated program for poverty reduction for the poorest households	Financially self-sustainable MF programs which increase access to MF services for large numbers of poor people
Target group	Poor women, alternative role models	The poorest	The entrepreneurial poor
Reason for targeting women	Gender equality and human rights	<ul style="list-style-type: none"> • Higher levels of female poverty • Women's responsibility for the household well-being 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficiency because of high female repayment rate • Contribution of women's economic activity to economic growth
Underlying paradigm	Structuralist and socialist feminist critique of capitalism	Interventionist poverty alleviation and community development	Neo-liberal market growth
Main policy instruments	Gender awareness and feminist organization	<ul style="list-style-type: none"> • The importance of small savings and loan provision, • Group formation for community development • Methodologies for poverty targeting and/or operating in remote areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Setting of interest rates to cover cost • Separation of MF from other interventions for separate accounting • Program expansion to increase outreach and economies of scale • Ways of using groups to decrease costs of delivery
Main focus of gender policy	Gender awareness and feminist organization	Increasing women's participation in self-help groups	Providing the framework for equal access for women

Definition of empowerment	Transformation of power relations throughout society	Increased well-being, community development and self-sufficiency	Economic empowerment, expansion of individual choice and capacities for self-reliance
Underlying assumption	Women's empowerment requires fundamental change in the macro-level development agenda as well as explicit support for women to challenge gender subordination at the micro-level.	Increased well-being and group formation will automatically enable women to empower themselves.	Increasing women's access to MF will automatically lead to economic empowerment without other complementary interventions or change in the macro-economic growth agenda.

Ce tableau est tiré de Mayoux, 2006, p.4

LEXIQUE

Bangla. La langue bangladaise en bengali.

Bazaar. C'est l'appellation au Bangladesh du marché. Il peut être permanent ou hebdomadaire. Les gens s'y rendent pour acheter les fruits, légumes, viandes, vêtements, etc. On y trouve de tout. Il y a aussi des petits cafés de rue où les hommes se rendent pour discuter et boire une tasse de *cha*.

Burka. Longue tunique noire qui cache tout le corps, des pieds jusqu'au visage et aux cheveux des femmes.

Cha. Thé noir au lait et épices.

Desh. Signifie pays en bengali.

Grameen. Signifie village ou rural en bengali.

Paikar. Prêteurs indépendants qui octroient des prêts à des taux usuraires pouvant atteindre jusqu'à 200% d'intérêt par année.

Purdah. Cloisonnement ou isolement des femmes.

Sari. Long tissu servant de robe que les femmes s'enroulent autour du corps.

Rickshaw. Bicyclette à trois roues comportant un grand siège qui permet de transporter des gens (deux à trois personnes en général) ou des objets.

Swami. Signifie mari, mais veut aussi dire maître en bengali.

Taka. Unité monétaire du Bangladesh.

Tempo. C'est une petite voiture qui sert de minibus dans les villages. On peut asseoir une dizaine de personnes à l'arrière. Cette voiture fait souvent la navette d'un endroit à l'autre dans le village ou va d'un village à l'autre.

BIBLIOGRAPHIE

Agence canadienne de développement internationale (ACDI). 2006. *Cadre de programmation – pays de l'ACDI pour le Bangladesh 2003-2008*. Gatineau : ACDI, 21 pages.

ANNAN, Kofi. 2005. Rapport du secrétaire général, *Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous*. Nations Unies, Assemblée générale, cinquante-neuvième session.

AHMAD, Qazi Kholiquzzaman. (sous la dir.). 2007. *Socio-Economic and Indebtedness-Related Impact of Micro-Credit in Bangladesh*. Dhaka: University Press Limited, 64 pages.

AHMED, Salehuddin et M.A.Hakim. (sous la dir.). 2004. *Attacking Poverty with Microcredit*. Dhaka: University Press Limited, 225 pages.

ANTROBUS, Peggy. 2007. *Le mouvement mondial des femmes*. Coll. «Enjeux planète». Montréal: Écosociété, 303 pages.

BANGLAPEDIA. 2006. *National Encyclopedia of Bangladesh*, [en ligne], www.banglapedia.org. (page consultée le 28 septembre 2007).

BANQUE MONDIALE. 1990. *Bangladesh Strategies for Enhancing the Role of Women in Economic Development*. Washington: World Bank, 150 pages.

BANQUE MONDIALE. 2002. *Poverty in Bangladesh Building on Progress*. Report no. 24299-BD, 115 pages.

BANQUE MONDIALE. (GEI) Groupe d'Évaluation Indépendante. *Les évaluations de l'impact par le GEI : santé maternelle et infantile au Bangladesh*. [en ligne], <http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/4CD729AAAB904323852571B9006F4EF2?Opendocument>, (page consultée le 11 octobre 2007).

BOURDIEU, Pierre. 2002. *La domination masculine*. France : Seuil, 177 pages.

CAD. 1996. *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : OCDE, 23 pages.

CHESTON, Susy et Lisa Kuhn. 2002. *Le renforcement du pouvoir d'action*. [en ligne], www.microcreditsummit.org/papers/fr_cheston+kuhn-ew.pdf, (page consultée le 8 octobre 2007).

DALEY-HARRIS, Sam. 2006. «État de la campagne du sommet du microcrédit», *Sommet mondial du microcrédit*. Rapport 2006, 76 pages.

D'AOUST, Anne-Marie. 2007. «Les approches féministes». In MACLEOD, Alex et Dan O'MEARA, *Contestations et résistances : la théorie des relations internationales depuis la fin de la guerre froide*. Montréal : Athéna. Page 281-304.

ÉTAT DU MONDE 2006. «Inde et périphérie, Bangladesh» *Annuaire économique géopolitique mondial*. Montréal : Édition du Boréal, p.258-263.

GIGUÈRE, Denise. 1999. *Rapport synthèse, la condition des femmes au Bangladesh*. Rapport synthèse, Sherbrooke (Qué) : Université de Sherbrooke, 44 pages.

GOETZ, Anne Marie et Rina Sen Gupta. 1996. «Who Takes Credit? Gender, Power, and Control Over Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh». *World Development*, Vol. 24, No 1, p.45-63.

GOVERNMENT OF BANGLADESH (GOB). 2007. Site officiel, <http://www.bangladesh.gov.bd>, (page consultée le 29 septembre 2007).

GRAMEEN BANK. 2007. Site officiel, www.grameen-info.org, (page consultée le 9 décembre 2007).

GUÉRIN, Isabelle et Jane Palier. 2005. «Empowerment, self-help groups et solidarité démocratique en Inde». IN GUÉRIN, Isabelle, Kamala Marius-Gnanou, Thierry Pairault et Jean-Michel Servet. *La microfinance en Asie*. Paris, Karthala éditeur, p.173-194.

GULLI, Hege. 1998. *Microfinance and Poverty, Questioning the Conventional Wisdom*. Inter-American Development Bank, 101 pages.

HAMID, Shamim. 1996. *Why Women Count : Essays on Women in Development in Bangladesh*. Dhaka : University Press Limited, 183 pages.

HOFMANN, Elizabeth et K.Marius-Gnanou. 2003. «L'approche "genre" dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple de la microfinance». IN *Développement socialement durable et la pauvreté*. s.l., : PUB.

_____. 2005. «Empowerment et microfinance en Inde». IN GUÉRIN, Isabelle, Kamala Marius-Gnanou, Thierry Pairault et Jean-Michel Servet. *La microfinance en Asie*. Paris, Karthala éditeur, p.195-218.

HOURS, Bernard. 1993. *Islam et développement au Bangladesh*. Paris : L'Harmattan. 191 pages.

JAHAN, Rounaq. 1995. *The Elusive Agenda, Mainstreaming Women in Development*. London : Zed Books, 144 pages.

KABEER, Naila. 2000. *The Power to Choose. Bangladeshi Women and Labour Market Decisions in London and Dhaka*. New York : Verso, 464 pages.

KABEER, Naila. 2005. *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et les objectifs du millénaire pour le développement*. Ste-Foy (Qué) : Les presses de l'Université Laval, 336 pages.

KARL, Marilee. 1995. «Women and Development». In *Women and Empowerment : Participation and Decision Making*. Atlantic Highland (N.J) : Zed Books Ltd. p. 94-120.

KELKAR, Govind, DevNathan et Rownok Jahan. 2004. «Redifing Women's "Samman", Microcredit and Gender Relations in Rural Bangladesh». *Economic and Political weekly*, No.32, Vol.39, August 7, p.3627-3640.

KHANDKER, Shahidur R. 1998. *Fighting Poverty with Microcredit : Experience in Bangladesh*. New York : Oxford University Press.

MANIRUZZAMAN, M. 2006. «Grameen II's Membership». *MicroSave*, [en ligne], www.microsave.org, (page consultée le 18 mars 2006).

MAEDE, Jason. 2001. *An Examination of the Microcredit Movement*, 15 janvier 2001, [en ligne] <http://www.connexions.org/CxLibrary/docs/CX6992-McadeMicrobank.htm>, (page consultée le 11 décembre 2007).

MAYOUX, Linda. 1998. «L'Empowerment des femmes contre la viabilité? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de microcrédit». [en ligne], www.iucd.unige.ch/information/publications/pdf/yp-silence-publique/7-Eco-Mayoux.pdf, (page consultée le 20 mars 2007).

_____. 2000. «Micro-Finance for Women's Empowerment : A Participatory Learning, Management and Action Approach». Texte présenté au Sommet Régional d'Asie du Microcrédit, , p.35.

_____. 2002. «Women's Empowerment and Microfinance : A Think Piece' for the microfinance field». *UNIFEM*, 25 pages.

_____. 2003. «Empowering Enquiry : A New Approach to Investigation». *WISE Development Ltd.* (January), [en ligne], www.entreprise-impact.org.uk/pdf/EmpoweringEnquiry.pdf, (page consultée le 17 mars 2007).

_____. 2005. «Gender Equity, Equality and Women's Empowerment : Principals, Definitions and Framework». (Septembre). [en ligne], www.genfinance.net, (page consulté le 10 mars 2007).

_____. 2006. «Women Empowerment Through Sustainable Micro-finance : Rethinking “Best Practice”». (February), [en ligne], www.genfinance.net, (page consultée le 12 mars 2007).

McKERMEN, Signe-Mary, Mark Pitt et David Moskowitz. 2005. «Use of the Formal and Informal Financial Sectors: Does Gender Matter?». World Bank Policy Research Working Paper 3491, (janvier).

NASREEN, Talisma. 1994. *Femmes, manifestez-vous!*. Paris : des femmes Antoinette Fouque, 103 pages.

_____. 2004. «UNESCO Speech». [en ligne] www.talismanasrin.com/index.html, (page consultée le 23 octobre 2007).

_____. 2005. «Speech on Women’s Forum». France. [en ligne], www.talismanasrin.com/index.html, (page consultée le 23 octobre 2007).

NAZ, Farzana. 2006. *Pathways to Women’s Empowerment in Bangladesh.*, Dhaka: A H Development Publishing House, 172 pages.

NYROP, Richard F *et al.* 1989. *Bangladesh a Country Study*. Washington: Federal Research Division, 306 pages.

ONU. 2005. *International Year of Microcredit 2005*. [en ligne], www.ycarofmicrocredit.org, (page consultée le 7 février 2006).

PNUD. 2007. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008. La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*. Paris : La Découverte, 382 pages.

PARKER, Joan. 2001. «Microfinance, subventions et instruments non financiers dans le cadre de la réduction de la pauvreté : Quel est le rôle du microcrédit?». *Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)*. Note Focus # 20, (mai).

RAHMAN, Aminur. 1999. *Women and Microcredit in Rural Bangladesh, Anthropological Study of the Rhetoric and Realities of Grameen Bank Lending*. Boulder (CO) : Westview Press. 157 pages.

ROY, Danny. 2005. «La participation et l’approbation dans l’utilisation de la microfinance comme outil de développement». Mémoire, Montréal : UQAM, 143 pages.

RUTHERFORD, Stuart. (sous la dir.) 2006a. «Grameen II : the first five years 2001-2005». *MicroSave*. Dhaka, (février), 57 pages, [en ligne], www.Microsave.org, (page consultée le 21 janvier 2007).

_____. 2006b. «Qu'est-ce que Grameen II ? Est-il en état de marche sur le terrain ?», *MicroSave*, [en ligne], www.microsave.org, (page consultée le 18 mars 2006).

_____. 2006c. «Épargne des membres», *MicroSave*, [en ligne], www.microsave.org, (page consultée le 18 mars 2006).

UNCDF. 2005. *Microfinance and the Millennium Development Goals : a reader's guide to the Millennium Project Reports and other UN documents*. (August). [en ligne], http://www.yearofmicrocredit.org/docs/mdgdoc_MN.pdf, (page consultée le 11 mars 2007).

WOOD, Geoffrey D et Iffath Sharif. (sous la dir.). 2001. *Who Needs Credit? Poverty and Finance in Bangladesh*. Dhaka : University Press Limited. 395 pages.

ZAMAN, Habiba. 1996. *Women and Work in a Bangladesh Village*, Dhaka : Narigrantha Prabartana. 148 pages.

YUNUS, Muhammad. 2006a. *Vers un monde sans pauvreté*, La flèche (Fr) : JC Lattès. 345 pages.

_____. 2006b. «Microcredit : Banking with the Poor Without Collateral». presented at the SAARCFINANCE Governor's Symposium on Microcredit held in Dhaka on february 15, 22 pages.

_____. 2006c. «We Can Put Poverty into Museums». Nobel Lecture presented at the Nobel Peace Prize Ceremony on December 10. Oslo. 20 pages.

_____. 2006d. «Grameen Bank at a Glance». Dhaka : Grameen Bank. 54 pages.